UNIVERSITÉ DU QUÉBEC

MEMOIRE

PRÉSENTE À

L'UNIVERSITÉ DU QUEBEC À MONTRÉAL

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

par

JEAN-GUY PRÉVOST

RAYMOND ARON DEVANT LES CRISES
Essai sur l'éthique d'un intellectuel français

AVRIL 1986

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

AVANT-PROPOS

On emploie le mot purgatoire pour désigner l'oubli temporaire ou l'exécration passagère que subissent peu après leur disparition certains auteurs fort adulés de leur vivant. Les cas de Camus et d'Althusser sont à cet égard exemplaires: bien audacieux qui se réclamera d'eux aujourd'hui; si l'on s'avise d'en traiter, ce sera bien souvent pour les dépecer. La trajectoire de Raymond Aron offre une image à peu près inverse. Non pas qu'il fût pendant sa vie détesté de tous; les opinions étaient, disons, partagées et l'on pouvait souvent déceler chez ses adversaires une forme de révérence: Raymond Aron, c'était "la droite intelligente". Mais à la fin de ses jours s'est opéré autour de lui le ralliement de bon nombre de ceux qui auparavant préféraient "avoir tort avec Sartre qu'avoir raison avec Aron". Deux ans après sa mort, il s'est créé une quasi-unanimité autour de son nom: chacun le cite et se découvre par quelque côté aronien. On assiste, comme l'a écrit récemment Alain Duhamel, à "la revanche posthume de Raymond Aron"2.

¹ Mort non pas cliniquement bien sûr, mais intellectuellement.

² Titre d'un chapitre de l'ouvrage d'Alain Duhamel, Le Complexe d'Astérix, Paris, Gallimard, 1985.

Écrire aujourd'hui sur Aron comporte donc le risque de souscrire à une mode intellectuelle, de n'être qu'une voix de plus dans le choeur des éloges funèbres. Comme bien d'autres, j'ai découvert Aron après des années de militantisme d'extrêmegauche et sa lecture me fut une cure d'heureux désenchantement. Comment dès lors échapper à la complaisance, comment adopter l'indispensable distance critique dont Aron nous donne l'exemple lorsqu'il étudie Max Weber, dont il se sentait si proche?

Le travail que j'entreprends ici s'inscrit dans une démarche plus vaste: reprenant un conseil donné par Fernand Dumont à Guy Rocher³, je décidai il y a trois ans de lire l'oeuvre intégrale d'un auteur majeur dans le champ de la science politique. Très vite, il me sembla qu'Aron, témoin privilégié du siècle, était d'un tel calibre, cette appréciation se doublant d'une sympathie pour ce que je savais de l'homme. Suivre l'évolution intellectuelle d'un auteur sur cinquante ans, cerner le regard qu'il a posé sur les problèmes de notre temps me semblent une voie d'accès intéressante à la science politique et à la réflexion indépendante. Le caractère exhaustif d'une telle approche offre une relative garantie contre la complaisance: en comparant les prises de

³ Rocher racontait, lors d'une émission de la série Rencontres, qu'effrayé par la pléthore des auteurs et ne sachant par où aborder la sociologie, il demanda conseil à Dumont. Celui-ci lui recommanda de choisir un auteur et de tout lire: ouvrages, articles, correspondance. Rocher choisit Durkheim.

position successives, en cherchant leurs déterminants, en retraçant les influences intellectuelles, on est en mesure de faire apparaître les limites, voire les contradictions d'un auteur. En ce sens, la critique est dialogue: c'est par l'écoute, l'échange et la réplique que devant celle de l'autre, notre pensée prend forme à son tour.

* * *

Je voudrais remercier sincèrement M. Jean-Pierre Beaud, qui m'a guidé tout au long de cette recherche. Notre travail commun fut lui aussi un dialogue.

* * *

RÉSUMÉ

La question centrale à laquelle tentera de répondre ce mémoire est la suivante: quelle éthique intellectuelle peuton dégager des attitudes adoptées par Raymond Aron à l'occasion des crises politiques? Aron, on le sait, tentait de concilier
l'engagement de l'intellectuel dans les luttes de la Cité et
la volonté de dépassionner les conflits. Pour lui, les problèmes politiques pouvaient et devaient faire l'objet d'une
discussion et d'une décision raisonnables. Il professait à
cet effet trois règles de conduite: 1) reconnaître la spécificité de la politique; 2) refuser le manichéisme; 3) accorder
la primauté aux faits dans l'analyse. Cet essai montrera
comment et jusqu'à quel point les conjonctures de crise mettent à l'épreuve ces trois règles et, partant, l'éthique intellectuelle de Raymond Aron.

Les quatre crises politiques choisies pour les fins de cette étude sont: la Seconde guerre mondiale, la guerre d'Algérie. la conférence de presse du général de Gaulle en 1967 et les événements de mai 1968. Pour chacune d'elles, on cherchera à éclairer les paradoxes que soulève l'attitude d'Aron. Ainsi part-il pour Londres des juin 1940, mais se refuse-t-il en même temps à tenir les dirigeants de Vichy pour des traîtres. De même se prononce-t-il tôt pour l'indépendance de l'Algérie; il se cantonne cependant dans une attitude de désapprobation passive et critique vivement les appels à l'insoumission ou à la désobéissance civile. En 1967, Aron, qui s'était pourtant fait fort discret à l'époque du génocide, réagit de façon virulente à la "petite phrase" du Général sur les Juifs: la réaction semble ici inversement proportionnelle à la gravité de l'événement. Enfin, en 1968, ce critique notoire de l'université se porte avec fougue à la défense de l'institution: celui qu'on aurait espéré compréhensif se montre véhément devant la critique "active" des émeutiers.

Quatre conclusions se dégagent de ces analyses: 1) la conduite d'Aron à l'occasion des crises est placée sous le signe du paradoxe; 2) le patriotisme joue chez lui un rôle déterminant quant à l'attitude et aux prises de position; 3) l'écriture est considérée par Aron comme un acte politique et le moyen d'intervention privilégié de l'intellectuel; 4) l'indépendance de l'intellectuel s'accompagne par ailleurs d'une impuissance à peser sur le cours des événements. Ces conclusions marquent les limites de l'éthique intellectuelle aronienne et les difficultés d'une décision raisonnable en période de crise.

TABLE DES MATIÈRES

	Page
AVANT-PROPOS	ii
RESUMÉ	v
TABLE DES MATIÈRES	vi
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I. ELOGE DE LA RAISON	22
CHAPITRE II. UN INTELLECTUEL À LONDRES	45
CHAPITRE III. EXTRÉMISTE OU RAISONNABLE?	72
CHAPITRE IV. "OBÉIR À SON DÉMON"	97
CHAPITRE V. UN PROFESSEUR EN COLÈRE	119
CONCLUSIONS	142
BIBLIOGRAPHIE	160

INTRODUCTION

La crise est l'heure de vérité. Le militaire, le politique connaissent cet instant: plusieurs options s'offrent à eux. aucune ne leur garantit le succès, ils ne peuvent éviter de choisir. Pour l'intellectuel aussi, la crise agit comme révélateur. Lorsque les enjeux sont pressants, sollicitent une réponse qui ne laisse pas de rémission, le discours est mis à l'épreuve, les engagements doivent être honorés. À Raymond Aron comme à bien des intellectuels et citoyens français, le siècle a en quelques occasions posé les choix historiques sous la forme d'alternatives brutales: Fallait-il, en 1940, rester en France et se résigner à l'armistice ou partir pour Londres et continuer le combat aux côtés des Anglais? Fallaitil, pendant la guerre d'Algérie, se résoudre au "right or wrong, my country" et se taire ou dire publiquement que l'avènement d'un État algérien était inévitable, au risque de conforter l'adversaire dans un affrontement pour une grande part psychologique?

On sait que Raymond Aron a beaucoup réfléchi au problème de la décision et du choix, à l'attitude de l'intellectuel dans les luttes qui déchirent la Cité. En quoi les décisions prises par lui au moment des crises politiques se conformaient-

elles à sa conception de la décision historique et à ses idées philosophiques et politiques? En d'autres termes, de quel secours lui fut toute sa "science" au moment de trancher? Question que l'on peut et que l'on doit renverser: dans quelle mesure l'éthique intellectuelle professée par Aron fut-elle aussi une rationalisation de ses comportements antérieurs? Plus qu'une simple description des choix faits par Aron et de leurs déterminants, ce texte visera à dégager une théorie de ce que devrait être, selon Aron, le rôle de l'intellectuel dans les luttes de la Cité et à examiner comment les crises politiques dans lesquelles fut plongé Aron ont mis cette théorie à l'épreuve. Il s'agira donc d'un essai critique, sorte de portrait intellectuel qui, plutôt que de brosser un tableau général, s'attachera à quelques moments privilégiés.

Les crises que j'ai choisi d'étudier sont au nombre de quatre: la Seconde Guerre mondiale, la guerre d'Algérie, les suites de la conférence de presse du général de Gaulle de novembre 1967 et les événements de mai 1968. Le mot crise n'est pas entendu ici dans un sens très précis, puisque ces quatre événements sont de nature et de portée fort différentes. De là justement leur intérêt: eût-il s'agi de phénomènes du même ordre, on en serait resté à un biais fort étroit; de types divers, ces crises touchent, chacune, des facettes distinctes de l'individu Aron.

La Seconde Guerre mondiale constitue l'événement majeur des quatre, mettant en jeu le régime démocratique auquel allaient les préférences politiques d'Aron, la patrie dont il était citoyen et la communauté juive à laquelle l'ennemi lui rappelait son appartenance. Sa décision de partir pour Londres dès juin 1940, son attitude nuancée à l'égard du gouvernement de Vichy et de ceux qui acceptèrent l'armistice, son quasí-silence sur le sort des Juifs devront être examinés et interprétés. Les articles publiés par Aron dans <u>La France libre</u> fourniront la base de cette analyse.

La guerre d'Algérie soulève de tout autres questions. Guerre coloniale se doublant dans la métropole d'une guerre civile larvée entre partisans et adversaires du maintien de la présence française, elle polarisa singulièrement l'intelligentsia. Classé à droite du fait de son anticommunisme et et de son atlantisme, éditorialiste dans un journal alors favorable à l'Algérie française (Le Figaro), Aron publie en 1957 La Tragédie algérienne, court pamphlet dans lequel il prétend inéluctable l'indépendance algérienne et propose en conséquence l'abandon. Comment expliquer cette prise de position apparemment paradoxale? Comment apparaît alors, en contrepoint, l'attitude qu'adopta Aron au cours de la guerre d'Indochine, sur laquelle il fut beaucoup moins disert?

En regard de ces événements auxquels on n'hésite pas à accoler le qualificatif d'historique, la conférence de presse de novembre 1967 semble relever de l'anecdote ou du moins, de la politique au jour le jour. Dès le début des combats entre Israéliens et Arabes, de Gaulle avait annoncé l'embargo sur les livraisons d'armes à Israël et la France adopté une attitude de neutralité sympathique aux pays arabes. Ce n'est pas au renversement diplomatique, légitime et prévisible, qu'en a Aron. Mais réagissant viscéralement à la "petite phrase" prononcée par le Général quelque six mois plus tard (le peuple juif, "peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur"), Aron rédige aussitôt un article virulent ("Le temps du soupçon") dans lequel il dénonce le danger d'antisémitisme suscité par les propos du chef de l'État. Cette prise de position spectaculaire à l'occasion d'un épisode à première vue mineur contraste avec la discrétion d'Aron à l'époque du génocide. Il ne s'agira pas ici d'analyser à fond le problème de la "judéité" d'Aron (qui ferait l'objet d'un essai en soi), mais d'examiner en quoi le non-dit pendant la guerre et la dénonciation fracassante de la "petite phrase" s'accordent ou non à l'éthique intellectuelle d'Aron et ce qu'ils nous en révèlent.

Enfin, les événements de mai 1968. La commune étudiante, la grève générale, la victoire inopinée du gaullisme ont donné lieu à une abondante littérature. De la mi-mai à la fin

juin, Aron signe dans <u>Le Figaro</u> une quinzaine d'articles.

Dès le début de juillet, il dicte <u>La Révolution introuvable</u>,

"le plus intelligent des ouvrages hostiles au mouvement"¹,

dira Pierre Vidal-Naquet. Celui qui s'était comporté depuis

son entrée en Sorbonne comme un critique sévère et un ré
formateur de l'université se porte avec fougue à la défense

de l'institution menacée, vitupérant ce qu'il juge être

anarchie, nihilisme et terrorisme. Cette attitude révèle
t-elle un homme soucieux avant tout de la hiérarchie et de

l'ordre établi? Montre-t-elle les limites d'un analyste

sensible d'abord aux jeux de la politique et dépourvu devant

l'irruption du social sur la scène publique?

Telles sont les quatre crises qui formeront la matière de cet essai. C'est cette mise en perspective de conjonctures diverses, d'événements différents dans leur portée et dans la façon dont ils impliquent l'individu en cause, qui permettra d'explorer les rapports entre la pratique politique de Raymond Aron et l'éthique intellectuelle qu'il professait.

Mais l'intérêt d'une telle tentative ne réside pas seulement dans le fait qu'elle apporte une connaissance plus approfondie de l'individu Aron. Au-delà de l'homme, c'est la société française qui est ici visée. Plus précisément,

¹ Alain Schnapp et Pierre Vidal-Naquet, <u>Journal de la commune étudiante. Textes et documents. Novembre 67-juin 68</u>, Paris, Seuil, 1969, p. 847.

c'est sur un type d'acteur ou de spectateur au sein de cette société que l'on s'interrogera: l'intellectuel. Parler d'Aron, parler de son attitude devant les crises politiques, c'est nécessairement évoquer le champ intellectuel français, traiter du rapport entre l'intellectuel et la politique.

En ce sens, le choix d'Aron se justifie pleinement. La période embrassée par son activité, le caractère paradoxal de certaines de ses décisions, la position éminente qu'il occupa en tant qu'universitaire de prestige et journaliste de renom, tout cela confère à sa trajectoire une courbe particulière. L'âge du scepticisme étant arrivé, l'attitude aronienne commence d'ailleurs à être adoptée par bon nombre d'intellectuels de tendances diverses: l'exception devient le modèle.

*

Quel est, de Raymond Aron, le portrait qu'on a le plus souvent tracé? Peut-on, au-delà de l'expression consacrée ("la droite intelligente"), dégager une image plus précise? En rassemblant les commentaires qui ont accueilli la parution de <u>La Tragédie algérienne</u>, on a en main un véritable florilège.

C'est à cette occasion que François Mauriac forge l'expression qui devait rester: la "clarté glacée" 2. Dans

² François Mauriac, <u>L'Express</u>, 5 avril 1957, cité dans Raymond Aron, <u>Mémoires</u>, 50 ans de réflexion politique, Paris, Julliard, 1983, p. 371.

le même registre, Jules Monnerot parle de "stoïcisme statistique à forme glaciale" 3. Étienne Borne de "sécheresse intellectuelle abstraite"4. Jean Daniel décèle dans l'argumentation d'Aron "le passage du conservatisme au défaitisme" 5, tandis que Jacques Soustelle, mis en verve par l'indignation. voit en lui "le Servan-Schreiber du riche, le Mauriac de la sidérurgie, le Claude Bourdet de la finance"6. On retrouve donc, indépendamment des positions politiques des auteurs (Soustelle défend l'Algérie française, Mauriac est d'accord avec Aron), à peu près le même reproche: Aron est un calculateur, il fonde sa décision sur des considérations froidement et bassement réalistes et non pas sur des valeurs "plus nobles".

Évoquant ce débat dans un ouvrage publié quelque vingt ans plus tard. Paul Clay Sorum parlera du "réalisme technocratique d'Aron" et situera celui-ci dans la "couche technocratique de l'intelligentsia"8. Au milieu des années soixante,

³ Cité par Michel Winock, "La tragédie algérienne", Commentaire, no 28-29, hiver 1985, p. 271.

⁴ Cité par Raymond Aron, <u>op. cit.</u>, p. 372. 5 Jean Daniel, <u>L'Express</u>, 21 juin 1957, cité dans

Raymond Aron, <u>ibid.</u>, p. 372. 6 Jacques Soustelle, <u>Le Drame algérien et la décadence</u> française. Réponse à Raymond Aron, Paris, Plon, 1957, p. 4.

⁷ Paul Clay Sorum, Intellectuals and Decolonization in France, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1978, p. 203. Sorum écrit: "technocratic realism".

⁸ Ibid., p. 196. Sorum écrit: "technocratic segment of the intelligentsia".

Frédéric Bon et Michel-Antoine Burnier présentaient eux aussi Aron comme l'intellectuel technocrate typique⁹. Ils définissaient cet intellectuel technocrate comme celui qui prétend ses opinions et décisions fondées non pas sur des préférences idéologiques, mais sur l'examen objectif des faits, notamment des faits économiques. Considérant les critiques adressées par Aron au manichéisme inhérent des termes gauche et droite, son insistance à invoquer les faits et son rôle central dans l'introduction en France du débat sur la "fin des idéologies", la caractérisation faite par Sorum, Bon et Burnier semble juste à première vue. Juxtaposée aux citations du paragraphe précédent, leur analyse prend toutefois l'allure d'une traduction en termes sociologiques des jugements polémiques d'une certaine époque.

Dans l'ouvrage qu'il a consacré à la pensée de son ami, Gaston Fessard observe cependant avec finesse que l'attitude des critiques d'Aron n'a pas toujours été la même. Après les événements de 1968 et la parution de <u>La Révolution introuvable</u>, "délaissant le reproche de "froideur" et de "scepticisme", ils ont au contraire argué de la réaction "viscérale" qui, de son propre aveu, portait ce libéral au secours de l'Université" 10. Les mêmes reproches suivirent l'exécution de

⁹ Frédéric Bon et Michel-Antoine Burnier, <u>Les Nouveaux intellectuels</u>, Paris, Seuil, 1971 (2e éd.), p. 115.
10 Gaston Fessard, <u>La Philosophie historique de Raymond Aron</u>, Paris, Julliard, 1980, pp. 28-29.

Sartre et d'Althusser dans <u>D'une Sainte famille à l'autre¹¹.</u> J'ajoute: l'homme qui en 1967 s'élevait contre le retour à "l'ère du soupçon" ne saurait guère être taxé de froideur ou de stoïcisme.

Cela suggère qu'il est nettement insuffisant de considérer Aron à travers le seul prisme de l'intellectuel technocrate, uniquement soucieux des faits, résigné à la fatalité historique.

Dans une formule qui convient parfaitement à mon propos, Pierre Fougeyrollas affirme qu'entre "le refuge dans la tour d'ivoire et l'entrée en religion politique"12. il peut v avoir une troisième position pour l'intellectuel. Selon Fougeyrollas, Max Weber en offre un exemple: convaincu que l'intellectuel devait prendre part aux conflits de la Cité, Weber lui refusait cependant le droit de parer du prestige de la science des opinions qui procédaient de ses valeurs. Ces remarques présentent une convergence frappante avec l'interprétation que donnait Aron de la pensée de Weber à la même époque 13. Par ailleurs, l'esquisse de typologie qu'elles contiennent

¹² Pierre Fougeyrollas, "Le mot intellectuel",

Arguments, no 20, 4e trimestre 1960, p. 48.

13 C'est en 1959 qu'Aron a rédigé son introduction à l'édition française de <u>Le Savant et le politique</u> de Weber.

permet de situer Aron comme type d'intellectuel.

La guestion autour de laquelle s'articulera cet essai pourrait en effet s'énoncer de la façon suivante: quelle éthique intellectuelle peut-on dégager des attitudes adoptées par Raymond Aron devant les crises politiques? Poser une telle question. c'est s'interroger sur la pratique politique d'Aron, pratique justement distincte, nous le verrons, du "refuge dans la tour d'ivoire" et de "l'entrée en religion politique". Mais cela oblige à s'interroger également sur la théorie professée par Aron quant au rôle des intellectuels en politique. On sait qu'Aron s'est souvent penché sur ce problème, depuis sa thèse parue en 1938¹⁴ jusqu'aux Mémoires dans lesquels il tente d'évaluer ses prises de position, en passant par les textes où l'on retrouve sa critique des attitudes politiques adoptées par d'autres intellectuels. Sartre ou Merleau-Ponty par exemple. La définition de la pratique aronienne en matière de politique suppose qu'on confronte cette pratique non seulement à celle d'autres intellectuels, mais aussi à l'image qu'Aron offrait d'elle.

Je voudrais préciser ce point. L'éthique intellectuelle d'un auteur peut et doit être examinée à partir de diverses positions. J'illustrerais ces positions par trois questions:

¹⁴ Raymond Aron, <u>Introduction à la philosophie de</u>
l'histoire. Essai sur les limites de l'objectivité historique,
Paris, Gallimard, 1938. Rééditions en 1947 et en 1981.

1) La pratique de l'auteur se conforme-t-elle aux conceptions qu'il avançait au préalable? On s'interroge ici sur le degré de cohérence de l'auteur en postulant que la réflexion précède l'action. 2) Trouve-t-on par ailleurs, dans le discours de l'auteur, des éléments constituant une rationalisation a posteriori de sa conduite? On prend ici en quelque sorte la position opposée en supposant une imprégnation de la réflexion par l'action. 3) Peut-on enfin, indépendamment des justifications théoriques ou rétrospectives, faire émerger de sa pratique un corps de principes? On pose ici que pour une part, l'attitude adoptée par l'auteur au moment des crises échappe aux règles qu'il s'était fixées et aux explications qu'il en donne après coup. Il me semble nécessaire de considérer ces trois points de vue: on doit tenir compte à la fois de la volonté de cohérence de l'acteur, de l'irréductible degré d'opacité que connaît chacun face à soi-même et de la rationalisation par laquelle il tente toujours et de s'assurer de cette cohérence et de dissiper cette opacité.

Je n'ai pas l'intention de fonder cet essai sur une hypothèse qui ferait d'Aron, dès le départ, le porte-voix d'une classe ou d'un groupe sociaux donnés. Cherchant à décrire une trajectoire singulière, je voudrais d'abord définir la conception qu'avait Aron de ce que devrait être

le rôle des intellectuels en politique, conception reposant sur un certain nombre de choix philosophiques et politiques. J'aimerais ensuite montrer en quoi <u>les conjonctures de crise mettent à l'épreuve cette conception en posant justement comme enjeux de lutte les choix qui la fondent</u>. Enfin, après avoir analysé chacune des quatre crises, je tenterai de dégager <u>les caractéristiques distinctives de la conduite adoptée par Aron en ces occasions</u>.

Je pense que la conception aronienne du rôle des intellectuels en politique implique tout à la fois l'engagement dans les luttes de la Cité et la volonté de dépassionner ou de "désidéologiser" les conflits. Deux corollaires découlent de cette hypothèse: d'abord, il est impérieux de rejeter toute forme de manichéisme du type de celui contenu dans la dichotomie gauche-droite; ensuite, il faut s'en tenir le plus rigoureusement possible aux faits, c'est-à-dire poser les problèmes en termes techniques. Une fois acceptées ces contraintes, le débat politique peut prendre la forme de ce qu'Aron appelle la "discussion raisonnable". Une telle conception, on le voit, échappe à la fois à l'optimisme historique du marxisme qui prétend déduire une politique scientifique de la connaissance des lois du devenir et au pessimisme nietzschéen d'un Weber qui postule l'opposition irréductible des valeurs fondant les choix politiques. Elle suppose ou souhaite en revanche un état de la société où existe un

consensus sur son organisation fondamentale et un spectre de valeurs qui soient certes diverses mais non contradictoires.

Cette discussion raisonnable, supposant des interlocuteurs en accord sur les choix fondamentaux, n'est cependant plus possible en temps de crise. Le consensus n'existe plus, ce sont justement les choix, représentant chacun des valeurs opposées, qui font l'objet du conflit. Comment éviter la passion, comme échapper à l'idéologie (qui n'est souvent que rationalisation des passions) lorsque l'on est en état de guerre ouverte ou larvée? Du terrain de la politique au jour le jour à celui des événements historiques, une pluralité n'impliquant pas la contradiction est-elle possible? Entre le Reich et les démocraties, il ne pouvait y avoir que lutte à mort; entre l'Algérie française et l'Algérie indépendante, la préférence ne pouvait se fonder sur des arguments technniques. On verra qu'impuissant à contenir le surgissement des idéologies en temps de crise. Aron porte alors son refus ailleurs: sur la guerre civile. Le déferlement des idéologies étant inévitable et le choix en faveur de l'une d'elles devant se faire de façon avouée, il reste à éviter le pire: la fracture de la communauté nationale en factions se livrant un combat à finir. En situation de crise, l'éthique intellectuelle aronienne trouve sa cohérence profonde dans un attachement patriotique qui identifie la France à son régime démocratique. Ce patriotisme est pour une bonne part rationnel, puisqu'il se fonde sur une appréciation critique des institutions dans lesquelles s'incarne la patrie: il se distingue donc nettement d'un nationalisme organique à la Barrès. Si Aron prône l'abandon en Algérie, c'est parce qu'il craint une guerre civile entre Français: celle-ci serait l'occasion d'un coup d'État militaire et de l'instauration d'un pouvoir autoritaire. Mais, pour rationnel qu'il soit, cet attachement comporte aussi une part d'indémontrable: en 1968, par exemple, partagé entre l'alarme et l'ironie, Aron ressent comme une ignominie le désaveu infligé au régime par l'émeute étudiante. Si cette réaction viscérale paraît exagérée, c'est qu'en temps de crise, on ne saurait tenir la passion à l'écart.

*

Il convient maintenant de définir certains termes qui reviendront tout au long du texte.

J'ai utilisé jusqu'ici plusieurs fois le mot <u>intellectuel</u>, tantôt comme substantif, tantôt comme qualificatif. Chacun sait que ce terme recouvre des acceptions diverses qui peuvent en étendre ou en restreindre la portée. Au sens russe d'intelligentsia, il souligne l'opposition du travail intellectuel au travail manuel, faisant dès lors des intellectuels une large catégorie sociale. La définition peut-être la plus restrictive est celle qu'implique l'affirmation

d'Edgar Morin à l'effet que "l'écrivain qui écrit un roman est écrivain, mais s'il parle de la torture en Algérie, il est intellectuel" 15. Sans aller jusque-là, je favorise pour les fins de cette étude une définition qui s'y apparente. L'intellectuel sera donc entendu ici comme celui qui rend compte de la société dans un discours critique 16. Il va de soi que discours critique ne signifie pas seulement révolutionnaire: ce discours peut être réformiste, voire réactionnaire. Les limites de cette définition sont à première vue nettes: le physicien qui étudie le mouvement des planètes fait oeuvre de savant; le généticien qui déduit de ses travaux une morale sociale quitte le terrain de la science. Le sociologue ou le politologue se situent en revanche dans une zone grise: leurs recherches, malgré des précautions méthodologiques recueillant l'assentiment de leur communauté scientifique, ne contiennent-elles pas, fût-ce de manière implicite, une part de prescription? Autrement dit, tout discours rendant compte de la société ne suggère-t-il pas une action, du moins une attitude? Je ne veux pas m'engager dans un long débat sémantique. La définition adoptée ici, en dépit de son caractère vague, m'apparaît suffisante pour mon propos. Elle convient en

¹⁵ Edgar Morin, "Intellectuels: critique du mythe et mythe de la critique", Arguments, no 20, 4e trimestre 1960, p. 35.

¹⁶ Je calque cette définition sur une de celles que donnent (sans l'adopter) Bon et Burnier, op. cit., p. 22.

effet au cas qui fera l'objet de cette étude.

Une définition du terme <u>éthique</u> s'impose à son tour.

J'entends ici éthique au sens que lui donnait Max Weber dans des expressions comme "éthique de conviction" ou "éthique de responsabilité". Elle sera donc <u>un ensemble de règles explicites ou implicites visant à guider la conduite et se manifestant dans l'attitude adoptée devant une décision à prendre. Il est évident qu'il peut y avoir distorsion entre l'éthique affirmée d'un individu et sa conduite effective au moment de la décision, comme il peut y en avoir entre cette conduite et sa rationalisation <u>a posteriori</u>. C'est justement la tâche de l'analyste que d'éclairer ces équivoques.</u>

Les mots choix et décision sont proches, bien qu'on puisse les distinguer. Tous deux appartiennent au vocabulaire de la philosophie historique de Raymond Aron. Le choix est fondamental et d'ordre général: il porte sur l'acceptation ou le refus de l'ordre existant, opposant le conservateur et le réformiste au révolutionnaire. L'éthique intellectuelle adoptée par Raymond Aron suppose nécessairement un choix en faveur de l'ordre existant, elle ne saurait convenir au révolutionnaire. Mais elle ne se réduit pas à ce choix, auquel peuvent correspondre d'autres attitudes. Ainsi Aron et Sartre ne peuvent-ils soumettre leur conduite à une même

éthique, vu leur choix respectif. Mais entre Aron et Alain, on ne peut non plus dégager une même éthique: si les deux acceptent l'ordre existant (tout en souhaitant le réformer), chacun diffère dans sa vision de celui-ci et dans son attitude à son égard. La décision m'apparaît plus directement reliée à l'action, elle désigne l'engagement ou la prise de position de l'individu dans une conjoncture politique singulière. Se prononcer en faveur de l'armistice ou contre elle, trancher entre le maintien de la présence française et l'indépendance algérienne sont des décisions.

J'ai également employé le néologisme <u>désidéologisation</u> dont le sens est loin d'être limpide. Il renvoie bien sûr au mot idéologie et à ce qu'on a appelé le débat sur la "fin des idéologies". En ce qui concerne le premier terme, on se trouve devant un problème encore plus aigu que dans le cas du mot intellectuel. Jean Baechler a exposé les difficultés que présentait une définition de l'idéologie. Préférant l'aborder à partir de ce qu'il appelle un sens vague, il présente au départ l'idéologie comme "discours lié à l'action politique", et plus loin comme une "formation discursive polémique, grâce à laquelle une passion cherche à réaliser une valeur par l'exercice du pouvoir dans une société" 17. Si l'on entend l'idéologie dans ce sens général,

¹⁷ Jean Baechler, Qu'est-ce que l'idéologie?, Paris, Gallimard, 1976, pp. 22 et 60.

on conviendra que tout discours critique sur la société est idéologique. Lorsque Raymond Aron parle d'idéologie, c'est tantôt dans ce sens, tantôt, visant le nazisme et le marxisme, dans un sens plus polémique de "représentation globale de la société et de son passé, représentation annonçant le salut et prescrivant l'action libératrice" En ce sens, parler de la fin des idéologies ou de la désidéologisation ne désigne à la limite que la perte d'attrait du marxisme dans les sociétés industrielles et la généralisation d'une approche plutôt pragmatique des problèmes sociaux. Dire qu'il y a désidéologisation de la politique ne signifie pas que d'opaque, le réel soit devenu transparent, ni la politique science, mais cela suppose un parti pris en faveur de l'ingénieur social (au sens poppérien) et contre le prophète.

*

Ce travail prendra la forme d'un essai d'interprétation. Celle-ci se fonde sur des textes: il s'agira d'en dégager le sens, d'en repérer la logique, de mettre en évidence les équivoques, les limites, voire les silences. Voici comment j'entends procéder à cette lecture.

¹⁸ Raymond Aron; Mémoires..., p. 411.

D'abord, il est nécessaire de distinguer, parmi ceux que je citerai, trois types de textes. Les premiers ont un caractère à la fois théorique et prescriptif: ils décrivent ce que devrait être l'attitude de l'intellectuel face à l'engagement politique en la faisant dériver d'un certain nombre de considérations philosophiques. L'Introduction à la philosophie de l'histoire est sans doute le principal de ces textes. Un autre type regroupe des écrits conjoncturels, contemporains à l'une ou l'autre des crises. Ces textes contiennent tant une analyse de la situation qu'une prise de position, celle-ci étant présentée comme conséquence logique de celle-là. La Tragédie algérienne ou les articles publiés en mai-juin 1968 relèvent de ce type. Un troisième, auquel appartiennent Le Spectateur engagé ou les Mémoires, présente les jugements portés après coup par l'auteur sur son attitude devant tel ou tel événement. Bien sûr, ces jugements peuvent tantôt accorder de l'importance à un aspect qui semblait secondaire à l'époque, tantôt minimiser une erreur d'appréciation, parfois critiquer une décision qui aujourd'hui apparaît fausse à l'auteur.

Entre ces trois types de textes, il doit y avoir à la fois <u>va-et-vient</u> et <u>distinction</u>. Va-et-vient parce que la décision d'un individu à un moment donné ne peut être isolée de la trajectoire suivie par lui, même si cette décision constitue une rupture. Ces trois types se situent d'ailleurs

sur une sorte de ligne du temps, chacun représentant qui un avant, qui un pendant, qui un après. Cet aller-retour permet de situer la décision dans la durée, comparant le comportement de l'auteur au moment même de la crise avec celui qu'il prescrivait dans ses écrits antérieurs et la vision qu'il en a offert après coup. La distinction est tout autant nécessaire si l'on ne veut pas faire de la pratique de l'auteur la simple mise en oeuvre d'une théorie préalablement énoncée ou ne la voir qu'à travers le prisme des rationalisations rétrospectives.

Il me semble également essentiel de situer chacun des textes cités dans son époque. Pour évaluer un écrit comme La Tragédie algérienne, on ne peut pas ne pas tenir compte de la déliquescence de la IVe République, de l'indécision des dirigeants politiques de l'époque et des diverses opinions qui s'étaient exprimées jusque-là sur le problème algérien. Ainsi évitera-t-on l'attitude de cet auteur qui reprochait amèrement à Raymond Aron de s'être tu pendant la guerre sur les horreurs de l'holocauste. Ce qui, à la lumière crue que jette notre connaissance actuelle de l'ampleur du génocide, lui apparaît maintenant comme l'évidence est-il autre chose que le douteux privilège de la lucidité <u>a posteriori</u>?

Enfin, je crois utile de comparer le point de vue d'Aron à ceux émis par d'autres acteurs ou observateurs des mêmes

événements. On saisit mieux l'originalité de l'appréciation d'Aron sur la politique vichyste quand on la compare à celle des gaullistes ou à l'interprétation historique d'un Robert Paxton. De la même façon, l'attitude adoptée par Aron pendant la guerre d'Algérie prend son sens quand on lui oppose la conduite de Sartre ou celle de Francis Jeanson.

Ces quelques précautions méthodologiques permettront sans doute d'éviter les contresens et les interprétations abusives; elles n'épuiseront pas le sens des textes. Le portrait qu'elles aideront à tracer sera, je l'espère, cohérent et fidèle; je conçois que d'autres l'eussent exécuté différemment.

* * *

CHAPITRE I

ÉLOGE DE LA RAISON

Raymond Aron se décrivait comme un <u>spectateur engagé</u>. La formule est antinomique: elle suggère à la fois un mouvement vers quelque chose et une volonté de s'en extraire. Regardée de plus près, l'expression laisse voir un formidable éloge de la raison. Engagé, l'homme ne se laisse pas emporter par le maelstrom de l'histoire; c'est lui qui choisit d'y prendre part, son refus du retrait est refus d'impuissance. Spectateur, il s'efforce de penser les conditions de son action, de se donner des instruments en cette navigation périlleuse. Il est possible de prendre part à la politique sans donner son congé à la raison, nous dit Aron. L'engagement sans passion ni fanatisme est concevable. Des décisions peuvent être prises qui ne soient dictées ni par le déterminisme, ni par l'arbitraire.

C'est cette idée que j'ai tenté d'exprimer par une proposition qui conciliait <u>la volonté d'engagement dans les luttes</u> de la Cité et celle de dépassionner ou de désidéologiser les conflits. En effet, l'engagement ne devient-il pas à terme une implication passionnée en faveur de la cause que l'on a choisi de défendre? À l'inverse, le refus de la passion ne mène-t-il pas d'abord à l'indifférence, puis très vite au retrait? Bien sûr, qui s'engage corps et âme connaîtra sans doute l'aveuglement volontaire, qui se veut au-dessus de la mêlée s'abandonnera souvent au cynisme. On a ici affaire à des types idéaux, comme dans la célèbre antinomie weberienne de l'éthique de conviction et de l'éthique de responsabilité, fréquemment citée par Aron. Mais celui-ci ne se contente pas d'indiquer à quoi peuvent mener ces deux attitudes poussées à l'extrême. Il s'attache plutôt à montrer dans quelle mesure il est possible de les accorder, quel usage raisonnable elles devraient inspirer.

¥

Pour Raymond Aron, l'intellectuel doit prendre parti dans les débats et les combats qui divisent la Cité, mais il se doit cependant d'observer certaines règles du jeu: c'est là une condition <u>sine qua non</u> à la "discussion raisonnable". Je suis conscient du fait qu'en parlant de règles, je risque de schématiser la pensée d'Aron, de la réduire à une recette ou à un mode d'emploi. Il me semble toutefois que ces règles ou ces préceptes rendent bien compte de la

méthode à partir de laquelle Aron recommande d'aborder les problèmes politiques. Cette méthode pourrait être résumée par les trois propositions suivantes: 1) la politique est une activité particulière régie par des lois qui lui sont propres; 2) il est nécessaire, lorsque l'on prétend se livrer à l'analyse, de mettre de côté le manichéisme dans lequel, parce qu'elle est conflit, baigne la politique; 3) l'analyste doit porter son attention sur les faits afin de poser en termes prosafques des problèmes vécus dramatiquement.

La première exigence est dans le droit fil des idées soutenues dès l'<u>Introduction à la philosophie de l'histoire</u>. Aron y écrivait: "L'action (...) commence par l'acceptation des conditions fondamentales de toute politique, des conditions propres de l'époque donnée". Ceci ne fait pas d'Aron un disciple du machiavélisme vulgaire pour lequel la recherche de la puissance serait l'<u>alpha</u> et l'<u>omega</u> de la politique et qui aurait pour seul précepte: la fin justifie les moyens. Aron rappelle dans <u>Démocratie et totalitarisme</u> que la politique est à la fois recherche du pouvoir et recherche du régime le meilleur, que le cynisme aussi comporte sa part de cécité². La reconnaissance de la nature spécifique de la politique implique en revanche qu'on ne juge pas les comportements et décisions politiques selon les canons de la

^{1 &}lt;u>Op. cit.</u>, p. 415 (édition de 1981). 2 Raymond Aron, <u>Démocratie et totalitarisme</u>, Paris, Gallimard, 1965, cf. pp. 50-52.

morale: "Les relations entre les hommes, qu'il s'agisse d'économie ou de politique, posent des problèmes spécifiques, irréductibles aux lois abstraites de l'éthique" 3. C'est précisément cette confusion des genres qu'Aron reprochera fréquemment à Sartre; j'y reviendrai plus loin.

L'attitude des "moralistes de la conviction" illustre bien le refus de prendre en compte la dureté de la politique. Ainsi des pacifistes prônant qui la dénucléarisation complète, qui le désarmement unilatéral, qui plus modestement l'amorce d'une véritable négociation entre les Grands: si de proclamer haut et fort leur désaccord moral avec les réalités qui leur font horreur dédouane leur conscience, cela ne rapproche en rien d'une solution aux dangers bien réels qu'ils dénoncent. Qui désire prendre part au débat doit au préalable admettre que les guerres entre nations font partie du train des choses humaines, que l'arme atomique existe une fois pour toutes et que la rivalité entre les Grands repose sur de solides contentieux. Le pacifisme actuel n'est peut-être pas dépourvu de noblesse morale, mais il n'est nullement une politique.

La deuxième exigence, c'est le refus du manichéisme. Elle se situe en fait dans le prolongement de la première.

³ Raymond Aron, Introduction..., p. 408.

puisque le manichéisme, en ramenant les conflits à une lutte entre le Bien et le Mal, peut être considéré comme une intrusion de la morale sur le terrain politique. Or, la forme peut-être la plus commune du manichéisme en politique au cours de ce siècle a été la représentation du champ politique par la division gauche-droite. Née avec la Révolution française, cette dichotomie s'est si rapidement et si impérieusement imposée aux esprits qu'il devint gênant d'en contester la validité: chacun connaît l'intimidante injonction d'Alain à ce sujet.

Aron s'est souvent soulevé contre la fausse évidence qui attribuait à la gauche une supériorité morale sur la droite, identifiant la première à la générosité et à la justice, la seconde à l'égoïsme et à l'ordre. La lecture du réel au moyen d'une telle grille d'analyse a pour effet immédiat un refus de considérer en elles-mêmes les solutions mises de l'avant par les forces en présence, la valeur de ces solutions se mesurant à l'aune de la vertu supposée de chacun des protagonistes.

Mais Aron n'a cependant jamais nié que les termes gauche et droite puissent avoir un sens en politique: il a plutôt demandé qu'on précise et qu'on limite ce sens. Ainsi, dans L'Opium des intellectuels, il s'est attaché à démontrer qu'on devait parler des gauches et des droites. La

substitution du pluriel au singulier a deux conséquences:

1) elle dépouille les deux termes de leurs connotations
morales et leur assigne une signification plus stricte,
descriptive et historique; 2) elle implique que la dichotomie
doit être relativisée, que la ligne de démarcation entre
positions adverses dans une conjoncture donnée ne passe pas
nécessairement entre gauche et droite, mais donne à chaque
situation une configuration particulière.

La troisième exigence tient à la primauté des faits dans l'analyse. Au moment où les socialistes français appliquent leur plan de relance par la consommation, leurs principaux partenaires commerciaux mènent une politique restrictive: il s'agit là d'un fait. N'en pas tenir compte ou le passer sous silence sous prétexte que l'objectif poursuivi est fort louable revient à préférer l'idéologie aux faits. Pour Aron, l'attachement aux faits permet de désidéologiser les débats, de poser en termes techniques et prosafques ce qui autrement prendrait une figure dramatique. Mais cette volonté de coller aux faits n'est-elle pas l'expression d'un positivisme étroit?

Qui connaît l'oeuvre d'Aron sait qu'il fut l'un des premiers à insister sur la construction des faits. La réalité historique telle que nous la connaissons ne préexiste pas au travail de l'historien, elle n'offre pas une intelligibilité qui soit immédiatement donnée. Le regard de l'historien, les questions qu'il pose, ordonnent cette matière "équivoque et inépuisable", façonnent son visage. Les faits historiques sont une construction conceptuelle: la Révolution française existe comme événement historique pour l'interprète; c'est lui qui assure une cohésion à cette accumulation de gestes simultanés et successifs.

Les faits résultent par ailleurs d'un découpage de la réalité: l'exécution du Roi, la chute de Robespierre et le Dix-huit Brumaire ont acquis le statut d'événements historiques; la part qu'y a prise l'obscur sans-culotte, la résistance du dernier des Chouans, les malheurs du grognard inconnu, s'ils échappent à l'oubli, n'apparaîtront jamais qu'à l'arrière-plan, comme toile de fond. Même de l'événement le plus important, seules des facettes seront connues, une multitude d'autres demeureront dans l'ombre.

Cette construction et ce découpage ne sont pourtant pas gratuits. Ils sont d'une part nécessaires à la compréhension, puisque sans eux l'histoire ne serait qu'un magma indéchiffirable. Soumis aux exigences méthodologiques de l'historiographie, ils n'autorisent pas l'interprète à disposer des faits à sa guise. Si plusieurs lectures de la Révolution russe sont possibles, cette diversité ne permet pas d'effacer à coups de gomme le visage de Trotsky sur les photographies

d'époque. Le rôle éminent de celui-ci dans la création de l'Armée rouge demeure un fait, quel que soit le découpage que l'on adopte, quelle que soit l'interprétation que l'on favorise.

La nécessité de reconnaître les faits interdit à l'intellectuel de prétendre que "tout est possible". Devant un problème donné, plusieurs solutions sont parfois possibles, mais pas toutes; et parmi des solutions possibles, certaines sont plus raisonnables que d'autres. Nous nous situons à l'intérieur d'un type de société donné, nous subissons les conséquences des décisions que d'autres ont prises avant nous, notre entendement connaît des limites. Celui qui reconnaît la politique pour ce qu'elle est, refuse d'y voir l'arène où de toute éternité s'affrontent le Bien et le Mal et accepte de prendre en compte les faits, celuilà s'en remet à la raison. Est-il pour autant subjugué par la rationalité technicienne? Réduit-il l'humain à sa seule dimension d'homo oeconomicus?

Pour Raymond Aron, la société industrielle est une donnée de fait dont on ne peut faire abstraction. La technique

⁴ Ces deux critiques ont été adressées à Aron par Gilbert Comte et Jean-Marie Benoist. L'article de Comte parut originalement dans <u>Le Monde</u> (18 février 1977); celui de Benoist dans <u>Les Nouvelles littéraires</u> (24 février 1977). Tous deux sont reproduits dans l'appendice à la deuxième édition de <u>Plaidoyer pour l'Europe décadente</u>, Paris, Livre de poche, 1978.

et l'économie posent des problèmes spécifiques: toute discussion raisonnable sur ceux-ci suppose que l'on tienne compte des contraintes exercées par celles-là. Aron ne leur assure pas pour autant une position transcendante: ni l'économie ni la politique ne nous disent s'il faut être partisan ou adversaire de la peine de mort. En revanche, ni la philosophie ni la morale ne peuvent trancher du caractère souhaitable ou détestable de la nationalisation des moyens de production.

¥

Rationaliste, l'approche de Raymond Aron se distingue toutefois d'une "politique de la Raison" telle que l'incarnent les marxistes. Relativiste, elle n'accepte pourtant pas le relativisme intégral d'un Max Weber qui postule une opposition irréductible entre les valeurs fondant les choix politiques.

Quand Aron parle du marxisme comme d'une politique de la Raison, il insiste sur sa prétention à connaître les lois du devenir et le terme prochain de l'histoire humaine. Plus que le terme prochain, c'est la fin même de l'histoire qu'annonce le marxisme, la définissant comme l'avènement de la société sans classes. De cette connaissance, le marxisme déduit une politique scientifique qui orientera l'action du parti révolutionnaire. Aron a critiqué à maintes reprises cette politique de la Raison. Pour lui, la vision marxiste

de la fin de l'histoire ne repose que sur la transfiguration d'un événement prosafque, à savoir la prise du pouvoir
par le parti communiste et la nationalisation des moyens de
production. Aron considère également l'idée d'une politique
scientifique comme relevant à la fois du prophétisme et de
l'imposture: la science ne nous permet pas de connaître
l'avenir parce que celui-ci n'est pas tout entier contenu
dans le passé et que celle-là demeure toujours partielle
et liée à des volontés qui s'affrontent.

A l'intellectuel, Aron recommande plutôt ce qu'il appelle une "politique de l'entendement". Cette politique suppose qu'il y a tension permanente et différence irréductible entre les fins poursuivies et les moyens utilisés, entre les valeurs visées et la réalité dans laquelle se déploie l'action. La fin de l'histoire n'est posée chez Aron que comme idéal formel d'universalité et d'humanité, idéal qui permet de mesurer l'imperfection des sociétés réelles. La formule suivante, extraite de l'introduction écrite par Aron pour l'édition française de l'ouvrage classique de Weber Le Savant et le politique, exprime admirablement la politique de l'entendement: "L'existence historique est faite de combats douteux où nulle cause n'est pure, nulle décision sans risque, nulle action sans conséquences imprévisibles".

⁵ Paris, Plon, 1959, pp. 53-54.

À l'opposé des marxistes, Weber prônait cette politique de l'entendement et donnait aux antinomies de l'engagement un caractère tragique. Il employait volontiers la métaphore du polythéisme et de la lutte entre les dieux pour désigner le conflit inexpiable que se livrent les points de vue ultimes. Mais si les valeurs présentent une opposition insurmontable, si chacun doit "écouter la voix de son démon", le relativisme devient absolu et nihiliste, les choix et les décisions sont en dernier ressort soumis à l'arbitraire et à l'irrationalité. Pour Aron, ce pessimisme de Weber s'inspirait du nietzschéisme et du darwinisme qui posent la lutte pour l'existence et la puissance comme fondement de la vie sociale. A la limite, il y a là une contradiction essentielle, puisqu'en posant de manière absolue le relativisme, Weber fait de la science et de l'activité rationnelle un choix arbitraire alors qu'il s'est attaché toute sa vie à en démontrer et à en justifier le sens et la valeur.

Aron était relativiste en ce sens qu'il n'était pas convaincu de l'existence d'un ordre de valeurs supra-historique qui s'imposât à toutes les civilisations. Par contre, cette pluralité n'entraînait pas nécessairement pour lui l'incohérence ou la contradiction:

Il n'est pas nécessaire que l'humanité souscrive à une idée unique d'elle-même pour qu'il y ait unité; il suffit que les diverses idées qu'elle a eues d'elle-même s'organisent d'une certaine manière, qu'elles ne paraissent pas sans lien et sans raison. 6

Les règles de la morale rationaliste d'inspiration chrétienne, telles qu'elles s'expriment chez Kant, offrent selon Aron cette image de l'universalité et de l'humanité.

La fin de l'histoire telle que posée par le marxisme exclut la discussion: celui qui connaît le destin de l'humanité usurpe à la fois le prestige du savant et l'autorité du prophète. Le pessimisme de Weber rend également impossible le dialogue, les choix respectifs des protagonistes étant indémontrables et inconciliables. Seule la reconnaissance formelle d'un horizon défini par les idées d'universalité et d'humanité permet ce qu'Aron appelle la discussion raisonnable.

¥

Rien de mieux, pour saisir l'éthique intellectuelle de Raymond Aron, que d'évoquer la polémique passionnée qui l'opposa à Sartre pendant plus de trente ans. En effet, cette éthique ne se définit pas seulement de manière positive, mais aussi et peut-être surtout de façon critique, contre une autre attitude.

^{6 &}lt;u>Ibid.</u>, p. 40.

Je ne veux pas mettre en parallèle les jugements portés par l'un et l'autre au fil de ces années: l'histoire a été cruelle pour Sartre (il en fut conscient à la fin de sa vie) et le succès des idées libérales au tournant des années 1980 ont permis à Raymond Aron de mourir dans une sorte d'apothéose intellectuelle. Si le Sartre compagnon de route n'est peut-être pas celui que retiendra la postérité, c'est celui-là qui nous intéresse ici. Par-delà les divergences philosophiques et les désaccords politiques, ce sont les critiques relatives à l'attitude intellectuelle que je veux présenter. Il m'apparaît qu'on peut les résumer en deux propositions.

La première tient à ce que j'appellerais <u>l'absolu</u>
dédain manifesté par Sartre à l'endroit des faits empiriques.

Tout au long des articles regroupés sous le titre "Les Communistes et la paix", de la <u>Critique de la Raison dialectique</u>,

Sartre disserte savamment sur la conscience du prolétariat,

la <u>praxis</u> et l'aliénation sans jamais s'interroger sur le

sort réel des prolétaires soviétiques ou occidentaux, sur

les rapports de force entre les blocs. Ce qu'Aron lui reproche,

c'est de justifier ses préférences par une dialectique com
plètement détachée de la réalité prosafque et d'ignorer

sciemment les faits qui pourraient mettre en cause cette

dialectique. Cette indifférence aux faits aboutit à une sensi
bilité étrangement faussée:

De ce qu'il tient pour une erreur philosophique, il voit sortir, inévitablement, irrésistiblement l'inhumanité. Que les erreurs d'analyse politique ou sociologique puissent, plus aisément encore, susciter l'emploi de moyens inhumains au service d'une fin grandiose, il ne semble pas s'en douter ou s'en inquiéter. 7

Le refus de l'enquête empirique rend impossible toute prise de position politique raisonnable, nous dit Aron. Déduit du raisonnement philosophique, l'engagement méconnaîtra les oppositions qui peuvent surgir entre des objectifs également souhaitables et simultanément poursuivis: la négation idéelle des contradictions n'empêchera pas leur apparition réelle.

La seconde critique a trait à <u>un moralisme intransigeant</u> <u>qui considère l'action à travers l'intention supposée</u>. Pour Aron, je l'ai déjà dit, la politique est une activité spécifique et ne peut être subordonnée aux règles de l'éthique. Cette autonomie de la politique comme sphère de l'activité humaine entraîne une distinction entre l'intention et l'action et envisage cette dernière plutôt à partir de ses conséquences. Ainsi, par exemple, l'attitude de Chamberlain devant Hitler prend-elle un tout autre visage selon qu'on la considère du point de vue de l'intention ou de celui des conséquences: en amont, elle apparaît pacifiste, en aval capitulationniste. Toute la défense sartrienne de l'Union

⁷ Raymond Aron, <u>Histoire et dialectique de la violence</u>, Paris, Gallimard, 1972, p. 57.

soviétique reposait pour sa part sur une assimilation entre l'intention et l'action: parce que l'U.R.S.S. proclamait sa volonté d'en finir avec l'exploitation, elle se trouvait "grosso modo du bon côté", en dépit des camps, en dépit de l'occupation des pays de l'Europe centrale, en dépit de tout. Position aussi peu marxiste que possible, note Aron: Marx n'appelait-il pas à juger les régimes sur ce qu'ils sont réellement et non sur l'image qu'ils offrent d'eux-mêmes? Cette assimilation de l'intention et de l'action, Sartre la transposait au niveau de l'individu: la divergence politique entraînait la condamnation morale. Si l'intention affirmée de mettre fin à l'exploitation blanchissait Staline, la défense de l'économie de marché, des institutions libérales ou de l'alliance atlantique témoignait en revanche des intentions criminelles de celui qui la prononçait. Pour Sartre, l'exploitation et le capitalisme ne peuvent se développer "s'ils ne sont soutenus par <u>le projet d'exploiter</u>"8. Ce manichéisme poussé à l'extrême, certes indissociable de la philosophie sartrienne de la liberté, interdit tout dialogue ou toute discussion raisonnable. À la limite, il interdit même la polémique dont "la vraie fonction (...) n'est pas de convertir mais d'aider chacun à comprendre <u>l'autre</u>"9.

9 Raymond Aron, <u>Polémiques</u>, Paris, Gallimard, 1955, p. 9. C'est Aron qui souligne.

⁸ Jean-Paul Sartre, <u>Critique de la Raison dialectique.</u>
<u>Tome I: Théorie des ensembles pratiques</u>, Paris, Gallimard,
1960, p. 687. C'est Sartre qui souligne.

L'intérêt de telles critiques réside dans le fait qu'elles dépassent le cas Sartre. Le Merleau-Ponty d'Humanisme et terreur et des Aventures de la dialectique fut lui aussi durement sermonné par Aron pour son désintérêt à l'égard des faits. Du premier au deuxième ouvrage, aucun fait qui vienne justifier le passage du pro-communisme à "l'acommunisme". Mais au-delà des controverses françaises du temps de la guerre froide, c'est une attitude courante chez les intellectuels qui est visée. Devant tel ou tel problème, nous dit Aron, il ne s'agit pas de porter un jugement pour libérer sa conscience, mais d'évaluer quelles solutions sont réalisables et à quelles conditions elles peuvent être effectivement réalisées.

¥

La discussion raisonnable est possible dans une société stable, en des périodes calmes, lorsqu'existe un relatif consensus autour d'un certain nombre d'objectifs nationaux. La Grande-Bretagne et les États-Unis de l'après-guerre, fréquemment cités en exemple par Aron, présentaient un tel visage. La fin des idéologies y était consommée, en ce sens qu'aucune force d'envergure ne remettait en cause les fondements de l'ordre social ou du moins ne pratiquait une politique révolutionnaire. Les débats, si vifs fussent-ils par moments, portaient à la rigueur sur la hiérarchie des fins,

la plupart du temps sur les moyens susceptibles d'atteindre ces fins. Peut-être la France des années 1980, la conversion du Parti socialiste à la social-démocratie et le déclin apparemment irréversible du communisme aidant, connaît-elle aussi la fin des idéologies. L'éventuelle alternance se fera, semble-t-il, sans que personne n'agite le spectre de la guerre civile. L'affrontement des deux camps perd son allure de croisade et ressemble de plus en plus à une rivalité portant sur des équipes et des programmes.

Dans une telle situation, le spectateur engagé se retrouve plus spectateur qu'engagé. Certes, il peut prendre parti, préférer tels hommes à tels autres, juger certaines mesures plus souhaitables que d'autres. Mais la paix qui règne lui laisse tout loisir d'écouter et de considérer les arguments des uns et des autres, de mesurer les limites des siens. Comme le sort de la société pour laquelle il a opté n'est pas en jeu, ses décisions ne l'engagent pas sans retour.

La crise ou la guerre viennent tout à coup bouleverser cette quiétude. En 1940, l'avance allemande est foudroyante, la débâcle française irrésistible. Le pays sera-t-il partagé, entièrement occupé, saigné à blanc? Le gouvernement qui dépend du bon vouloir de Hitler instaurera-t-il un régime calqué sur celui du vainqueur? En 1957, l'opposition que

suscite la répression de la révolte algérienne par des gouvernements vacillants entraînera-t-elle une guerre civile? Les ultras et les parachutistes insatisfaits de la volonté politique de Paris tenteront-ils un putsch? Lorsque la société ayant fait l'objet de son choix est menacée, impossible de rester neutre ou même tiède. Le spectateur se retrouve cette fois engagé. Dans de telles situations, les règles que fixait Aron pour le maintien de la discussion raisonnable risquent fort d'être emportées dans la tourmente.

En temps de crise ou de guerre, la politique ne peut plus être considérée comme une activité spécifique suivant ses lois particulières. Comme un fleuve qui sort de son lit, elle se répand sur l'ensemble du corps social, s'impose aux autres sphères de l'existence et subit en retour les effets de son enchevêtrement avec celles-ci. Ainsi, la vie d'un intellectuel parisien pendant l'occupation était-elle en permanence soumise à l'alternative de la collaboration et de la résistance. S'agissait-il de publier un article, un livre, de monter une pièce: témoignait-on alors de la persistance de la pensée française ou légitimait-on la présence de l'ennemi en contribuant à offrir une image normale de la vie culturelle dans la capitale? Les conditions mêmes dans lesquelles elle était produite retirait alors à la littérature

la plus pure son innocence¹⁰. Dans les aspects les plus quotidiens de la vie, le dilemme se posait, la politique s'immisçait là où d'ordinaire d'autres normes étaient régentes.

Bien sûr, il s'agit d'un cas limite, la guerre étant un phénomène total, particulièrement pour les pays occupés. Mais on peut tracer le même tableau, toutes proportions gardées, pour la guerre d'Algérie et les événements de mai 1968. La première, bien que ne se déroulant pas sur le territoire de la métropole, y rencontre un écho vif et immédiat, à la différence de la guerre d'Indochine, il faut le dire. Manifestations des appelés du contingent, témoignages de ceux qui reviennent (par exemple Servan-Schreiber), horreur ressentie devant la torture d'abord soupçonnée, puis indéniable bien qu'inavouée, pétitions circulant dans les milieux intellectuels, mais surtout menace d'un débordement du conflit dans la métropole sous la forme de guerre civile ou de coup d'État: tout concourt à ce qu'on ne puisse échapper à cette guerre, même si on n'y participe pas physiquement et si on n'en ressent pas de privations. De même, en 1968, la répercussion de la commune étudiante par les médias puis le déclenchement de la grève générale obligeaient chacun à se situer devant l'apparente décomposition du pouvoir.

¹⁰ Ainsi Herbert Lottman intitule-t-il "Tout le monde collaborait" un des chapitres de <u>La Rive gauche</u>, Paris, Seuil, 1981.

Et comment, en temps de crise, échapper au manichéisme? Face à l'armistice, on ne pouvait se dérober. L'alternative était simple: acceptation ou refus, tous deux chargés de lourdes conséquences. La première risquait de mener tôt ou tard à la collaboration avec l'ennemi, le second à la guerre aux côtés des Britanniques ou à la résistance intérieure. Situation fondamentalement manichéenne, puisque ceux qui faisaient des choix opposés étaient amenés à l'affrontement mortel. De la même façon, le nombre des solutions au problème algérien se ramenait à deux: maintien de la souveraineté française ou reconnaissance de l'indépendance algérienne. Comme il était impérieux de trancher et qu'il fallait combattre (au moins par les mots) en faveur de la solution qu'on jugeait préférable, chacun minimisait les conséquences tragiques de sa décision et insistait sur celles qu'entraînait l'option de l'adversaire: torture et répression nécessaires si l'on voulait conserver l'Algérie française, départ des colons et massacre des Algériens compromis si l'on accordait l'indépendance. Bref, on pourrait dire que les situations de crise sont par essence manichéennes.

La perception des faits est elle aussi mise en question au moment de la crise. J'ai indiqué plus haut qu'en tout temps l'analyste se livre à un découpage du réel et à une construction des faits. En temps de crise, il ne bénéficie cependant plus du recul de l'historien ni des possibilités de réflexion

sereine qu'autorisent les périodes paisibles. Ce qui, en une époque tranquille, susciterait débats et controverses, devient l'enjeu d'une lutte qui souvent dépasse le stade verbal. Même les mots, par lesquels chacun des camps appréhende la réalité, ne font plus l'objet d'un consensus. Au cours du conflit algérien, le discours officiel n'employait jamais le mot "guerre", mais lui préférait le terme "événements", d'apparence neutre. Le pudique vocable "pacification" servait à voiler le supplice de la baignoire et l'incendie des villages suspects de sympathies à l'endroit du F.L.N.

La question mérite d'être posée directement: est-il possible, en temps de crise, d'adopter une conduite raisonnable, c'est-à-dire d'abord de prendre une décision conforme à la raison et ensuite de la mettre en oeuvre dans des conditions aussi peu favorables? N'est-on pas condamné au contraire à la passion et à l'arbitraire? Le jeune Aron de l'Introduction à la philosophie de l'histoire écrit à ce sujet la phrase suivante qui rend un son très weberien: "L'illusion du rationaliste n'est pas tant de méconnaître la réalité que de se raccrocher à l'espoir que, malgré tout, il choisit selon la raison" 11. C'est qu'entre la réalité et la décision subsiste un écart. Le partisan de l'armistice mesure l'ampleur de la débâcle et juge qu'une entente avec

^{11 &}lt;u>Op. cit.</u>, p. 408. La raison n'est pas ici la Raison historique, mais bien la faculté de connaître, de juger et d'agir, comme l'atteste l'emploi de la minuscule.

l'ennemi peut seule permettre de sauver la patrie. Le résistant n'est pas moins conscient du désastre, mais en tire une conclusion contraire et estime son choix le seul conforme aux véritables intérêts de la nation. Ni l'un ni l'autre ne méconnaissent la réalité. Ils ne choisissent pourtant pas selon la raison, mais selon l'image qu'ils se font d'eux-mêmes et de la France.

¥

Opposant un double refus au rationalisme de type marxiste et au relativisme extrême d'un Weber, Aron s'attache donc à dégager les normes d'une attitude raisonnable. Respect de l'autonomie de la politique, respect de la position adverse et respect des faits: telles sont les trois conditions indispensables à une telle attitude. Dès lors, l'analyse de chacune des quatre crises faisant l'objet de cet essai ne pourra éviter les questions suivantes: 1) Dans quelle mesure l'auteur est-il resté fidèle à cette éthique préalablement définie?

2) En quoi consiste et comment expliquer la part de son attitude échappant aux règles qu'il s'était fixées? 3) Quelle interprétation, quelle évaluation offre-t-il après coup de sa conduite?

Limitée aux écrits du seul Aron, cette interrogation n'échappe pas au risque de prendre pour argent comptant le discours de l'auteur. Mais il me semble que la mise en perspective de ces textes et leur comparaison permet une lecture à la fois critique et éclairante. Dans les chapitres II et III, je situerai les positions d'Aron par rapport à celles d'autres acteurs ou observateurs des mêmes crises, de façon à mettre en relief l'originalité, le caractère presque insolite de son attitude. Dans les chapitres IV et V, je considérerai plutôt en elles-mêmes les réactions d'Aron à la conférence de presse de 1967 et aux événements de mai 1968: ces réactions prennent en effet leur caractère singulier lorsqu'on leur oppose non pas tant celles des contradicteurs d'Aron, mais bien la conduite que lui-même a maintenue au cours de la Seconde Guerre mondiale et de la guerre d'Algérie. Il sera alors possible d'élaborer non pas une typologie mais du moins une configuration des attitudes adoptées par Raymond Aron devant les crises.

* * *

CHAPITRE II

UN INTELLECTUEL À LONDRES

Il y a dans l'attitude adoptée par Raymond Aron au cours de la Seconde Guerre mondiale deux paradoxes à considérer. Le premier tient à l'apparente contradiction entre une décision nettement tranchée et une analyse politique fort nuancée. D'un homme qui dès juin 1940 part à Londres rejoindre de Gaulle, on attendrait une condamnation virulente des partisans de l'armistice, une mise en cause sans concession de la légitimité du gouvernement de Vichy.

C'était après tout la position dominante au sein du mouvement de la France libre dans lequel il s'enrôlait, position défendue au premier chef par de Gaulle lui-même. Comment Aron résista-t-il au manichéisme que les réciproques condamnations ne manquaient pas d'entretenir? Sur quel objectif politique se fondait son refus de considérer les vichystes comme des traîtres?

Le second paradoxe touche à la discrétion de l'auteur quant au sort des Juifs au cours de cette guerre, discrétion étonnante vu sa propre origine juive. Que signifie cette réserve? Témoigne-t-elle de l'ascèse volontaire par laquelle Aron cherchait à dompter ses passions? Laisse-t-elle apparaître au contraire un attachement patriotique profond au point d'oblitérer chez lui la conscience de son identité juive?

Sur ces deux points, Aron fut fréquemment interrogé et il a longuement répondu. Il m'importe toutefois d'y revenir pour montrer comment, à l'occasion d'une crise politique grave, les règles qu'il s'est fixées paraissent insuffisantes et difficiles à respecter. En effet, les valeurs qu'invoque Aron pour justifier sa conduite échappent en dernier ressort à la démonstration rigoureuse.

¥

Raymond Aron arriva à Londres le 26 juin 1940, soit huit jours après le célèbre appel du général de Gaulle. Cet appel, il ne l'entendit pas personnellement, mais il en apprit la teneur à Toulouse ou sur le bateau qui le mena en Angleterre. Lorsqu'il se rapporta au chef de la France libre, Aron fut affecté d'abord à un travail de comptabilité, puis, malgré son désir de combattre au front, on lui demanda de devenir secrétaire de rédaction de La France libre, revue

officielle du mouvement gaulliste, fort peu orthodoxe au demeurant. De décembre 1940 à juin 1945, Aron occupa cette fonction d'abord sous le pseudonyme de René Avord, puis, à partir de juillet 1943, sous son nom véritable. Il y publia presque à chaque mois des articles traitant tantôt de stratégie militaire, tantôt de philosophie, tantôt de la situation en France occupée. La guerre de Raymond Aron, ce fut essentiellement celle d'un intellectuel français à Londres.

Mais comment Aron en est-il arrivé si rapidement à cette décision qu'il était préférable de poursuivre la guerre aux côtés des Anglais plutôt que de s'abandonner au "lâche soulagement" que procurait l'armistice? Dans Le Spectateur engagé, Aron parle explicitement d'une impression de "décadence" devant la situation de la France à la veille de la guerre. Au cours de la débâcle, il éprouva "un sentiment de honte, d'indignité". En même temps, il dit comprendre le soulagement des soldats français au moment de l'armistice et affirme: "Pétain me semblait être l'expression des sentiments dominants de la majorité des Français".

Pour Aron, dit-il en 1981, la question se posait ainsi: "Ou bien on voulait être du côté de ceux qui continuaient

¹ Raymond Aron, <u>Le Spectateur engagé</u>, Paris, Presses de la Cité, 1981, p. 80. 2 <u>Ibid.</u>, p. 81.

la guerre, ou bien on se résignait en France"3. Les Mémoires publiés deux ans plus tard reprennent l'essentiel de ce récit et le développent sans rien infirmer des motivations déjà invoquées par Aron. Celui-ci y ajoute cependant un motif plus personnel. Il estimait en effet que:

le maréchal Pétain (et) Pierre Laval ne se convertiraient (pas) au national-socialisme, mais la France vaincue, réconciliée avec le IIIe Reich ou soumise à lui, ne laisserait plus de place aux Juifs. 4

En quoi ces explications sont-elles conformes à ce qui se dégage de la conduite effectivement adoptée par Aron? il est clair qu'à l'égard du national-socialisme, Aron a toujours adopté la même attitude: de l'effroi ressenti devant l'autodafé du 10 mai 1933 au départ pour Londres en passant par le refus de Munich en 1938, il y a une continuité sans défaillance. En outre, le parti pris "conservateur" d'Aron en faveur de la société existante, capitaliste, démocratique et libérale. la démarcation essentielle qu'il traçait dès 1939 entre totalitarisme et démocratie⁵ ne le portaient pas à pactiser avec l'hitlérisme ou à succomber aux charmes de la "révolution nationale" du Maréchal.

<u>Ibid.</u>, p. 83.

^{4 &}lt;u>Op. cit.</u>, pp. 164-165. 5 "Le socialisme et la guerre" paru en 1939 dans la Revue de métaphysique et de morale énonce cette démarcation en rapprochant fascisme et communisme tout en les opposant à la démocratie.

Certes, partir pour Londrés n'était pas la seule décision possible et ils ne furent pas légion ceux qui allèrent rejoindre l'obscur sous-secrétaire d'État entendu à la B.B.C. Certains devinrent résistants sur-le-champ (Cavaillès devait y laisser sa vie); d'autres adoptèrent une attitude attentiste (Malraux par exemple), guettant le moment propice pour reprendre les armes. Mais la position d'Aron et des gaullistes était de toute évidence la plus tranchée, puisqu'elle affirmait ouvertement une volonté de poursuivre la guerre. Elle s'opposait donc de front à la résignation prêchée par d'autres et pouvait aisément donner lieu à une interprétation manichéenne des choix en présence.

¥

Les analyses que livra Raymond Aron tout au long du conflit, et plus particulièrement ses "Chroniques de France", échappent pourtant à ce manichéisme. Je voudrais rappeler brièvement cette analyse, en rapportant les divers jugements portés par Aron sur les hommes de Vichy au cours des années de guerre.

⁶ Jean Cavaillès (1903-1944), philosophe et mathématicien, professeur à la Sorbonne, dirigeait un réseau de résistance depuis 1940 lorsqu'il fut arrêté. Les forces d'occupation allemande le fusillèrent en 1944.

Dès novembre 1940, Aron publie un article dans lequel il explique l'armistice par une préférence des chefs militaires pour une capitulation politique plutôt que pour une déroute complète de l'armée7. Après tout, telle avait été l'attitude du grand état-major allemand en 1918. Ne venaitil pas de prouver par sa victoire-éclair la sagesse de cette décision? L'armistice peut donc être l'expression d'un attentisme, la recherche d'une pause avant la reprise du combat dans une conjoncture plus favorable. Aron n'insiste toutefois que peu sur cet aspect et juge sévèrement le jeu de Vichy: s'incliner devant l'ennemi ne peut attirer que mépris de sa part; en outre, cela révèle une méconnaissance des intentions réelles des maîtres du Reich, nullement disposés à une quelconque alliance avec la France, mais au contraire déterminés à l'affaiblir le plus possible. En 1940, Aron explique l'effondrement français d'abord par les conditions de la France des années 1930, rongée par le défaitisme, mal préparée à tous points de vue pour une épreuve de force de cette envergure. Mais la défaite résulte aussi de responsabilités, celles des chefs politiques et militaires qui ont refusé d'envisager toutes les avenues possibles pour une résistance prolongée.

^{7 &}quot;La capitulation", <u>La France libre</u>, 15 novembre 1940, repris dans Raymond Aron, <u>De l'Armistice à l'insurrection</u> nationale, Paris, Gallimard, 1945, pp. 11-21. Toutes les "Chroniques de France" ont été recueillies dans ce volume.

Dès janvier 1941, l'analyse se raffine et se nuance.

Aron distingue nettement les collaborateurs parisiens des responsables vichystes: si les premiers ont donné leur âme au national-socialisme et à l'Allemagne, les seconds ne sont pas des fascistes, mais plutôt des réactionnaires et des traditionalistes. Les attaques des journaux parisiens contre Vichy témoignent d'ailleurs des contradictions entre collaborateurs de la zone occupée et gouvernants de la zone libre.

Dans cet article, Aron précise ce qu'il entend par attentisme:

Les hommes de Vichy comptent sur les instruments de puissance qu'ils détiennent encore (flotte et Afrique du nord), sur la collaboration limitée qu'ils acceptent, sur l'accroissement de la force anglaise. 8

Un peu plus loin, on retrouve ce jugement fort indulgent:

Que signifie donc, dans l'immédiat, pour le gouvernement Pétain, <u>la collaboration</u>? Essentiellement deux choses: l'amélioration du sort des prisonniers, l'assouplissement du régime de la ligne de séparation et, en contrepartie, un travail économique en commun. 9

Certes, dans un article subséquent, Laval sera stigmatisé comme "agent de l'étranger" nais c'est la thèse de l'attentisme qui dominera l'analyse tout au long de l'année 1941 et pour le plus clair de l'année suivante.

^{8 &}quot;Le nouveau régime, les hommes et les idées", 15 janvier 1941, <u>ibid.</u>, p. 44.

^{9 &}lt;u>Ibid.</u>, souligné par Aron. 10 "Le problème du ravitaillement", 15 avril 1941, ibid., p. 80.

Novembre 1942 marque cependant un point tournant: avec l'entrée de l'empire dans la guerre, le sabordage de la flotte à Toulon et l'occupation de tout le territoire métropolitain, au temps de l'attentisme succède l'ère de la capitulation et de la collaboration. Pour Aron, le choix fait par Pétain en 1942 (il refuse de partir pour Alger) n'infirme pas l'analyse de son comportement antérieur: si Pétain ne reprend pas les armes, cela ne prouve pas qu'il était animé d'une volonté de collaboration depuis le début, mais seulement qu'il n'a pas su faire le choix qui s'imposait au moment crucial.

Plus le temps passe, plus la situation de l'Allemagne devient précaire, plus le pouvoir vichyste s'enfonce dans la collaboration et devient une autorité fantoche peuplée d'aventuriers et d'éléments déclassés. Ainsi, un article du 15 mars 1944, dans une claire allusion à l'ancien truand devenu chef de la Milice Joseph Darnand, porte-t-il comme titre: "Les gangsters au pouvoir" 11.

Que retenir de cette analyse faite "à chaud", par un intellectuel engagé dans un des camps qui s'affrontaient? D'abord, il m'apparaît intéressant de la périodiser. Le

^{11 &}lt;u>Ibid.</u>, pp. 336-344.

premier moment est celui de la réaction immédiate, au cours de l'année 1940: l'analyse n'y est sans doute pas dominée par la passion, mais sûrement marquée par une volonté de justifier la décision prise par l'auteur ainsi que par une condamnation, indignée sans être excessive, de l'option adverse. Au cours des années 1941 et 1942, l'analyse se fait beaucoup moins sévère, définit par l'attentisme l'attitude de Vichy et cherche à en débusquer les moindres signes. La ligne de partage ne passe plus cette fois entre deux camps nettement circonscrits, celui de l'auteur et celui des défaitistes partisans de l'armistice, mais un jeu beaucoup plus subtil distingue collaborateurs et vichystes, agents de l'étranger et attentistes au sein du gouvernement de Vichy. À partir de 1943, on revient à la dichotomie initiale, Vichy ayant pour l'essentiel basculé dans le camp de la collaboration. Il faut également retenir de cette analyse que le choix décisif séparant les collaborateurs des résistants ne s'est pas fait en juin 1940, au moment où l'auteur et les gaullistes historiques s'opposèrent à l'armistice, mais plutôt en novembre 1942. Le passage à la résistance de plusieurs Français jusqu'alors acquis à Pétain suggère qu'il s'est agi là d'une date cruciale. Enfin se dégage des écrits de guerre d'Aron une volonté de restreindre le plus possible le nombre des collaborateurs et la notion même de collaboration: sont visés avant tout et presque exclusivement les principaux responsables politiques et quelques écrivains particulièrement compromis; fonctionnaires soumis à l'autorité étatique et soldats ayant cessé le combat conformément aux ordres de leurs supérieurs sont absous. Cette définition étroite de la collaboration sera invoquée dans les derniers articles d'Aron pour conjurer le spectre de la guerre civile. Si celle-ci "fait peser sur la France une terrible menace" 12, il ne faut pas perdre de vue que, "sans la protection des baïonnettes allemandes, le règne de Darnand et de ses miliciens ne durerait pas vingt-quatre heures" 13.

Notons que rentré à Paris en 1945, au moment de réunir en volume ses articles de <u>La France libre</u>, Aron reconsidéra en partie son analyse. Il vaut la peine de citer le paragraphe dans lequel s'énonce cette autocritique:

En juin 1940, révoltés par ce qui nous paraissait un manquement à l'honneur, un abandon de la lutte et de l'Allié avant épuisement des ressources, nous n'étions soucieux que de porter condamnation en accumulant les raisons, en dessinant à grands traits ce qui aurait pu être. En novembre 1942, au contraire, soulagés par la fin rapide de la bataille fratricide en Afrique du nord, (...) nous ne marquions pas assez fortement que les hommes de Vichy, même repentis, avaient achevé de se disqualifier en sacrifiant au mythe de la défense de l'empire des milliers de vies françaises et amériricaines. En bref, nous serions aujourd'hui moins sévères pour les décisions de juin 1940, condidérées dans leurs effets, plus sévères pour celles de

^{12 &}quot;Les gangsters au pouvoir", <u>ibid.</u>, p. 341. 13 Ibid., p. 344.

novembre 1942, <u>en ce qui concerne la responsabilité</u> des acteurs. 14

Voilà donc un aveu par l'auteur de la part qu'ont joué les sentiments dans ses analyses: celles-ci n'étaient pas seulement constats de la situation ou tentatives d'explication; elles visaient aussi à justifier son choix initial contre l'armistice. Mais ce qu'Aron nous dit également (c'est la seconde partie de l'aveu), c'est qu'à partir d'un certain moment, l'analyse a pris une tournure exagérément antimanichéenne qui s'alimentait d'elle-même et empêchait une saisie complète du tournant de novembre 1942. Cette rectification, si elle explique la sévérité du jugement porté au moment de la capitulation, maintient une zone d'obscurité: elle n'éclaire guère les motifs de l'antimanichéisme global de l'analyse. La sévérité accrue à l'égard du comportement des vichystes après novembre 1942 ne pose pas problème: à peu près tout le monde s'accorde pour reconnaître, après cette date, une responsabilité écrasante aux Pétain, Weygand et Laval. C'est le diagnostic d'attentisme, confirmé par l'autocritique de 1945, qui demeure obscur. Pourquoi Raymond Aron se refusa-t-il à tenir pour traître le gouvernement vichyste de 1940-1942?

Avant de répondre à cette question, je voudrais très rapidement opposer l'analyse d'Aron à deux autres: l'une,

^{14 &}quot;Note finale", <u>ibid.</u>, p. 356. C'est Aron qui souligne.

faite également "à chaud", celle du général de Gaulle, telle que véhiculée par la propagande de la France libre; l'autre, bénéficiant du recul et des ressources de l'historien, celle de Robert O. Paxton, présentée dans son ouvrage La France de Vichy¹⁵.

Contrairement à Aron qui ne discute pas la légitimité du gouvernement de Vichy (la remise des pouvoirs à Pétain lui semble légale, la reconnaissance de son gouvernement par Moscou et Washington décisive), de Gaulle la conteste au départ. La création d'un gouvernement provisoire est l'étape ultime de cette querelle: aux "usurpateurs", de Gaulle s'oppose comme seul détenteur de la légitimité. La décision de considérer les fonctionnaires obéissant aux ordres de Vichy comme traîtres antagonisait les positions et rendait difficile à ceux-ci l'adoption d'une attitude non hostile au mouvement gaulliste. Chacun mettant la tête de l'autre à prix, on tombait dans ce manichéisme détestable dont cherchait à se prémunir l'analyse d'Aron.

Selon l'hypothèse sur laquelle est construit l'ouvrage de Paxton, l'absence d'une collaboration plus poussée entre Vichy et Berlin ne résidait pas dans un quelconque attentisme de la part du premier, mais dans le refus du second de s'adjoindre un allié encombrant. S'appuyant sur des

¹⁵ Robert O. Paxton, <u>La France de Vichy</u>, Paris, Seuil, 1973.

sources allemandes à ma connaissance peu contestées 16, Paxton découvre une constante volonté de collaboration intense de la part des gouvernements successifs placés sous l'autorité de Pétain. Cette thèse heurte évidemment de front celle d'Aron, puisqu'à la périodisation attentisme (1940-1942)/ collaboration (1943-1944), elle substitue un bloc de cinq années de collaboration dont les péripéties ne sont pas dues à des retournements de Vichy, mais aux fluctuations de la politique du Reich.

À la lumière de ces analyses concurrentes¹⁷, je peux reformuler ma question en la divisant: 1) Pourquoi Aron a-t-il résisté au manichéisme de la propagande gaulliste et développé une analyse nuancée au point de contredire le

¹⁶ Alfred Fabre-Luce s'est livré à une critique en règle du travail de Paxton dans <u>Pour en finir avec l'antisémitisme</u> (Paris, Julliard, 1979), un ouvrage consacré pour une bonne part à la réhabilitation de Vichy. Selon Fabre-Luce, Paxton aurait systématiquement sous-utilisé les sources qui contredisaient sa thèse.

¹⁷ Bien sûr, il existe d'autres analyses de la période vichyste. Dans son <u>Histoire de Vichy</u> (Paris, Fayard, 1954), Robert Aron présente Pétain comme le bouclier de la France et de Gaulle comme son épée. Cette métaphore du bouclier et de l'épée rejoint celle des deux cordes, rapportée en 1950 par Gilbert Renaud, colonel Rémy dans la Résistance, proche compagnon d'armes du chef de la France libre. Selon Renaud, de Gaulle lui aurait personnellement confié après la guerre: "Il faut que la France ait toujours deux cordes à son arc. En 1940, il lui fallait la "corde" Pétain aussi bien que la "corde" de Gaulle." Le Général apporta un démenti embarrassé aux paroles de Renaud. Cet épisode est raconté par Jean Lacouture dans <u>De Gaulle, Tome II: Le Politique</u>, Paris, Seuil, 1985, pp. 357-358.

dogme du mouvement auquel il appartenait? 2) Pourquoi a-t-il soutenu toute sa vie durant la pertinence d'une analyse que l'investigation historique, sans trancher la question une fois pour toutes, avait sérieusement ébranlée?

Le premier paradoxe dont je parlais au début de ce chapitre (décision tranchée face à l'armistice/ analyse nuancée des motivations vichystes) tient à la poursuite de deux objectifs difficilement conciliables: continuer la guerre aux côtés des Alliés, éviter une guerre civile entre Français. Pour Aron, le fait même de l'armistice crée les conditions d'une éventuelle guerre civile: en rompant l'alliance avec l'Angleterre et en retirant la France d'une guerre qui se poursuit, le gouvernement Pétain divise les Français. Devant cette situation, celui qui refuse la cessation des hostilités peut adopter deux attitudes: ou bien, comme de Gaulle, il dénie toute légitimité au gouvernement né de la résignation à la défaite et il s'enferme alors, qu'il le veuille ou non, dans une logique de guerre civile; ou bien, comme Aron, il élabore une interprétation attentiste, laissant ouverte la possibilité d'une réconciliation le jour où les partisans de l'armistice voudront rentrer dans la guerre. Si l'on adopte l'interprétation aronienne, l'heure du choix, ou du moins celle du choix ultime, n'est pas juin 1940, mais bien novembre 1942. C'est à cette date que s'opère un tournant dans les articles écrits par Aron

(tournant sensible dans "La désagrégation du régime de Vichy", paru en janvier 1943). C'est cette date qu'il maintiendra comme celle de la "rupture essentielle, radicale, finale" quelque quarante ans plus tard:

(...) l'accusation la plus grave contre le gouvernement de Vichy et contre Pétain, c'est de n'avoir pas compris, en novembre 42, qu'ils pouvaient tout sauver, c'est-à-dire sauver les ressources de la France dans la guerre et sauver l'unité de la France. 18

La question qui se pose à ce stade est la suivante: la suite des événements d'une part, la recherche historique d'autre part, ont-elles donné à l'hypothèse attentiste une confirmation? L'analyse aronienne rendait-elle compte d'une hésitation réelle de la part des dirigeants de Vichy ou se bornait-elle à exprimer un espoir démenti par l'avenir? Bien sûr, la position d'Aron pendant la guerre n'est pas celle de l'historien s'attachant à reconstituer et à comprendre des décisions déjà prises, sur lesquelles il ne peut exercer d'influence. Aron est engagé dans la guerre qui se déroule, sa réflexion ne peut être détachée de son action et des objectifs qu'il lui fixe.

Dans <u>Le Spectateur engagé</u>, Aron admettra s'être trompé et invoquera deux explications différentes. D'abord, il dira:

Mais soit, j'avais tort. Les Français, certains d'entre eux, étant ce qu'ils sont, la guerre

^{18 &}lt;u>Op. cit.</u>, p. 92.

étant ce qu'elle est, on ne pouvait être que dans l'extrême. Quand on s'y refuse, comme moi-même, on ne peut plus qu'écrire des livres et on est plus ou moins isolé. 19

Et un peu plus loin: "Mais, si l'on veut, l'histoire m'a donné tort puisque les partisans d'un attentisme qui aurait pu être utile à la France ont mal tourné"²⁰. À première vue, Aron cède ici à la fois à l'interprétation des historiens ("l'histoire m'a donné tort") et à celle des gaullistes qui auraient mieux compris que lui le manichéisme inhérent à la situation. En outre se dégagent des paroles d'Aron un sentiment de désabusement et un aveu d'impuissance: l'intellectuel est "plus ou moins isolé", il ne peut "qu'écrire des livres" dont tout suggère ici qu'ils n'ont guère d'influence sur l'issue finale des événements. Cette modestie dans l'appréciation du rôle ou du poids de l'intellectuel laisse voir une dialectique où s'affrontent d'une part raison et réflexion, d'autre part passion et action.

Mais si Aron convient de s'être trompé, c'est en quelque sorte du bout des lèvres, en opposant à son aveu une dénégation immédiate. Les deux phrases que je viens de citer équilibrent difficilement les nombreuses pages consacrées à une nouvelle exposition de la thèse de l'attentisme. Tout au long de ces pages, Aron ne se contente pas de raffiner son analyse du temps de guerre et de chercher à convaincre ses

^{19 &}lt;u>Ibid.</u>, p. 91.

^{20 &}lt;u>Ibid.</u>, p. 93.

interlocuteurs de la justesse de ses arguments d'alors. Comme pour faire pièce à la condamnation portée sur le régime vichyste par de nombreux historiens (Aron reconnaît cette condamnation sans y souscrire formellement), il élabore à son tour une appréciation historique globale de cette période: selon lui (en 1981), l'armistice fut, dans ses conséquences non voulues ("rejeter les Allemands vers leurs ambitions orientales"21), bénéfique à la fois aux Alliés et à la France. Sur le fond de l'analyse, malgré quelques concessions formelles, Aron maintient donc son point de vue en dépit de la suite des événements qui a réduit l'attentisme tout au plus à une virtualité jamais accomplie et en dépit de la recherche historique qui a trouvé jusqu'ici peu de preuves d'une telle disposition d'esprit chez les dirigeants vichystes. Sur l'objectif qu'il dit avoir été le sien (éviter la guerre civile), il ne démord pas non plus: "Mais, comme toujours dans les situations extrêmes, j'essaie de trouver les moyens d'éviter le pire et le pire, pour moi, c'est la guerre civile"²². Cette hantise, cette "obsession de la guerre civile" est donc bien au centre du paradoxe qu'offre la position aronienne.

Mais il convient ici de pousser plus loin l'analyse.

Pourquoi Aron refuse-t-il la guerre civile alors que d'autres

^{21 &}lt;u>Ibid.</u>, p. 95

²² Ibid. p. 93.

estiment à ce prix le triomphe des valeurs pour lesquelles ils combattent? Il me semble qu'on peut expliquer ce refus par deux raisons d'ordre différent.

La première raison tient à la situation d'Aron pendant la guerre. Après avoir rappelé qu'étant venu pour se battre, il lui fut difficile d'accepter de diriger une revue, Aron dit avoir éprouvé "un sentiment d'humiliation" devant ses amis Jules Roy et Romain Gary, pilotes effectuant des missions au-dessus du sol français: "(...) ils risquaient leur vie, et moi je ne risquais rien du tout"²³. Je crois qu'Aron mesurait la distance qu'il y a entre l'intellectuel occupé à "penser la guerre" et le soldat confronté directement à l'ennemi. Le combattant qui met sa vie en jeu est autorisé, de par le risque de son sacrifice, à ne voir qu'un ennemi dans celui qu'il affronte. L'intellectuel que sa fonction met en retrait est tenu à une certaine réserve: s'il se laissait aller à la passion qui doit animer le soldat, son attitude aurait quelque chose de choquant. Dans la préface à ses "Chroniques de France" (écrite en 1945), Aron dira:

(...) j'essayais de rester en deçà plutôt que d'aller au-delà des jugements que portaient les résistants de l'intérieur. Les risques de la lutte justifiaient leur violence. À partir du printemps de 1941, nous n'avions plus cette justification. 24

^{23 &}lt;u>Ibid.</u>, p. 87. 24 <u>Op. cit.</u>, p. 7. Au printemps de 1941 ont cessé les bombardements sur Londres, donc les risques physiques pour Aron.

La seconde raison tient à l'attachement patriotique d'Aron à la France, plus précisément à sa conception du lien entre l'individu et la patrie. Cette conception est manifeste dans le jugement qu'il porte en février 1945 sur les résistants et les vichystes:

Les résistants de la première heure constituent plus un type de caractères qu'une famille d'esprit. Officiers qui ne transigeaient pas avec le sens du combat et de l'honneur, hommes de gauche ou candidats aux persécutions raciales qui ne concevaient pas d'armistice avec le mal hitlérien, les uns et les autres, obéissant au patriotisme et à leur conscience, appartenaient à la troupe des non-conformistes. Ils avaient, en cette heure décisive, la même réaction, non la même doctrine. Et l'unité n'était guère plus grande chez les pétainistes de la première heure. 25

En bref, la division entre gaullistes et pétainistes (au moins jusqu'à novembre 1942) ne marquait pas la cristallisation de deux idéologies susceptibles de se substituer à la patrie comme lieu d'allégeance. Contrairement au communiste et au national-socialiste qui placent la fidélité idéologique au-dessus de l'appartenance nationale, partisan et adversaire de l'armistice demeurent à l'intérieur d'une même communauté nationale. Ce qui permet à Aron d'écrire en 1951 que "en dehors de toute idéologie, des Français, également convaincus de servir leur pays, pouvaient conclure les uns en faveur de, les autres contre l'armistice" ²⁶. Le patriotisme aronien se

^{25 &}lt;u>Ibid.</u>, p. 367. 26 Raymond Aron, "De la trahison", in <u>Polémiques</u>, p. 110.

définit donc par une vision à la fois pluraliste et a-idéologique (au sens restreint que donne Aron à ce mot).

La patrie n'est pas une communauté organique homogène, elle connaît en son sein des divergences aussi vives que celles qui séparent partisans et adversaires de l'armistice.

Mais à partir du moment où les divergences politiques se cristallisent en idéologies qui commandent l'allégeance première des individus et des groupes, la guerre civile pointe et la nation cesse d'exister.

Si, à la guerre civile, Aron préfère l'intégrité de la patrie, c'est que de la première risque de ne surgir qu'un régime fanatique et triomphant: de la guerre civile espagnole est né le franquisme, de la guerre civile russe le stalinisme. Pour Aron, la chute d'un État démocratique comme la France dans la guerre civile ne peut être qu'une régression. La constitution du gouvernement de Vichy et sa décision de conclure l'armistice étant légaux (d'une légalité discutable à cause de la proximité de l'ennemi, concède Aron), la décision des gaullistes (prendre le risque d'une guerre civile pour régler le différend les opposant à ce gouvernement) rompait le cadre démocratique et ouvrait une brèche sur l'inconnu. Mais de Gaulle comme Aron peuvent invoquer le jugement de l'histoire: Vichy a sombré dans la collaboration et les gaullistes ont rétabli la démocratie; aucun juge n'a

cependant retenu l'armistice comme chef d'accusation lors du procès de Pétain et des autres dirigeants de Vichy.

¥

L'indulgence à l'égard de Vichy et l'attachement patriotique dont elle est une expression sont encore plus évidents
lorsque l'on examine ce qu'a écrit Aron pendant la guerre
des persécutions subies par les Juifs. On a pu s'étonner de
la discrétion ou du quasi-silence observés par lui à ce
propos: mais ses origines juives pouvaient-elles lui conférer
une clairvoyance que bien peu semblent avoir eue? En vérité,
l'attitude d'Aron rejoint ici celle de ses contemporains.
Mais examinons aupravant le peu qu'il a effectivement écrit
sur le sort des Juifs entre 1940 et 1945.

Aron traite pour la première fois de la propagande antisémite des journaux parisiens dans un article paru en janvier 1940. Bien qu'il en souligne la violence particulière, Aron assimile cette propagande à celle qu'entretiennent les feuilles collaborationistes contre les banquiers, les ploutocrates, le capitalisme et même le régime de Vichy. En mars 1941, Aron parle cette fois des lois anti-juives (promulguées par Vichy le 30 octobre 1940): il note l'importance de l'antisémitisme dans les idées du groupe dominant à Vichy, mais voit dans le statut des Israélites le résultat de pressions allemandes. Il souligne dans le même article "le désir

de ne pas suivre jusqu'aux dernières extrémités le nationalsocialisme", désir qui se manifeste par exemple dans
l'hommage rendu à Bergson "par toute la presse de la zone
libre (L'Action française mise à part)"²⁷. Il mentionne
également, bien qu'aucun exemple ne vienne illustrer cette
affirmation, la résistance opposée à l'antisémitisme par la
population française de la zone occupée. En septembre 1941,
Aron expose le nouveau statut des Juifs en le comparant aux
lois de Nuremberg et en l'expliquant par une mise au pas
qu'auraient exigée les Allemands. À propos des déportations
de Juifs, il dira en janvier 1943 qu'elles n'étaient nullement prévues dans les accords d'armistice et qu'elles "n'ont
d'autre fondement que l'arbitraire de l'envahisseur"²⁸.
Son jugement global apparaît clairement dans la phrase
suivante:

Ce sont les Allemands qui ont ordonné en France les mêmes déportations massives et sauvages de Juifs étrangers qu'ils pratiquent à travers toute l'Europe, mais l'intervention des autorités françaises compromettait l'honneur de la France. 29

Évidemment, les faits, aujourd'hui mieux connus, révèlent que les dirigeants vichystes n'eurent pas seulement un rôle passif en cette affaire; au contraire, il semble qu'ils déployèrent zèle et empressement pour aller au-devant des

^{27 &}quot;Le gouvernement des notables", op. cit., pp. 63-64.

^{28 &}quot;La désagrégation du régime de Vichy", <u>ibid.</u>, p. 241.

²⁹ Ibid., p. 242.

désirs de l'occupant. Lorsque, quarante ans plus tard,
Alfred Fabre-Luce tentera de défendre une thèse analogue
à celle que soutenait Aron en 1943, ce dernier le réfutera
en ces termes:

(Fabre-Luce) présente le statut des Juifs (...), dont le gouvernement de Vichy prit lui-même l'initiative, comme une loi improvisée à laquelle un gouvernement hostile se résolut, la mort dans l'âme, afin de prévenir des mesures prises par les Allemands. 30

Bien sûr, il n'est nullement question ici de tenir grief à Aron pour son attitude à l'égard du génocide. Une telle critique serait anti-historique: ce que l'on connaît relativement bien aujourd'hui n'était guère discernable pour les contemporains de l'événement. Ce qui m'intéresse en revanche, ce sont les raisons par lesquelles, en 1981, Aron justifie sa conduite.

D'abord, nous dit-il, il y avait une ignorance très grande quant aux faits eux-mêmes. L'ampleur des persécutions et surtout les décisions relatives à la "solution finale" étaient entourées de secret, les rumeurs et les témoignages sujets à caution. Mais plus que d'une ignorance, il s'agissait là d'un véritable refus de savoir, d'un aveuglement volontaire qu'Aron partagea avec les gouvernements et les populations des pays alliés et neutres. Même si de très nombreuses

³⁰ Raymond Aron, "Les Juifs, Vichy et Israël", <u>L'Express</u>, 29 septembre 1979, p. 94.

informations filtrèrent et parurent dans les journaux à partir de 1942, la plupart n'admirent les faits qu'au moment où ceux-ci acquirent une évidence telle qu'il devint impossible de les nier. Subordination de toutes les considérations à l'effort de guerre? Crainte de susciter l'antisémitisme parmi les populations des pays alliés? Répugnance de l'esprit à croire ce qui lui semble indésirable? Aron parle à ce propos "d'une forme de lâcheté intellectuelle ou (de) lâcheté affective "31 dont il ne s'exclut nullement et qu'aujourd'hui il "juge plutôt sévèrement "32.

Mais, chez Aron, cette discrétion et ce refus de savoir prennent en outre une dimension personnelle. En effet, ils s'expliquent aussi par son attachement à la France:

(...) toutes les mesures que pouvaient prendre les Français contre les Juifs me touchaient en profondeur précisément parce que je suis français, si je

^{31 &}lt;u>Le Spectateur engagé</u>, p. 107. 32 <u>Ibid.</u>, p. 105. L'historien britannique Walter Laqueur a consacré à cette question un ouvrage entier: Le Terrifiant secret. La "solution finale" et l'information étouffée, Paris, Seuil, 1981. Il y démontre qu'à partir de 1942, la réalité du génocide était connue des gouvernements alliés et neutres: les rapports des services de renseignement, les messages personnels des résistants, ceux des organisations juives étaient très clairs à ce sujet. De même, les journaux et la radio (celle de la France libre dès juillet 1942) faisaient état de nombreuses informations. Pour expliquer l'ignorance persistante, Laqueur insiste sur ce "problème plus général qui est le refus de la réalité, le rejet par l'esprit d'une information qui est pour telle ou telle raison inacceptable" (p. 10). Comme le souligne Laqueur, l'attitude générale à l'égard du génocide pendant la guerre soulève des "questions plus vastes qui concernent la cognition: qu'est-ce que "savoir" et qu'est-ce que "croire"?" (p. 9).

puis dire, avant d'être juif. C'était une espèce de précaution émotionnelle pour moi-même de songer le moins possible à ce que certains Français faisaient aux Juifs. 33

Le second des paradoxes que je signalais au début de ce chapitre renvoie donc à une énigme historique qui dépasse l'individu Aron. Mais il importait d'en traiter brièvement parce que l'attitude d'Aron à l'époque du génocide n'est pas sans jouer sur sa réaction toute différente à la "petite phrase" que prononcera le Général en novembre 1967.

*

Au terme de ce chapitre, il vaut la peine de tenter une rapide synthèse. Que nous révèle l'attitude adoptée par Raymond Aron au cours de cette première crise?

Dans l'ensemble, il m'apparaît qu'Aron s'est efforcé de rester fidèle aux règles que j'ai formulées dans le chapitre précédent 34, mais qu'il n'y est parvenu qu'imparfaitement.

L'acceptation des conditions propres à l'action politique est ici fort difficile à évaluer. Qui, d'Aron ou des gaullistes, sut le mieux tenir compte de ces conditions? On pourrait en discuter longtemps, mais il m'apparaît que pour l'essentiel, Aron n'a pas cherché à se replier hors du terrain politique.

^{33 &}lt;u>Ibid.</u>, p. 105. 34 Je les rappelle: 1) respecter l'autonomie de la sphère politique; 2) se garder du manichéisme; 3) accorder la primauté aux faits.

Au contraire, dans l'ensemble de ses articles écrits pendant la guerre, Aron pose les problèmes en termes politiques, c'est-à-dire en fonction de solutions effectivement possibles. Le refus du manichéisme est pour sa part illustré de façon exemplaire par l'analyse du régime vichyste. Par contre, en ce qui concerne la prévalence des faits, Aron est beaucoup moins convaincant, et pour cause. Dans le cas du génocide, on l'a vu, les faits étaient obscurs, invérifiables et pour tout dire inimaginables. Comment dès lors émettre un jugement, sinon en se retranchant sur des a priori, en se fondant sur l'expérience passée de laquelle on ne saurait de toute évidence déduire l'inédit? Dans le cas du régime de Vichy également, l'analyse d'Aron reposant avant tout sur la lecture des journaux français (donc censurés), les faits étaient incertains. Le jugement d'Aron fait par conséquent la part belle aux intentions que, à partir de ces maigres informations, il prête aux dirigeants vichystes.

Par ailleurs se dessinent au cours de cette crise deux autres critères sur lesquels reposent les décisions et jugements de l'auteur. D'une part joue ce que j'ai appelé l'attachement patriotique d'Aron à la France: tant la décision que l'analyse qui la sous-tend sont guidées ou orientées par ce qui n'est ni pure émotion ni proposition rationnelle, mais une sorte de fusion des deux. La France est le pays qui l'a vu naître, c'est d'elle qu'il tient sa langue et sa culture;

en même temps, la patrie est pour lui le seul cadre ou la seule communauté dans lesquels peut exister une société ayant pour horizon les idéaux d'universalité et d'humanité qui sont les siens. D'autre part, Aron suggère qu'en temps de crise, plusieurs décisions et plusieurs attitudes sont légitimes; mais chacune doit être mise en rapport avec la position qu'occupe dans le combat celui qui la prend.

L'intellectuel qui dirige une revue à Londres et le maquisard exposé à la torture peuvent viser le même objectif; ils ne peuvent cependant tenir le même langage, ni afficher la même intransigeance. Le discours que tient chacun doit être à la mesure des risques qu'il court.

Volonté de sauvegarder l'intégrité de la patrie, volonté de maintenir une cohérence entre le discours et le comportement: ces deux impératifs que nous retrouverons au fil des chapitres suivants permettent de cerner l'attitude de Raymond Aron devant les crises.

* * *

CHAPITRE III

EXTRÉMISTE OU RAISONNABLE?

Les intellectuels prirent une part importante à la guerre d'Algérie. Bien sûr, parmi eux, les hommes célèbres ou reconnus n'étaient plus en âge d'être appelés sous les drapeaux: pour la plupart, la "guerre" se déroula à Paris. Et leur guerre en fut d'abord une d'intellectuels: l'autorité morale et le prestige que leur conférait leur position dans l'université ou le monde des lettres furent leurs armes principales. Pour plusieurs, la guerre d'Algérie signifia manifestations, pétitions, publication et distribution d'ouvrages interdits. Pour certains, comme Francis Jeanson et ses amis, l'engagement fut total puisqu'ils passèrent du côté du F.L.N. en acceptant de transporter des fonds ou de cacher des militants pourchassés. Pour Raymond Aron, l'action consista à... écrire.

De fait, Aron écrivit beaucoup sur la guerre d'Algérie.

Pas au <u>Figaro</u> où il jouissait pourtant d'une tribune

hebdomadaire: la direction du journal était officiellement en faveur de l'Algérie française, bien qu'on ne s'y fît guère d'illusions sur l'issue ultime des événements, à en croire le témoignage d'Aron. Au début de 1957, Aron publie dans Espoir et peur du siècle un bref chapitre intitulé "L'impasse algérienne". Il y propose rien de moins que la reconnaissance de l'indépendance algérienne. Il développera sa position dans deux textes (le premier écrit en avril 1956 et envoyé à cette date au Président du Conseil Guy Mollet, le second en mai 1957) qu'il réunira sous le titre La Tragédie algérienne. Ce court pamphlet, dira Paul Clay Sorum dans un ouvrage universitaire publié quelque vingt ans plus tard, fut "probablement l'écrit le plus influent à propos de la question algérienne, en termes d'impact sur les cercles gouvernementaux et l'opinion publique"2. L'année suivante, Aron publie L'Algérie et la République: il y reprend l'analyse exposée dans l'ouvrage précédent et l'actualise en fonction des nouvelles conditions résultant de l'avènement de la Ve République. Puis, de 1958 à 1962, Aron présente dans la revue Preuves une quinzaine d'articles de fond: les palinodies successives du nouveau chef de l'État

¹ Raymond Aron, <u>Espoir et peur du siècle</u>, Paris, Calmann-Lévy, 1957.

² Sorum écrit: "(...) in terms of its impact on government circles and public opinion, (...) probably the most influential writing on the Algerian problem." <u>Intellectuals</u> and Decolonization in France, p. 197.

y font l'objet d'analyses minutieuses; l'objectif d'en arriver à des négociations avec les nationalistes algériens y est constamment réaffirmé.

En posant sous forme de paradoxes les questions soulevées par ces écrits, je dirais qu'on peut examiner sous trois angles l'attitude adoptée par Raymond Aron au cours de la guerre d'Algérie. Le premier paradoxe, comme lors de la crise précédente, tient à la conjonction d'une position tranchée (favorable à l'indépendance algérienne) et d'une analyse nuancée (refus de condamner les colons français, reconnaissance des difficultés inhérentes à chacune des solutions). Mais le paradoxe me semble ici nettement accentué par rapport à celui qui rendait compte de l'attitude d'Aron pendant la Seconde Guerre: en 1940, Aron prenait parti contre un gouvernement dont la légalité pouvait prêter au doute, il se rangeait du côté d'un mouvement qui contestait cette légalité au nom de la légitimité; en 1957, il s'oppose à un gouvernement dont la légalité et la légitimité ne sont nullement douteuses, il reconnaît pourtant une égale légitimité à des revendications émises par des rebelles. En même temps, la guerre d'Algérie constitue peut-être la crise au cours de laquelle Aron respecta avec le plus d'évidence les

règles qu'il s'était fixées: respect de la spécificité de la politique, refus du manichéisme et primauté des faits dans l'analyse.

Le deuxième paradoxe tient à la situation dans laquelle se retrouva Aron en prônant l'abandon de l'Algérie. On s'étonna à l'époque qu'un atlantiste anticommuniste se prononçât en faveur de l'indépendance algérienne et se retrouvât ainsi du côté des progressistes qu'il n'avait pas ménagés deux ans auparavant dans L'Opium des intellectuels. Comment interpréter cet apparent revirement? Peut-on déceler dans des prises de position antérieures certains indices annonciateurs de celle de 1957? On verra que la décision énoncée dans La Tragédie n'est nullement un retournement, mais plutôt l'aboutissement d'une réflexion sur le destin de l'empire français et sur l'histoire mondiale, réflexion amorcée dès les années passées à Londres. Fruit d'une vision historique globale, cette position témoigne et d'une volonté de traduire cette vision en action politique et des difficultés que pose ce passage.

Le troisième paradoxe, enfin, tient au comportement adopté par Aron: opposé à la guerre que mène le gouvernement de son pays, favorable aux revendications formulées par les rebelles, il n'estime cependant pas justifiés les appels à la désobéissance civile (cas du <u>Manifeste des 121</u>) ou

l'aide au F.L.N. (cas du réseau Jeanson). En autant que subsiste un cadre démocratique, Aron choisit la fidélité à sa patrie lors même que celle-ci s'engage dans une voie qui la porte à renier ses idéaux. La guerre d'Algérie sera donc aussi pour Aron l'occasion d'une réflexion sur le rôle de l'intellectuel en temps de crise.

¥

L'acceptation du principe d'un État algérien apparaissait en 1957 comme une position extrême. Entre celle-ci et
l'autre extrême (la poursuite de la politique dite de pacification) existaient des options intermédiaires: plusieurs
préféraient à l'époque se rallier à ces dernières, mais
la persistance et la dureté du conflit, la tournure des événements réduisirent bientôt le choix aux deux thèses les
plus radicales. Aron fut donc extrémiste, en un certain sens,
au cours de la guerre d'Algérie. Il n'ignorait pas que "les
principes politiques sont la transfiguration des pratiques,
la justification des volontés de puissance" , ni que "dans
des situations extrêmes, la décision politique est aussi
morale, existentielle si l'on veut" . Malgré cela, ou

³ Raymond Aron, <u>La Tragédie algérienne</u>, Paris, Plon, 1957, p. 10.
4 Raymond Aron, "De la trahison", <u>Preuves</u>, octobre 1960, p. 7.

peut-être à cause de cela, la guerre d'Algérie fut sans doute, parmi les crises que j'étudie, celle où il s'efforça le plus de "choisir selon la raison". Mais comment être à la fois extrémiste et raisonnable?

Dans La Tragédie, Aron pose le problème en termes politiques. Plutôt que de s'en tenir au terrain de la protestation morale (dénonciation de la torture, accompagnée ou non d'une condamnation du terrorisme) ou des principes politiques (intégrité et grandeur de la France, supériorité de la démocratie française sur un éventuel despotisme algérien), il s'attache à situer la question algérienne dans un cadre historique, à fixer un but qui soit fonction de ce cadre et à identifier les moyens par lesquels ce but peut être atteint. La mise en perspective historique permet de mesurer la relativité des principes invoqués par les adversaires en présence: la révolte des peuples d'Asie et d'Afrique étant dirigée d'abord contre la domination étrangère, la promesse d'une réforme démocratique qui ne mettrait pas fin à la tutelle occidentale ne peut en aucune façon satisfaire les populations visées. Le refus d'octroyer l'indépendance aux Algériens place d'autre part la France en contradiction flagrante avec les idéaux sur lesquels elle prétend se fonder. De cette contradiction entre la volonté de ne pas céder au chantage d'une minorité terroriste et le refus de renier ouvertement le principe de libre disposition des nations résulte une

politique indécise, elle-même contradictoire. Les buts que l'on peut fixer à la politique française en Algérie se ramènent en fin de compte à deux: ou le maintien de l'Algérie française par la guerre à outrance et la négation de l'existence d'une nation algérienne, ou l'acceptation d'un État indépendant au terme de négociations avec des représentants du nationalisme algérien (en 1957, Aron parle de nationalistes qui ne soient pas xénophobes; deux ans plus tard, il ne fait plus de doute pour lui que l'interlocuteur ne peut être que le F.L.N.).

Malgré les passions que soulève le conflit algérien,
Aron tient résolument à se garder, une fois encore, de la
tentation du manichéisme. Ni les diatribes des ultras contre
les "bradeurs", ni les invectives hystériques de Sartre contre
les colons n'ont contribué à la clarté et à l'élévation du
débat. Pour sa part, Aron refuse de juger les colons d'Algérie,
pas plus coupables à ses yeux que les métropolitains longtemps indifférents au sort de l'Afrique du nord. À ses yeux,
leur situation détermine pour une grande part leur aveuglement:
"Probablement nos sentiments seraient-ils ceux de nos compatriotes d'Algérie si nous étions à leur place"⁵. La situation
dans laquelle il se trouve, celle d'un intellectuel que la
tranquillité parisienne invite à la réflexion posée, ne lui
confère aucune supériorité morale sur ceux auxquels le combat
ne laisse pas de répit. Au contraire, elle lui impose en

^{5 &}lt;u>Op. cit.</u>, p. 70.

quelque sorte comme un devoir moral de chercher à comprendre l'autre. Dans <u>Le Spectateur engagé</u>, Aron rappellera qu'au cours de ces années, il ne condamna formellement et solennellement ni la torture ni le terrorisme, bien qu'il détestât l'une et l'autre. Dès l'introduction de <u>La Tragédie</u>, Aron fonde en effet son antimanichéisme sur une vision politique du problème: la simple condamnation des moyens est hypocrite si elle ne prend pas en compte les atrocités des deux camps et si elle ne se guide pas sur un but qui rende inutile ces moyens et permette de briser la spirale de la violence.

L'analyse développée par Aron se présente également comme déduite de la reconnaissance des faits. Le mot <u>fait</u> lui-même revient d'ailleurs fréquemment au fil des pages de <u>La Tragédie</u>. Ainsi: "Le fait premier, c'est que la population de la métropole et la population musulmane d'Algérie n'appartiennent pas au même type démographique, ne se trouvent pas au même niveau économique" Puis, un peu plus loin: "Ce n'est pas la rébellion, ce sont les faits qui contraignent à reconnaître une nationalité algérienne". Et enfin:

Mais la revendication nationaliste, avec son mélange de fanatisme religieux et racial, d'idéologie occidentale d'autogouvernement, d'aspiration humaine à l'égalité, est un fait que l'on ne peut méconnaître sans catastrophe et que l'on peut reconnaître sans porter atteinte aux grands intérêts nationaux. 8

^{6 &}lt;u>Ibid.</u>, p. 40.

^{7 &}lt;u>Ibid.</u>, p. 46. 8 <u>Ibid.</u>, pp. 70-71.

On pourra dire que les faits opposés par Aron aux arguments des partisans de l'Algérie française sont des faits construits. Mais ils offrent sur la mythologie agitée par ceux-ci un avantage: des événements, ils permettent une mise en forme intelligible qui n'oblige pas à escamoter d'autres faits.

Spécificité de la politique, refus du manichéisme, primauté des faits: la triade fondant la décision raisonnable se trouve exemplairement illustrée à l'occasion de la guerre d'Algérie. Mais alors, comment a-t-on pu voir à l'époque une forme d'extrémisme dans la solution préconisée par La Tragédie? En fait, la thèse aronienne n'apparaît extrême que dans une certaine perspective: celle qui voit à la crise algérienne plusieurs issues possibles et où la reconnaissance du principe de l'indépendance algérienne ne figure qu'en fin de liste, précisément comme la dernière extrémité. C'est d'ailleurs ainsi que procède Aron à un certain moment lorsqu'il énonce quatre politiques possibles: poursuite de la pacification, modification des méthodes de celle-ci, partage en deux Etats et acceptation de l'indépendance. Mais il a tôt fait de montrer que la deuxième est une variante impraticable de la première et que la troisième, outre qu'elle ne recueille l'assentiment d'aucune des forces en présence, pose des difficultés probablement insurmontables. Dès lors, on ne se

retrouve plus avec une liste de solutions dont deux sont extrêmes, mais devant une simple et brutale alternative: ou bien la pacification, donc une poursuite indéfinie de la guerre, étant donné qu'une répression efficace des rebelles serait au prix d'une détérioration grave des rapports avec le Maroc et la Tunisie; ou bien l'acceptation de l'indépendance, grosse d'inconnues et de périls certes, mais permettant d'entrevoir une fin à la crise.

L'extrémisme que l'on a prêté à <u>La Tragédie</u> tient à trois facteurs: d'abord, la date à laquelle parut l'ouvrage (en 1957, peu de grandes voix crédibles hors de la "nouvelle gauche" s'étaient fait entendre en ce sens); ensuite, le ton sur lequel il est rédigé (qu'on pense à la fameuse expression: "l'héroïsme de l'abandon"); mais surtout, la surprise de voir un auteur identifié à la droite afficher une telle position.

*

La Tragédie fit scandale. J'ai cité dans l'introduction quelques-unes des réactions suscitées par cet écrit au moment de sa parution. Qu'un Bourdet, un Martinet ou un Jeanson reprennent les thèses des rebelles, on ne s'en étonnait pas; qu'un Raymond Aron prêche à son tour l'abandon, voilà qui dépassait les bornes! Pourtant, la position adoptée par Aron ne constitue nullement un revirement imprévisible;

au contraire, elle apparaît comme la conclusion logique d'une évolution amorcée une douzaine d'années plus tôt.

Dans ses <u>Mémoires</u>, Aron revendique une lucidité précoce à propos de la décolonisation: "À Londres, je plaidais en faveur de l'<u>abandon</u> de l'Indochine"⁹. Peut-être dans les conversations privées et les débats internes au mouvement gaulliste Aron fut-il aussi abrupt; ses écrits témoignent cependant d'une position plus modérée. Ainsi, en juin 1945, se prononce-t-il en faveur du "maintien de l'intégrité de l'empire français"¹⁰. Il s'empresse toutefois de nuancer cette pétition de principe par les restrictions suivantes:

Les colonies françaises ne sont pas toutes situées dans la zone à laquelle s'étend l'action possible de notre force. (...) La seule partie de l'empire français qui accroît réellement nos ressources, c'est donc l'Afrique du nord (...). On peut concevoir des concessions ailleurs pour sauver l'essentiel. Ajoutons que nulle part l'intégrité de l'empire ne signifie le maintien pur et simple du régime colonial actuel. Au contraire, des réformes d'inspiration libérale sont probablement la condition indispensable à la survie de l'empire. 11

Le déclenchement de la guerre d'Indochine offrira à Aron l'occasion de traduire cet énoncé de principes en analyse conjoncturelle. Sa première réaction, dans un

^{9 &}lt;u>Op. cit.</u>, p. 211. Souligné par Aron.
10 "Remarques sur la politique étrangère de la France",
dans <u>L'Âge des empires et l'avenir de la France</u>, Paris,
Défense de la France, 1945, p. 349. Il n'est pas sans intérêt de savoir que cet article parut dans la revue <u>International</u>
<u>Affairs</u> et non pas dans <u>La France libre</u>, comme on aurait pu
s'y attendre.

^{11 &}lt;u>Ibid.</u>, pp. 349-350.

éditorial de <u>Combat</u> paru le 22 décembre 1946, exprime son appui à la décision du gouvernement Blum de répliquer par la force à l'attaque-surprise du Vietminh sur Hanoï le 19. Cet appui est toutefois assorti de la réserve suivante:

(...) les véritables positions françaises, celles qui ne se confondent pas avec des intérêts sordides, celles que la nation est résolue à sauver, ne sont pas celles que la force seule puisse maintenir.

Maintenir par la violence, ce ne sera pas maintenir la France. 12

Au fil des années, Aron n'écrira qu'occasionnellement sur le conflit indochinois. Dans <u>Les Guerres en chaîne</u>, ouvrage paru en 1951, il condamnera sévèrement la politique française en Extrême-Orient: déjà, il lui apparaît que la guerre coûte plus à la France que ne l'eût fait la reconnaissance immédiate de l'indépendance. En 1954, il ne voit pas de justification morale ou politique au maintien de la domination occidentale en Asie: "Les Européens n'ont jamais eu d'autre titre à régner sur les peuples d'Asie que leur supériorité militaire" Let, à la toute veille du désastre de Diên-Biên-Phu, il formule cette alternative dans un style qui annonce les textes sur l'Algérie: "Dès lors, écrivant en 1954, on aperçoit deux perspectives: ou la continuation, pour des années, d'une lutte sans issue, ou une négociation avec le Vietminh" 14.

¹² Raymond Aron, <u>Combat</u>, 22 décembre 1946. Cité dans Mémoires. p. 212.

Mémoires, p. 212.

13 "La rencontre de l'Asie et de l'Occident", Preuves, juillet 1954, p. 17.

^{14 &}quot;La révolte asiatique connaît-elle ses limites?", Preuves, mars 1954, p. 51.

Du désir de maintenir l'empire exprimé en 1945 au plaidoyer pour l'abandon paru en 1957, il n'y a donc ni continuité d'une position définie depuis le début, ni volteface. Il y a plutôt, à travers la réflexion sur la guerre d'Indochine, évolution ou passage d'une vision libérale de l'empire à une représentation historique globale qui prend conscience du caractère éphémère et transitoire du colonialisme européen. Pour Aron, le mouvement de décolonisation des peuples d'Asie et d'Afrique est un phénomène proprement historique. En s'y opposant, la France non seulement s'aveugle devant le nécessaire et inévitable démantèlement de son empire, mais elle renie en outre les valeurs qu'elle invoque pour elle-même¹⁵. Dès lors, les critiques selon lesquelles Aron est partisan de l'indépendance algérienne "plus pour des raisons économiques que pour des raisons morales"16 paraissent un peu courtes.

*

¹⁵ Dans "De la trahison", <u>loc. cit.</u>, Aron écrit: "C'est le nationalisme français qui se contredit lui-même en refusant aux Algériens ce qu'il réclame pour lui-même"(p. 12). Et plus loin: "Je crois contraire aux valeurs françaises le refus aux Algériens du droit à la nationalité"(p. 14).

¹⁶ Après qu'Aron ait expliqué l'impossibilité démographique d'une intégration de l'Algérie à la France, Dominique Wolton pose cette question: "En somme, vous étiez partisan de l'indépendance, plus pour des raisons économiques que pour des raisons morales?" Le Spectateur engagé, p. 199.

En 1981, Aron dira de <u>La Tragédie</u> que "c'était un acte politique"¹⁷. En 1960, il se demandait pourtant: "Est-ce assez de désapprouver passivement une politique que l'on estime injuste?"¹⁸. La juxtaposition de ces deux appréciations contradictoires illustre ce que j'appellerais le paradoxe relatif au comportement d'Aron. Pour mettre en lumière ce paradoxe, il faut s'interroger en deux directions: Pourquoi, à la différence des autres écrits d'Aron, <u>La Tragédie</u> est-elle considérée comme un acte politique? Comment justifie-t-il par ailleurs sa "passivité" en regard des types d'action préconisés par d'autres intellectuels?

Si <u>La Tragédie</u> est considérée par Aron comme un acte politique, c'est que sa publication s'inscrit dans une stratégie visant à influencer le pouvoir politique. Dans la préface de l'ouvrage, Aron signale que la première partie fut rédigée en avril 1956 et envoyée à cette date au Président du Conseil Guy Mollet et "à quelques amis, dont dépendait pour une part l'opinion et, du même coup, la politique de la France" Dans <u>Le Spectateur engagé</u>, Aron rappelle que l'année précédente, il avait servi d'intermédiaire pour organiser un déjeuner entre Pierre Brisson, directeur du

^{17 &}lt;u>Ibid.</u>, p. 200. 18 <u>Loc. cit.</u>, p. 15.

¹⁹ Op. cit., p. I. Cette phrase d'apparence anodine n'exprime-t-elle pas de façon concentrée la conception aronienne de la politique? "On ne peut pas concevoir de régime qui ne soit, en un sens, oligarchique." Démocratie et totalitarisme, p. 134.

Figaro, et le Premier ministre Edgar Faure à propos de la question du Maroc. Puis, fin 1956, il avait sollicité et obtenu une rencontre avec le Président de la République René Coty pour lui faire part de sa désapprobation à propos de l'expédition de Suez. En 1957, n'ayant guère convaincu Guy Mollet, mais persuadé qu'en privé plusieurs hommes politiques pensaient comme lui et savaient l'indépendance algérienne inévitable, Aron décide de faire paraître son texte et lui en adjoint un second, plus explicite. De cette décision, il dira en 1981: "Les écrivains politiques avaient le devoir, et quelquefois la chance, de dire ce que les hommes politiques n'osaient pas faire" 20. La publication de <u>La Tragédie</u> vise donc à influencer l'opinion publique alors hostile à l'indépendance et à inciter par le fait même les dirigeants politiques à aller dans cette voie. Aron dira d'ailleurs que les semaines suivant cette publication furent pour lui très actives politiquement: il rencontra plusieurs hauts fonctionnaires qui partageaient ses vues et souhaitaient eux aussi faire pression sur le gouvernement.

Mais quels furent les résultats de cette stratégie? La poursuite de la pacification, la succession rapide des gouvernements de la IVe République, l'avènement de la Ve à la faveur d'un quasi coup d'État, la politique ambiguë suivie

²⁰ Op. cit., p. 200.

par de Gaulle ont marqué les cinq années suivantes. En regard de ces facteurs majeurs, quel fut le poids de La Tragédie sur la politique des gouvernants? Bien plus que l'argumentation d'Aron sans doute, la persistance du terrorisme algérien, l'écoeurement devant une guerre sans fin et devant l'extrémisme sanglant auquel en arrivèrent les partisans de l'Algérie française contribuèrent à faire basculer l'opinion. L'issue n'en fut pas un abandon résolu, comme le souhaitait Aron, mais un effondrement résigné, comme il le craignait. Toutefois. le pamphlet d'Aron eut au moins le mérite d'indiquer "la voie dans laquelle ceux qui exercent aujourd'hui (en 1968) le pouvoir ont trouvé une issue (...)"21. Ce faisant, il brisait un tabou. Il y avait en effet à cette époque une sorte de loi du silence qui obligeait les membres de la classe politique à taire leurs doutes sur l'action de la France en Algérie, convaincus qu'ils étaient de l'attachement de la majorité des Français à l'intégrité de l'empire²². À partir du moment

²¹ Raymond Aron, <u>La Révolution introuvable</u>, Paris, Fayard, 1968, p. 25.

²² Aron écrira en octobre 1961: "Les hommes de la IVe étaient modestes, en public et en privé. La plupart d'entre eux n'ignoraient plus, en 1956, la nécessité de la "décolonisation", mais comment la faire accepter par l'opinion, par les Debré, Soustelle, Bidault et autres trublions d'un nationalisme plus ridicule que touchant, par les activistes et les ultras que le général de Gaulle, pour dire le moins, à l'époque, ne désavouait pas?" "Adieu au gaullisme", Preuves, octobre 1961, p. 3.

où fut publiée la brochure, l'opinion qui y était défendue acquérait droit de cité; du coup, elle pouvait être reprise par les politiciens et les fonctionnaires qui la partageaient secrètement²³. On peut donc dire que <u>La Tragédie algérienne</u> a eu pour principal effet de conférer une certaine légitimité à une opinion jusque-là illégitime²⁴.

Une typologie des comportements adoptés par les intellectuels français opposés à la guerre d'Algérie présenterait trois modèles. Aron offre une figure exemplaire du premier: il proclame son désaccord d'avec la politique suivie, escomptant par cette protestation influencer les gouvernants; pour lui, l'opposition à la guerre ne doit pas quitter le terrain de la légalité²⁵. Les signataires du <u>Manifeste des 121</u> estiment

²³ Je dois ici remercier M. Jean-Pierre Derriennic qui m'a fait comprendre ce point crucial.

²⁴ Dans <u>Le Spectateur engagé</u>, Aron présente une appréciation modeste de son influence: "Dans le cas de l'Algérie, j'ai eu une influence très limitée, mais j'ai apporté, si je puis dire, aux hommes politiques modérés une représentation générale du monde qui justifiait leur politique" (p. 204). Ici encore, il convient de s'interroger: ces "hommes politiques modérés", qui sont-ils? Les dirigeants de la IVe République bientôt mis au rancart ou le Sauveur qui, après une valse-hésitation de quatre ans, aboutira à un accord en catastrophe avec le F.L.N.?

²⁵ Cette attitude, rappelons-le, fut aussi celle d'une bonne partie de la gauche: ainsi Jean Daniel, Gilles Martinet ou Claude Bourdet refusèrent-ils de s'associer à la désobéis-sance civile.

pour leur part que ce désaveu doit s'exprimer par des gestes concrets et justifie un refus d'obéissance 26. Enfin, les porteurs de valises, Francis Jeanson à leur tête, se croient tenus, pour sauver l'honneur de la France, de traduire leur opposition par une solidarité active avec le F.L.N. 27. C'est en confrontant le comportement d'Aron à celui des 121 et à celui de Jeanson qu'on fera apparaître ses arguments ultimes, les raisons pour lesquelles il juge l'attitude légaliste et modérée seule admissible, malgré qu'il lui reconnaisse un effet très limité sur le déroulement des événements.

À la désobéissance civile, ou plutôt à <u>l'appel</u> à la désobéissance civile, Aron se montre résolument hostile. Il refusera en 1960 la voie choisie par les signataires du Manifeste des 121:

L'homme d'âge n'invite pas les jeunes à prendre des risques. Le refus d'obéissance ne peut être qu'une décision individuelle que l'État doit punir en tout état de cause, mais que le moraliste juge en fonction des circonstances. 28

Revenant sur l'épisode une vingtaine d'années plus tard, il se fera plus mordant:

²⁶ Une question se pose: le Manifeste incitait-il à la désertion ou se bornait-il à en constater le fait? Il m'apparaît qu'en apposant leur signature prestigieuse au bas d'un texte faisant l'éloge de ceux qui avaient déjà déserté, ces intellectuels encourageaient d'autres jeunes soldats à agir de même.

²⁷ Jeanson a expliqué sa décision lors de la conférence de presse clandestine qu'il a tenue le 15 avril 1960 et dont le texte est reproduit dans l'ouvrage de Hervé Hamon et Patrick Rotman, Les Porteurs de valises, Paris, Seuil, 1981 (2e éd.), pp. 388-392. 28 "De la trahison", <u>loc. cit.</u>, p. 11.

Je trouve déplaisant, pour des intellectuels tranquilles qui ne risquent rien, d'engager des jeunes gens à se transformer en déserteurs, c'est-à-dire à courir un danger. On ne dit pas aux autres de déserter. On déserte soi-même. 29

Et à cette attitude, il oppose la sienne:

Un écrivain manifeste son désaccord en écrivant. (...) À partir du moment où j'avais écrit ce que je pensais de l'Algérie à une époque où personne ne le disait, j'avais fait ce que je pouvais faire. À la suite de cette brochure, j'avais été en relation avec les milieux politiques et j'avais essayé de les convaincre. (...) Je le répète, tout ce que je pouvais faire, je l'ai fait. 30

La critique se fonde ici sur un argument évoqué dans le chapitre précédent: il doit y avoir cohérence entre le discours tenu et le risque encouru. Le réfractaire paie de sa liberté le geste auquel sa conscience l'oblige, comme le clandestin du risque de la torture et de la mort l'intransigeance de sa position. L'intellectuel que ses titres et ses fonctions protègent est tenu de prendre en compte la complexité de la situation et de s'astreindre sinon à la réserve, du moins à la mesure. De la justification d'Aron se dégage par ailleurs l'aveu d'impuissance rencontré lui aussi au chapitre précédent. Pour Aron, l'intellectuel qui s'efforce de comprendre semble en quelque sorte condamné au dilemme suivant: ou il cherche à débrouiller la complexité du problème et il lui devient difficile de traduire cette analyse en

^{29 &}lt;u>Op. cit.</u>, p. 214.

^{30 &}lt;u>Ibid.</u>, p. 215.

action politique; ou bien il s'engage dans l'action et il est amené à sacrifier l'intelligence de la situation au profit des vues simples et manichéennes des parties en lutte.

Comme les signataires du <u>Manifeste</u>, Francis Jeanson juge insuffisante l'attitude de ceux qui se contentent de clamer publiquement leur désaccord:

Que nous reste-t-il à faire? Écrire de temps à autre quelque article larmoyant et futile, où nous expliquerions gravement que la paix serait de beaucoup préférable à la poursuite de la guerre? 31

Mais il pousse plus loin qu'eux l'engagement en aidant matériellement le F.L.N. Dès lors, on ne peut pas l'accuser d'inconséquence: Aron ne niera d'ailleurs jamais le courage des porteurs de valises. Toutefois, il s'objecte également à cette forme de protestation:

Je suis de ceux qui n'approuvent pas la politique des derniers gouvernements de la IVe République et du premier gouvernement de la Ve. Et pourtant, je ne me sens ni tenu ni même tenté de combattre avec le F.L.N. (...) Cette attitude (c'est-à-dire le refus de joindre les rangs du F.L.N.), qui est celle de la plus grande partie de la gauche, ne se justifie en dernière analyse que par deux arguments: ou bien l'engagement de Français dans l'armée du F.L.N. est <u>inefficace</u>, ou bien il est erroné, l'erreur politique et morale s'exprimant par la rupture de la discipline ou même de l'appartenance nationale (...)." 32

Aron présente son second argument comme le plus important: l'aide au F.L.N. est erronée parce qu'elle brise à la fois la légalité et la communauté nationale, parce qu'elle

³¹ Hervé Hamon et Patrick Rotman, <u>op. cit.</u>, p. 389. 32 "De la trahison", <u>loc. cit.</u>, p. 12. Souligné par Aron.

risque de conduire à la récusation de la légitimité démocratique et à la guerre civile. Certes, le respect de la
légalité et le refus de la guerre civile ne sont pas une
panacée: des situations extrêmes peuvent justifier l'insoumission, la dissidence ou le passage au camp ennemi. Aron
cite le cas des démocrates allemands qui se sont jugés déliés
de leurs obligations envers leur patrie malgré la légalité
du IIIe Reich sur le plan intérieur et sa légitimité sur le
plan extérieur: les crimes du régime hitlérien et l'inhumanité
de sa doctrine autorisaient moralement la rupture. Rien de
tel, selon Aron, dans le cas de la guerre d'Algérie:

(Jeanson) peut difficilement mettre en doute la légalité ou la légitimité des gouvernements de la IVe République. Le gouvernement de la Ve a dû son avènement à un quasi coup d'État militaire, mais ce coup d'État a été ratifié par des votes libres. Si Jeanson récuse les gouvernements français, il sera amené à récuser la légitimité démocratique elle-même. 33

Plus loin, il ajoute:

A l'heure présente, les libertés politiques subsistent encore pour l'essentiel. Les journaux qui dénoncent la "pacification" continuent de paraître malgré quelques saisies; les partis tiennent des congrès et votent des motions; le gouvernement n'est pas despotique; les citoyens ne sont pas ravalés au rang de sujets; les sondages ne révèlent pas d'opposition radicale entre ce que fait l'Etat et ce que souhaitent les Français. 34

La reconnaissance du caractère démocratique de la France est donc au coeur de l'argumentation d'Aron. Ne peut-elle

^{33 &}lt;u>Ibid.</u>, p. 10. 34 <u>Ibid.</u>, p. 13.

pas cependant être mise en doute au nom même des critères par lesquels Aron définit la démocratie: constitutionnalité, représentation et libertés personnelles 35? La Ve République est née d'un coup d'État, nous dit Aron, mais celui-ci fut ratifié par des votes libres. À cela, Jeanson répond qu'audelà des origines discutables du régime, on peut également reprocher à de Gaulle de ne pas respecter la constitution qu'il a lui-même fait voter 36. En France, poursuit Aron, les partis politiques ont pignon sur rue et peuvent participer aux élections. Mais qu'en est-il de l'Algérie où le référendum constitutionnel de septembre et les élections législatives de novembre 1958 se déroulèrent à l'ombre de l'armée et sous l'empire de la peur, étant donné l'absence de cessez-le-feu? 37 Quant aux libertés personnelles, ne sont-elles pas hypothéquées

37 En Algérie, seuls les partis favorables au "oui" sont autorisés à faire campagne pendant les semaines précédant le référendum. En métropole, la C.G.T. et la Ligue des droits de l'homme se voient interdites de propagande. De plus, les journaux métropolitains hostiles au gouvernement sont fréquemment saisis avant de pouvoir parvenir en Algérie. Cf. ibid., pp. 42-44.

entre les nations, Paris, Calmann-Lévy, 1962, p. 657.

36 Dans son Histoire de la république gaullienne
(Paris, Laffont, 1984), Pierre Viansson-Ponté écrit: "Ainsi en ira-t-il d'un bout à l'autre de la République gaullienne: malgré les protestations indignées de son président qui prendra à maintes reprises (...) la défense de l'institution, on chercherait en vain une seule décision du Conseil constitutionnel (...) qui soit contraire aux intérêts et aux vues du pouvoir. (...) On n'invoquera pas les quelques cas où l'avis donné fut contraire, par exception, aux voeux de l'Elysée et de l'Hôtel Matignon car il s'agit alors (...) de décisions qui seront tout simplement tenues pour nulles et non avenues par le pouvoir qui agira à sa guise" (p. 261).

elles aussi? Si Raymond Aron peut critiquer régulièrement dans ses articles la conduite du chef de l'Etat, des journaux subissent régulièrement la censure, des ouvrages sont frappés d'interdiction. Il est possible à cette époque de se prononcer contre la guerre d'Algérie, mais il semble que la liberté d'expression cesse là où commence l'appel à l'insoumission et l'atteinte au prestige de l'armée.

Bien sûr, au-delà de ces remarques, à peu près tout le monde convient que la république gaullienne des années 1958-1963 ne fut pas despotique, mais plutôt autoritaire et démocratique à la fois, qu'elle fut un régime faisant subir à la démocratie des accrocs importants, mais en conservant l'essentiel³⁸. Ce qu'il faut voir en revanche, c'est qu'Aron et Jeanson partent de points de vue diamétralement opposés. Celui-ci lie politique intérieure et politique extérieure. Celui-là au contraire les dissocie. C'est au nom de la première qu'Aron estime le régime démocratique et justifie son refus d'aider une armée étrangère. C'est de la seconde que Jeanson s'autorise pour proclamer la banqueroute morale de la France et déclarer dissoute la communauté nationale.

³⁸ Relevons cette intervention ahurissante dans les compétences du pouvoir judiciaire: irrité par le verdict du Haut tribunal militaire reconnaissant au général Salan les circonstances atténuantes, de Gaulle supprime le tribunal d'un trait de plume et le remplace par la Cour militaire de Justice (Viansson-Ponté, op. cit., p. 294). Dans les trente-quatre premiers mois de son existence, la Ve République en passera dix-huit, plus de la moitié, sous régime d'exception (ibid., p. 225): telles sont les limites de la démocratie gaullienne pendant la guerre d'Algérie.

Sans doute conscient de l'antinomie insurmontable qui sépare les deux positions, Aron invoque en dernier ressort un argument d'efficacité:

L'homme de droite qui se déclare en faveur de négociations avec le F.L.N. et d'une évolution vers l'indépendance contribue à susciter d'un côté et de l'autre l'esprit de compromis (...). Le Français qui s'engage dans les troupes du F.L.N. exerce-t-il une influence de même sorte? 39

Le porteur de valises lui répondra que seule son action a des chances d'inciter les Algériens à croire possible une amitié franco-algérienne, à ne pas voir dans la France que les paras de Massu et les colons fanatisés par l'O.A.S. Comment trancher?

¥

La comparaison Aron-Jeanson oppose deux pratiques politiques radicalement différentes inspirées pourtant d'une même position ou du moins d'une même prédiction quant à l'issue de la guerre d'Algérie. Or, si cette prédiction ("l'avènement d'un État algérien indépendant est inévitable") a reçu confirmation de l'histoire, les pratiques respectives d'Aron et de Jeanson demeurent pour leur part soustraites à l'évaluation rigoureuse. La désapprobation passive d'Aron a-t-elle réellement suscité l'esprit de compromis et la

^{39 &}quot;De la trahison", loc. cit., p. 14.

modération? L'aide du réseau Jeanson au F.L.N. a-t-elle sauvé les chances d'une amitié franco-algérienne? À ne considérer que la ratonnade d'octobre 1961 au métro Charonne, les barouds d'honneur de l'O.A.S., le départ en catastrophe des Français d'Algérie et le massacre des harkis, on serait porté à dire que ni l'une ni l'autre de ces attitudes n'a porté les fruits qu'on en espérait.

La décision d'Aron, celle de Jeanson, si l'on peut en repérer la logique, comportent par ailleurs une dimension "morale et existentielle" qui échappe à la démonstration, un caractère absolu qui relève de l'éthique. Aron conserve à sa patrie sa loyauté parce qu'il en juge le régime intérieur conforme à sa définition de la démocratie. Jeanson estime au contraire que le lien unissant la communauté française est profondément ébranlé par la politique coloniale des gouvernements. Chacune de ces propositions est juste, du moins Aron comme Jeanson accepteraient en partie le jugement de l'autre. Mais la situation de crise oblige à fixer sa position en fonction d'un seul de ces jugements et à lui accorder prépondérance, autrement dit à sacrifier la complexité du réel à la nécessité du choix. Celui d'Aron fut à n'en pas douter raisonnable; le choix de Jeanson fut-il pour autant déraisonnable?

CHAPITRE IV

"OBÉIR À SON DÉMON"

Raymond Aron a peu écrit sur la question juive. Sans doute craignait-il de trop céder à l'introspection: la raison qu'il voulait souveraine risquait d'en recevoir ombrage. Ne lançait-il pas une mise en garde au début du premier (et tardif) article important qu'il consacrait à ce sujet?

En tant que professeur, journaliste ou écrivain, je suis de ceux qui n'aiment pas le "je" et l'emploient le moins possible. Ma vie, mes pensées intimes ne regardent personne: je me sens comptable de mes enseignements ou de mes écrits, des faits que j'observe ou des idées que je défends. Au-delà ou en-decà, se dissimule le domaine réservé. 1

Pourquoi alors cet ouvrage où la pudeur et le style neutre de l'observateur battent en retraite devant la passion et la voix émue de l'homme: <u>De Gaulle, Israël et les Juifs</u>? Certains membres de la communauté juive française y ont vu l'explosion

^{1 &}quot;Les Juifs", écrit en 1960, recueilli dans Raymond Aron, <u>De Gaulle, Israël et les Juifs</u>, Paris, Plon, 1968, p. 136.

d'une "judaïcité" longtemps refoulée². Interrogeant Raymond Aron en 1980, Dominique Wolton dira du livre: "C'est un acte"³, l'assimilant implicitement à <u>La Tragédie algérienne</u>. Évoquant l'épisode dans ses <u>Mémoires</u>, Aron en parlera comme d'une "polémique inutile"⁴, non sans y consacrer pourtant un chapitre entier.

Avant d'aller plus loin, il convient de rappeler les faits et de situer l'ouvrage. Le 27 novembre 1967, de Gaulle prononce une conférence de presse au cours de laquelle il s'efforce de justifier la politique adoptée par la France à l'occasion de la guerre israélo-arabe de juin. Une "petite phrase", une "demi-douzaine de mots" sèmeront un émoi considérable: "Les Juifs, (...) un peuple d'élite, sûr de luimême et dominateur" Aron est touché, heurté, blessé. Il décide de répondre au Général par un texte qu'il intitulera "Le temps du soupçon". Ce réquisitoire, il dira avoir "longuement hésité" avant de l'écrire et avoir "hésité plus encore" avant de le publier: mais dès le début de l'année 1968, il

² Aron résume ainsi l'opinion qu'auraient émise certains de ses "coreligionnaires" à la suite de ses articles sur la guerre de Six Jours. <u>Ibid.</u>, p. 38.

^{3 &}lt;u>Le Spectateur engagé</u>, p. 250. 4 <u>Mémoires</u>, p. 518. Cette appréciation désabusée n'évoque-t-elle pas l'aveu d'impuissance exprimé lors des deux crises précédentes?

⁵ Pierre Viansson-Ponté commente en ces termes les réactions à la conférence de presse: "(...) ces mots déchaînent un nouvel orage, un orage comme on n'en avait pas vu (...). Une vague, un raz de marée de plaintes, de reproches et de cris déferlent vers l'Elysée." Histoire de la République gaullienne, p. 537.

6 Op. cit., p. 7.

paraîtra en librairie, daté du 28 décembre 1967 et accompagné d'une série d'articles antérieurs. Un mois seulement entre la conférence de presse et la fin de la rédaction d'un texte dont la qualité littéraire laisse voir un travail d'écriture minutieux: l'hésitation d'Aron, il faut la voir non pas longue comme il le dit, mais plutôt intense, profonde et déchirante. C'est que l'accusation est grave: par la "petite phrase", "les antisémites (...) recevaient du chef de l'État l'autorisation solennelle de reprendre la parole et d'user du même langage qu'avant le grand massacre".

Que dire de l'attitude adoptée par Raymond Aron en cette occasion? D'abord, on pourra se demander si, en regard des événements traités dans les deux chapitres précédents, il est pertinent d'employer ici le mot <u>crise</u>. Il m'apparaît pourtant que la situation créée par la "petite phrase", peut-être mieux que le conflit mondial ou la guerre d'Algérie, mérite d'être désignée par ce vocable: plutôt qu'une violence ouverte, mais dont Aron, pour des raisons évidentes, demeurait à l'abri, cet événement en apparence mineur provoque chez lui un ébran-lement intérieur le touchant dans son identité même. Il s'agit donc d'une crise politique se doublant d'une crise individuelle.

Cette identité est, si j'ose dire, doublement paradoxale. Se présentant comme Juif déjudaïsé, Français d'abord, mais

^{7 &}lt;u>Ibid.</u>, p. 17.

ressentant une mystérieuse solidarité tant à l'égard d'Israël que de la diaspora, Aron éprouve une appartenance paradoxale à une communauté qu'il définit déjà comme paradoxale. Cette situation ne rompt-elle pas le fragile équilibre du spectateur engagé? Comment prétendre sa conduite dictée par l'observation des faits s'il ressent la solidarité comme une douloureuse étreinte? Peut-il, avouant la passion qui l'anime, tenir encore le langage de la raison?

¥

Pour répondre à ces questions, il m'a semblé nécessaire de tracer un portrait des rapports qu'entretenait Aron à l'égard du judaïsme. Si cette relation est paradoxale, il faut dire avant tout que la communauté elle-même offre un visage paradoxal. Ni race fondée sur certains traits biologiques, ni nation au sens contemporain du terme, ni communauté se définissant exclusivement par l'adhésion religieuse, les Juifs peuvent être appelés un peuple, mais on emploie alors ce mot dans un sens qui ne convient qu'à ce seul cas. Dans son ouvrage consacré à la philosophie historique de Raymond Aron, Gaston Fessard note d'ailleurs la "fréquence insolite" avec laquelle le nom paradoxe et l'adjectif paradoxal reviennent sous la plume d'Aron lorsqu'il traite du judaïsme ou d'Israël⁸.

⁸ Gaston Fessard, <u>La Philosophie historique de Raymond Aron</u>, Paris, Fayard, 1980, p. 244. J'exposerai plus loin

Lorsqu'il entreprend de définir sa relation au juda sme, dans le premier article important qu'il consacre à ce sujet, en 1960, Aron le fait sans recourir formellement au mot, mais tout de même en construisant un paradoxe:

J'appartiens à une famille juive, originaire de Lorraine, mes parents déjà n'étaient plus ni pratiquants ni croyants. Je n'ai guère reçu d'instruction religieuse (...). J'ai reçu une culture française, sans empreinte visible de la tradition juive. Bien plus, le christianisme fut pour moi <u>la</u> religion, celle que me révélaient les philosophes que je lisais avec passion, celle à laquelle je me référais pour définir les droits et les exigences de la raison. 9

Plus proche de la religion chrétienne que de la foi de ses ancêtres, Aron affirme un peu plus loin ne pas souscrire aux interprétations théologiques de l'histoire juive sans toutefois les exclure. Incroyant, il refuse de quitter le terrain de la rationalité pour expliquer le destin d'un peuple; il demeure étranger à toute transcendance, sans nier que d'autres puissent y accéder. À la fin du même article, Aron tente de résumer ses propos d'une manière qui n'éclaire guère son attitude:

À titre individuel, je revendique le droit d'être Français sans trahir mes ancêtres, d'avoir une patrie sans renoncer à <u>ma</u> religion, même si, en fait, je n'adhère plus à celle-ci. 10

De toute évidence, la religion dont il est fait mention ici est le judaïsme puisque Raymond Aron posait justement comme

l'interprétation qu'offre cet auteur de l'attitude adoptée par Aron en 1967. Mais je voudrais souligner tout de suite ma dette à l'égard de sa remarquable exégèse des textes d'Aron.

^{9 &}lt;u>Op. cit.</u>, p. 136. Souligné par Aron. 10 <u>Op. cit.</u>, p. 157. C'est moi qui souligne.

un problème typiquement juif la difficulté de concilier patrie et religion.

Revenant sur le sujet en 1962, il aborde de front le problème épineux de la double loyauté: il ne s'agit plus cette fois du lien à l'endroit de la communauté d'origine, mais de la position de l'individu dans le triangle peuple juif-Israël-France.

Incroyant (au moins par rapport à l'interprétation courante de la religion), je ne marchanderai pas ma sympathie à Israël, mais je lui refuse un loyalisme national qui va à ma patrie. 11

Le peuple juif ne peut donc être défini exclusivement par la religion, puisque le Juif incroyant demeure un Juif. Mais il subsiste un lien mystérieux entre le Juif de la diaspora et Israël, encore qu'Aron soit incapable d'en préciser la nature. Dans le "Post-scriptum" qu'appelèrent les réactions à cet article réapparaissent les difficultés qui s'attachent à la définition du Juif et l'incertitude inhérente à sa condition: "Un Juif qui a perdu la foi et ne va plus au temple demeure un Juif, mais il s'interroge lui-même sur le sens de ce mot" 12.

Écrivant le 4 juin 1967, à l'heure où Israël lui semble menacé dans son existence même, Aron juge bon de commencer son article par une réaffirmation de la primauté de son être

^{11 &}quot;Les Juifs et l'État d'Israël", op. cit., p. 178.

¹² Op. cit., p. 181.

français sur son être juif:

Je suis ce que l'on appelle un "Juif assimilé". Enfant, j'ai pleuré aux malheurs de la France à Waterloo ou à Sedan. Aucun autre drapeau que le tricolore, aucun autre hymne que <u>La Marseillaise</u> ne mouillera jamais mes yeux. Hitler, il y a près de quarante ans maintenant, m'a révélé mon "judaïsme". Je me suis efforcé, vaille que vaille, de l'assumer, ce qui a voulu dire ne jamais le dissimuler. Etre juif, à mes yeux, n'est ni infamant, ni glorieux, je n'en tire ni honte, ni fierté, je n'ai même pas le droit de mettre en accusation l'humanité ou, du moins, pas plus que n'importe quel homme de coeur, puisque j'ai survécu au grand massacre. 13

L'appartenance française est ici présentée comme une participation active et affective, tandis que l'appartenance juive
apparaît comme un état subi, destin au sens tragique du
terme¹⁴. Dans "Le temps du soupçon", Aron persiste dans cette
voie d'une manière à première vue provocante. On peut y lire
en effet:

Je me sens moins éloigné d'un Français antisémite que d'un Juif du sud marocain qui ne parle d'autre langue que l'arabe et qui sort à peine de ce qui m'apparaît moyen-âge ou mieux obscurité impénétrable des cultures radicalement étrangères. 15

Malgré cette altérité reconnue, malgré une incroyance déclarée, celui qui disait éprouver une plus grande proximité

15 Op. cit., p. 35.

^{13 &}lt;u>Ibid.</u>, p. 63. 14 Cet autoportrait fait penser à la phrase de Sartre: "Le Juif est un homme que les autres tiennent pour Juif (...)." <u>Réflexions sur la question juive</u>, Paris, Gallimard, 1954, p. 83. Aron est d'ailleurs présenté dans cet ouvrage comme type du Juif "authentique": voir pp. 168-169.

à l'égard du christianisme que du judaïsme n'est pas sans ressentir une profonde solidarité envers sa communauté d'origine. Même si, dans l'article de 1960, il affirmait son intention de ne jamais militer dans les ligues contre l'antisémitisme 16, il rectifiait ou du moins nuançait son propos dans le "Post-scriptum" de 1962:

(...) si assimilé qu'il soit ou se juge, le Juif garde un sentiment de solidarité et avec les ancêtres et avec les autres communautés juives de la diaspora. (...) un Juif ne peut pas fuir son destin et ignorer ceux qui, ailleurs, ont cru ou croient au même Dieu d'Isaac ou de Jacob, celui de ses ancêtres. 17

Médiation obscure de la religion ou du moins d'un vestige de celle-ci, puisque persiste un lien qui survit à l'abandon de la foi par l'individu.

Cet attachement atteint un paroxysme dans l'article écrit le 4 juin 1967:

(...) les Juifs français qui ont donné leur âme à tous les révolutionnaires noirs, bruns ou jaunes, hurlent maintenant de douleur pendant que leurs amis hurlent à la mort. Je souffre comme eux, avec eux, quoi qu'ils aient dit ou fait, non parce que nous sommes devenus sionistes ou israéliens, mais parce que monte en nous un sentiment irrésistible de solidarité. Peu importe d'où il vient. Si les grandes puissances, selon le calcul froid de leurs intérêts, laissent détruire le petit État qui n'est pas le mien, ce crime, modeste à l'échelle du nombre, m'enlèverait la force de vivre (...). 18

^{16 &}lt;u>Ibid.</u>, p. 157. L'attitude adoptée à la suite de la conférence de presse ne contredit-elle pas cette assertion?

17 <u>Ibid.</u>, p. 182.

^{18 &}quot;Face à la tragédie", ibid., pp. 69-70.

Mise en parallèle avec ce passage, la profession de loyauté française citée plus haut ne visait-elle pas à faire contrepoids? La condition juive qui paraissait subie et presque imposée de l'extérieur prend ici la figure d'une nécessité intérieure et reçoit un acquiescement sans réserve. De la même façon, la phrase dans laquelle Aron se disait plus proche d'un Français antisémite que d'un Juif marocain équilibre-t-elle la suivante:

Mais du jour où un Souverain décrète que les Juifs dispersés forment "un peuple sûr de lui-même et dominateur", je n'ai pas le choix. Seuls les enfants se défendent en accusant les autres: "ce n'est pas moi, c'est lui". 19

De cette solidarité, on trouve un autre écho un peu plus loin, lorsque, à propos des Juifs croyants, Aron déclare: "(...) je me mépriserais si je les laissais défendre seuls une liberté dont je me passerais plus aisément qu'eux" 20.

Telle est, sommairement décrite, le relation entre Raymond et le judaïsme: sentiment d'appartenance complexe, voire contradictoire. L'observateur que souhaite être Aron se trouve placé dans une situation de participation affective qui rend singulièrement malaisé le maintien d'une attitude fondée d'abord sur la raison.

*

^{19 &}lt;u>Ibid.</u>, p. 35.

Les articles recueillis dans <u>De Gaulle, Israël et les</u>

<u>Juifs</u> témoignent, peu importe leur date de parution, d'une
vive conscience des difficultés qu'entraînait cette relation
paradoxale. Une lecture serrée de ces textes permet toutefois
de repérer trois moments ou trois manières successives de
poser le problème des rapports entre l'observateur et son
objet.

Dans l'article de 1960, "Les Juifs", Aron se présentait comme "sociologue engagé" et reconnaissait ne pouvoir "feindre sans hypocrisie l'objectivité du spectateur pur". Il laissait cependant le lecteur juger "si, oui ou non, l'engagement de l'homme (faussait) les perspectives du sociologue"21. C'est dire qu'il concevait possible une distinction nette entre la subjectivité de l'individu engagé dans l'histoire et l'objectivité du savant tout occupé à comprendre. L'article de 1962, "Les Juifs et l'Etat d'Israël", offrait une construction du même type: la première partie se voulait une analyse dépourvue de jugements de valeurs (Aron prenait cependant soin de parler à ce propos d'une "impartialité apparente"), la seconde énonçait les vues personnelles de l'auteur. Celui-ci allait d'ailleurs jusqu'à marquer la différence par un changement d'ordre stylistique: "Laissons le style impersonnel et passons à la première personne"22.

^{21 &}lt;u>Ibid.</u>, p. 136.

^{22 &}lt;u>Ibid.</u>, p. 174.

L'article du 4 juin 1967, "Face à la tragédie", rend un son assez différent. Ayant écrit "dans l'angoisse", Aron sent le besoin de préciser, dans une note liminaire rédigée quatre jours plus tard (la note et l'article paraîtront le 12 juin), qu'il avait été "incapable de choisir entre le langage de la confession et celui de l'analyse"23. On n'y retrouve pas la structure dualiste qui ordonnait les deux articles cités plus haut. Le texte est plutôt marqué par une oscillation: confession et analyse s'y chevauchent. Par deux fois, Aron s'efforce de reprendre une attitude plus détachée, plus neutre, mais il se retire cette possibilité en affirmant dès le départ qu'un Juif ne saurait être objectif quand il parle d'Israël et en avouant un sentiment de solidarité qu'il ne veut pas chercher à comprendre et auquel il s'abandonne 24. Les articles de 1960 et 1962 étaient fondés sur la prétention à séparer efficacement analyse des faits et jugements de valeurs; ceux de 1967 témoignent pratiquement de la difficulté à opérer cette distinction.

^{23 &}lt;u>Ibid.</u>, p. 71.
24 Le texte s'ouvre par cette phrase: "Croyant ou incroyant, sioniste ou antisioniste, aucun Juif ne peut être objectif quand il y va d'Israël (...)"(<u>ibid.</u>, p. 63). En page 67, Aron amorce par ces mots la deuxième partie de l'article: "Laissons les cas de conscience. Redevenons ce que, d'ordinaire, nous cherchons à être: l'observateur qui voudrait comprendre et aider à comprendre." De même, diratil un peu plus loin: "Reprenons le langage de l'analyste" (<u>ibid.</u>, p. 70). Cette phrase suit immédiatement le paragraphe déjà cité dans lequel il reconnaît le sentiment de solidarité qui l'anime et à propos duquel il a cet aveu si peu aronien: "Peu importe d'où il vient."

D'où vient une telle différence? Les articles du début postulaient une nette distinction entre politique et religion et cherchaient à expliquer l'histoire juive, celle d'Israël aussi, sans quitter le terrain profane. Les textes écrits au cours de l'été 1967 affirment au contraire que, dans le conflit israélo-arabe, politique et religion sont "inextricablement mêlées"25 et que l'observateur risque "de méconnaître l'essentiel, dès qu'il s'en tient au langage de la raison et de l'incroyance" 26. Les notes rectificatives qu'en 1967 Aron ajoutera à ses deux premiers articles vont d'ailleurs dans le même sens, puisqu'elles nuancent ou corrigent des affirmations sur le caractère laic de l'Etat d'Israël. Dès lors, c'est la spécificité de la politique qui est ici mise en doute et, partant, la possibilité d'une délibération raisonnable quant au conflit israélo-arabe. Comment trancher par exemple de la juridiction sur Jérusalem sans heurter la foi d'une des parties en présence?

Dans "Le temps du soupçon", la pertinence d'un débat raisonnable est même remise en cause:

En certaines circonstances, l'intellectuel tenterait vainement d'aboutir à une prise de position à force de réflexion, en pesant le pour et le contre, en confrontant les dossiers des uns et des autres, en se référant aux règles abstraites de la justice. Il se tait ou il obéit à son démon. 27

^{25 &}lt;u>Ibid.</u>, p. 112.

^{26 &}lt;u>Ibid.</u>, p. 101.

^{27 &}lt;u>Ibid.</u>, p. 41.

En ces deux phrases dont l'accent weberien ne trompe pas, c'est toute la méthode à laquelle Aron jugeait nécessaire de s'astreindre qui est déclarée vaine. Si, un peu plus loin, il tempère ce mouvement subjectif ("Essayons de poser le problème en termes raisonnables (...)"), c'est pour douter aussitôt de l'efficacité de la raison en pareille matière 28. Aron reconnaît donc dans ce texte la nécessité d'un choix subjectif et au bout du compte indémontrable.

Serait-ce que le conflit israélo-arabe constitue un cas limite, un problème d'une complexité telle que celle-ci le dérobe aux pouvoirs de la seule raison? Sans doute Aron voit-il ainsi les choses en cette fin d'année 1967, la "petite phrase" du Général ayant ravivé l'émotion éprouvée en maijuin. Mais on peut, observant l'attitude d'Aron en cette occasion, identifier les deux pôles entre lesquels oscilla sa pensée tout au long de sa carrière intellectuelle. D'un côté, le pôle positiviste: c'est celui vers lequel tend le sociologue, par moments "tenté de jouer au béotien et d'affirmer que toute société est soumise à des contraintes de <u>fait</u> (...)"²⁹. Insistant parfois avec lourdeur sur ces faits, il ne cherche pas à dissimuler ses préférences, mais croit fermement qu'elles n'empêchent pas sa réflexion de comporter

29 Raymond Aron, <u>La Révolution introuvable</u>, <u>op. cit.</u>, pp. 122-123. C'est Aron qui souligne.

^{28 &}lt;u>Ibid.</u>, pp. 41-42. La phrase exacte est: "Essayons de poser le problème en termes raisonnables si, en cette conjoncture, la raison a une chance d'être entendue."

une part objective, de tendre vers la vérité. Ce sociologue tenté par le positivisme prend le dessus dans les périodes tranquilles, par exemple en ces années 1960 et 1962 où Aron écrivit "Les Juifs" et "Les Juifs et l'État d'Israël". De l'autre côté, le pôle subjectiviste: c'est celui qui attire le philosophe, conscient de ce qu'en "matière d'histoire, il n'y a pas de faits qui ne soient ou saisis par le regard de l'observateur, ou reconstruits (...) par l'historien"³⁰. Ce philosophe domine dans les époques inquiètes; il choisit, il décide, il s'engage pendant les crises. À aucun moment ne s'est-il aussi franchement affirmé que lorsqu'il entreprit de répondre à la "petite phrase".

¥

Dans son ouvrage sur <u>La Philosophie historique de Raymond</u>

<u>Aron</u>, le Père Gaston Fessard s'est livré à une exégèse fouillée des textes recueillis dans <u>De Gaulle</u>, <u>Israël et les Juifs</u>
et en a tiré une interprétation à la fois originale et audacieuse. Entre ce qu'il appelle la pratique d'Aron, c'est-àdire son engagement en faveur d'Israël et sa réaction au "danger d'antisémitisme suscité par les propos du chef de l'État", et sa théorie, telle qu'énoncée dans la thèse de 1938, Fessard constate un décalage, un "dépassement" de la

^{30 &}lt;u>Ibid.</u>, p. 122.

théorie par la pratique. En remettant en cause le détachement qu'il éprouvait jusqu'alors à l'endroit de ses "coreligionnaires" et en se découvrant une solidarité fondée sur une religion qu'il partage avec eux sans pourtant y adhérer, Aron quitterait "le terrain du rationnel horizontal" 31 et abandonnerait la distinction qu'il établissait entre histoire humaine et histoire surnaturelle. Pour Fessard. l'explication d'un tel sentiment d'appartenance nécessite le recours à une dimension supra-rationnelle. Ceci ne fait pas d'Aron un croyant. Mais Fessard en déduit un attachement de l'auteur tant au judaïsme qu'au christianisme. À l'endroit du premier, Aron ressent, on l'a dit, une solidarité qu'il n'arrive pas à expliquer et dont le sens ne peut, selon Fessard, être épuisé par la pensée rationaliste. Au second, Aron accorde une préférence philosophique parce qu'au particularisme national des Juifs, il substitue l'universalisme. La thèse est surprenante au premier abord; mais les textes écrits au cours de cette tumultueuse année 1967 ne montrent-ils pas les limites du rationalisme aronien?

Consacrant dans ses <u>Mémoires</u> quelques pages au livre de son ami, Aron en conteste les conclusions. Se demandant si sa solidarité à l'endroit d'Israël est "plus intellectuelle" ou "plus organique" que son attachement à la France, il répond:

³¹ Fessard, op. cit., p. 323.

Peut-être l'une et l'autre à la fois. En tout état de cause, cette "solidarité" ne s'élève pas au niveau de l'Histoire sacrée, surnaturelle, dont je réserve la place pour les croyants, mais auquel je n'accède pas. 32

En concédant que "chacun peut interpréter à sa manière le surgissement des émotions refoulées aux temps tranquilles"³³, Aron présente d'une façon pour le moins un peu simple l'attitude qui s'exprime dans "Le temps du soupçon". Rationalisant son refus de prendre en compte la seule raison et le choix qu'il a fait "d'obéir à son démon", il réduit ceuxci à un débordement émotionnel, à une perte de contrôle sur ses sentiments intimes. L'édifice intellectuel, la méthode, la théorie sont saufs; c'est l'homme qui a failli, la pratique qui a été fautive. Au-delà de cette dénégation, c'est l'essentiel qu'esquive Aron, comme l'a noté Paul Thibaud: ce qui est en cause, ce n'est pas tant l'explication par le sacré ou le surnaturel que l'aveu d'une appartenance reliant l'individu à un groupe de référence particulier, un "nous", et l'arrachant à l'universalisme abstrait³⁴.

Expliquer l'attitude singulière adoptée en 1967 par l'hypothèse du refoulement me semble en effet un peu court. Que des événements d'une forte intensité dramatique suscitent l'expression passionnée de sentiments en d'autres temps tenus

^{32 &}lt;u>Op. cit.</u>, p. 526.

³³ Op. cit., p. 525.
34 Paul Thibaud, "L'oeil du cyclône: Raymond Aron",
Esprit, mai 1984, pp. 59-74. Voir particulièrement les
pages 68 et 69.

en bride. le fait est bien sûr plausible. Mais pourquoi la menace qu'Aron sentait peser sur Israël ce 4 juin 1967, pourquoi la phrase du Général jugée offensante, pourquoi ces événements précis ont-ils provoqué cette expression? Pourquoi l'attachement à la France n'a-t-il pas joué ici son rôle de "verrou de sûreté", comme il le fit si bien à l'époque du génocide? Celui-ci est pourtant, au flanc de l'histoire juive, une blessure autrement douloureuse que la guerre de Six Jours ou la conférence de presse, simples coups d'épingle. Il est donc difficile de rendre compte du comportement adopté par Aron en décembre 1967 si l'on s'en tient à l'hypothèse du refoulement ou si l'on se contente d'y voir l'effet d'une solidarité juive. Il faut examiner celle-ci et celui-là en rapport avec cet attachement à la France qui joua un si grand rôle à l'époque du génocide et apparemment fit défaut en 1967³⁵.

*

Une mise en garde s'impose ici. Vouloir expliquer un comportement individuel suppose que la compréhension qu'avait

³⁵ Je dis décembre parce que c'est à cette date qu'Aron prend une décision: réunir en un volume des articles rédigés dans le cadre normal de son travail de commentateur en les faisant précéder d'un réquisitoire violent contre les propos du Général. La conférence de presse est donc ici le détonateur véritable. L'inquiétude, l'angoisse ressentie au cours de la guerre de juin préparait le terrain, mais elle ne constitue pas le coeur de la crise.

l'acteur de ses gestes n'épuise pas le sens de ceux-ci et qu'une part d'opacité puisse être après coup dissipée par l'observateur extérieur. La rationalisation psychologique à laquelle je me livrerai dans les prochains paragraphes ne peut être soumise à une vérification rigoureuse: comme il s'agit d'une aventure singulière, il est par définition impossible de trouver des situations parfaitement comparables qui permettraient une répétition de l'expérience. Ce qui importe, c'est que cette reconstruction ne comporte pas de contradictions intrinsèques et qu'elle éclaire des aspects laissés dans l'ombre par les explications précédentes.

La thèse du refoulement et celle de la "judaïcité" négligent, à mon avis, d'accorder sa juste place à l'attachement proclamé d'Aron à la France. Or, à moins de ne voir dans ces déclarations patriotiques qu'un moyen de défense, conscient ou non, contre d'éventuelles accusations de double loyauté, il est nécessaire d'accorder un rôle majeur à ce sentiment dans l'explication de l'attitude adoptée par Aron en 1967.

Je crois d'abord que la réaction suscitée par la "petite phrase" tient justement son caractère viscéral de cet attachement éprouvé et désiré. Pour un Français d'origine juive qui se veut d'abord français et se sent détaché de ses origines juives, l'insistance malveillante sur ce qui distingue les

Français juifs du reste des Français est nécessairement perçue et ressentie comme une forme de rejet. Pour le Français juif moins patriote, ce rejet incitera peut-être au repli sur l'identité juive, à l'exil intérieur, voire à l'émigration vers Israël. Pour Raymond Aron, cette attitude résignée, cet acquiescement à la distinction établie par l'antisémitisme est impensable. La blessure n'en sera que plus douloureuse, la réaction plus ulcérée.

Cet antisémitisme n'est cependant pas le fait d'intellectuels en délire ou de démagogues ambitieux qu'on ne
saurait confondre avec le corps de la nation. Suscité par
les propos du chef de l'État, lequel tient sa légitimité
du suffrage universel, il ne peut que blesser davantage le
Français juif patriote. Non pas seulement, comme je l'ai dit,
parce qu'en tant que Juif, il se sent rejeté, mais parce
qu'en tant que Français, il souffre de ce que l'antisémitisme
semble lié au destin de la communauté nationale. Depuis les
persécutions infligées aux "assassins du Christ" par la
"fille aînée de l'Église" jusqu'à la contribution vichyste à
l'holocauste en passant par l'affaire Dreyfus (dont Hannah
Arendt a souligné le rôle dans la genèse de l'antisémitisme
moderne), cette tare traverse l'histoire de la France comme
un fil noir³⁶. La réaction d'Aron à la conférence de presse

³⁶ Je n'ignore pas que la Révolution a accordé aux Juifs l'émancipation. Mais force est de constater que celle-ci non seulement n'a pas mis fin à l'antisémitisme, mais l'a parfois stimulé. Cette question des "effets pervers" de l'émancipation appelle de longs développements.

de novembre 1967 a pour effet de rattacher le présent à ce passé antisémite, plus précisément à la période vichyste, et de faire des vingt années de l'après-génocide non pas une époque enfin guérie de l'antisémitisme, mais une simple parenthèse levée dès que le remords eut été suffisamment dissipé pour ne plus imposer silence à la haine. Certes, Aron sait la différence entre les lois anti-juives, le numerus clausus et les déportations d'une part, la "petite phrase" suivie d'excuses embarrassées d'autre part. Mais le choix d'un titre comme "Le temps du soupçon", déjà utilisé par Aron pour désigner la vague antisémite des années 1930 (donc le prélude au massacre)³⁷, puis l'évocation de Xavier Vallat (commissaire aux Affaires juives sous Vichy), à qui reviendrait selon Aron l'expression "peuple dominateur", ont pour effet de télescoper les deux époques.

On doit toutefois se demander pourquoi cet attachement patriotique ne conduit pas, comme au moment du génocide, à une certaine forme d'autocensure. C'est qu'entre les années de guerre et la fin de 1967, il y a une différence de taille. De 1940 à 1944, la France était menacée dans son existence même, tant par l'occupation allemande que par la guerre civile. En 1967, par contre, dégagée du bourbier algérien depuis

³⁷ C'est ce que fait remarquer Jean-Louis Missika dans "Juif par le regard de l'autre?", Commentaire, no 28-29, hiver 1985, p. 191.

cinq ans, apparemment stabilisée dans ses institutions politiques, aucun danger ne la guette. Cette absence de péril laisse le patriote en quelque sorte disponible pour d'autres fidélités. Si, en 1967, Aron éprouve à l'égard du peuple juif une solidarité beaucoup plus vive qu'à l'époque où ce peuple subissait l'épreuve suprême, c'est qu'aucune menace pesant sur la patrie à laquelle va sa loyauté ne vient faire écran à cette seconde appartenance.

*

En quoi l'attitude adoptée par Raymond Aron en décembre 1967 ressemble-t-elle à, en quoi diffère-t-elle de celles observées lors des deux crises précédentes? En 1940, partir pour Londres était un geste de révolte, une décision radicale; l'analyse développée dans <u>La France libre</u> de 1941 à 1945 se signalait paradoxalement par sa modération et son esprit de conciliation. En 1957, le contenu tranché de la position, mais aussi la décision de la rendre publique avaient secoué l'opinion; le refus de joindre à cette désapprobation de la politique officielle des appels à l'insoumission ou des actes de rébellion distinguait la pratique d'Aron de celle préconisée par d'autres intellectuels.

En 1967, on n'a pas affaire cette fois à une crise prolongée sur quelques années, mais à un événement unique (la conférence de presse), certes précédé d'une situation (la guerre de juin) qui en fournit l'occasion et en prépare le caractère dramatique. Plus qu'à l'occasion des crises précédentes, l'attitude est tranchée: l'interprétation que donne Aron de la "petite phrase" peut difficilement être plus sévère, la décision d'intervenir publiquement et le ton virulent témoignent d'une émotion que l'auteur ne cherche pas à retenir. Alors que l'analyse nuancée du régime vichyste et le plaidoyer pour l'indépendance algérienne se prétendaient raisonnables et s'opposaient à des positions qu'Aron jugeait manichéennes, le réquisitoire contenu dans "Le temps du soupçon" ne s'embarrasse pas de ces précautions. Raymond Aron décide "d'obéir à son démon": il reconnaît que les valeurs en fonction desquelles il fixe son attitude sont à la limite indémontrables et que sa conduite est en dernier ressort guidée par ses sentiments.

* * *

CHAPTTRE V

UN PROFESSEUR EN COLÈRE

Le court ouvrage consacré par Raymond Aron aux événements du mois de mai 1968 ne se compare guère au reste de sa production. Composé d'une série d'entretiens réalisés au début de juillet et d'une quinzaine d'articles parus d'abord dans Le Figaro en mai et juin, La Révolution introuvable est un livre écrit à chaud et dont le ton spontané s'explique en partie par la proximité de l'événement. À la fois témoin, acteur, analyste et juge de ce qu'il appellera bientôt "psychodrame" ou "pseudo-révolution", Aron fait penser ici au Marx des écrits historiques¹. Si certains critiques ont jugé que l'absence de recul et surtout l'émotion de l'auteur font de cet ouvrage l'un de ses plus contestables², celui

¹ C'est Aron lui-même qui fait la comparaison, On sait qu'il se plaisait à présenter son oeuvre comme une réflexion éclairée par le marxisme.

² Aron rapporte dans ses <u>Mémoires</u>: "En 1979 encore, à l'occasion du prix Goethe, R. Dahrendorf s'exprima sur mon attitude à l'égard des "événements" avec tant de circonspection que l'on devinait ses sentiments: sous le coup de l'émotion, j'aurais été inférieur et peut-être infidèle à moimême" (op. cit., p. 471).

qui souhaite étudier l'attitude de Raymond Aron devant une crise dispose pour sa part d'un document exceptionnel. Le caractère fruste du texte, son inachèvement formel montrent l'intellectuel au travail et au combat: il découpe, il trie, il ordonne le foisonnement du réel afin de comprendre; il attaque, non sans violence parfois, ceux en qui il voit des apprentis-sorciers.

Retraçons d'abord rapidement la genèse de l'ouvrage. Au printemps 1968, Aron n'enseigne plus à la Sorbonne qu'il a quittée en janvier: il aurait donc pu, comme il le dit dans ses Mémoires, garder silence et se cantonner dans une expectative prudente. De fait, il hésita passablement avant d'intervenir: si, dans la semaine du 4 au 11 mai, il prit la parole à Radio-Luxembourg, ce fut "plutôt pour expliquer les troubles que pour les condamner ou les approuver"3. Le samedi 11, il fut approché cette fois par la radio-télévision française; la requête émanait de Bernard Tricot, secrétaire général de l'Élysée. Aron refusa cette tribune, ne sachant que dire et doutant de l'efficacité d'une intervention de sa part4. Les 15 et 16 mai, il signe deux articles qui paraissent sous le titre "Réflexions d'un universitaire". La conclusion, c'est le moins qu'on puisse dire, est marquée au coin de la prudence:

^{3 &}lt;u>Ibid.</u>, p. 472. 4 <u>Ibid.</u>, p. 473.

(...) un dialogue avec nos étudiants peut-il, doit-il s'engager? À coup sûr. Le déchaînement actuel porte en lui, sur le plan de l'histoire, plus de péril que d'espérance, mais les acteurs du drame, refusant les mots d'ordre conventionnels, étrangers aux vieux partis, offrent, malgré tout, la chance d'une totale disponibilité. 5

Dans cette incertitude, Aron s'envole vers les Étatsunis, pour une tournée de conférences prévue depuis longtemps.
Le 20, il rentre précipitamment à Paris, manquant par le fait
même à l'un de ses engagements. Devant la révolte qui s'amplifie et l'apparente décomposition du pouvoir, Aron ne publie
qu'un article, un collage de citations de Tocqueville où le
point de vue perce nettement sous l'ironie. C'est seulement
le 4 juin, une fois que le discours prononcé par de Gaulle
le 30 mai aura commencé à faire tourner le vent, que débutera
dans <u>Le Figaro</u> une série de neuf articles étalée sur seize
jours.

Ces articles, centrés sur la crise universitaire, débordent le cadre ordinaire des analyses d'Aron. Contrairement à son habitude, il ne se contente pas de chercher à comprendre: il propose des formes d'action. Le 11 juin, il annonce la mise sur pied d'un "comité de défense et de rénovation de l'université française" et invite à s'y joindre "tous ceux qui (le) liront et qui trouveront dans (ses) propos l'écho de leurs pensées". Pour justifier cette attitude singulière, Aron

⁵ La Révolution introuvable, op. cit., p. 161.

écrira cette phrase qui, invoquant le caractère exceptionnel de la situation, réconcilie ce qui jusqu'ici semblait s'opposer: "L'effort pour comprendre n'exclut pas, dans la conjoncture présente, la passion d'agir". Trois à quatre mille personnes répondront à son appel, s'il faut l'en croire?. Pourtant, dès le 19 juin, Aron renonce à la mise sur pied d'une organisation permanente et ne propose plus qu'un "comité de liaison". Cette entreprise sera à son tour abandonnée: le retour en force du parti de l'ordre aux élections législatives permettait à l'Etat de reprendre en mains la "défense" et la "rénovation" de l'université. Malgré que son projet ait fait long feu, Raymond Aron est apparu pendant quelques semaines comme un "leader d'opinion", selon l'expression employée par Dominique Wolton.

L'idée d'un livre fut suggérée par l'éditeur qui venait de publier <u>La Brèche</u>, analyse celle-là tout enthousiaste des événements encore récents. N'ayant que peu de temps à y

^{6 &}lt;u>Ibid.</u>, p. 170. Rappelons qu'à l'époque de la guerre d'Algérie, Aron s'est maintenu dans ce qu'il appelait lui-même une attitude de désapprobation passive et qu'il s'en est justifié par la suite en arguant qu'un écrivain "manifeste son désaccord en écrivant" (voir <u>supra</u>, p. 90). En 1967, Aron reconnaissait par ailleurs ne pouvoir atteindre l'objectivité et avouait obéir à son démon. Il m'apparaît que ces deux précédents contredisent chacun à leur manière la phrase de 1968: en 1957-1962, l'effort pour comprendre semblait exclure la passion d'agir; en 1967, la passion d'agir fait obstacle à l'effort pour comprendre.

^{7 &}lt;u>Le Specteur engagé</u>, op. cit., p. 263.

B Ibid., p. 265.

⁹ Jean-Marc Coudray, Claude Lefort et Edgar Morin, La Breche, Paris, Fayard, 1968.

consacrer, Aron consentit à une série d'entretiens avec Alain Duhamel: ceux-ci furent enregistrés sur magnétophone en quatre matinées consécutives. Les cendres de l'émeute étant encore chaudes, <u>La Révolution introuvable</u> fut présentée par Aron comme une oeuvre de "combat". Dans l'introduction, l'auteur précisait le but de son ouvrage: "Livre d'humeur, il n'a pas la prétention de dire la vérité ou le sens de l'événement, il a pour objectif de le <u>démystifier</u>, de le <u>désacraliser</u>"¹⁰.

Deux questions domineront ce chapitre. La première touche à l'attitude, disons, intellectuelle d'Aron devant les événements de mai: il ne s'agit pas tant ici de l'analyse ou de l'interprétation que de ce que j'appellerais les réflexes intellectuels par lesquels l'auteur rend intelligible, et d'abord rend intelligible pour lui, l'épisode qui lui semble le plus "irrationnel" de l'histoire de France¹¹. La seconde a déjà été formulée par François George et a trait à l'attitude psychologique de l'auteur, au sentiment de colère qui l'anime: "N'aurait-il pu goûter le "psychodrame" en spectateur indulgent?" 12

¥

¹⁰ Op. cit., p. 12. C'est Aron qui souligne.

^{11 &}lt;u>Ibid.</u>, pp. 26-27. 12 François George, "Raymond Aron, prose et vérité", <u>Critique</u>, novembre 1983, p. 849.

Dans l'article qu'il consacre à La Révolution introuvable, Claude Polin observe "qu'une des surprises, et non des moindres, de cet ouvrage est de voir Raymond Aron adopter sans effort un langage aussi étranger à son univers intellectuel habituel que celui de la psychanalyse"13. "Il va aussi loin que de parler d'insconscient collectif", précise Polin en bas de page. La référence à ce concept jungien hautement contesté témoigne de la difficulté qu'éprouve Aron à appréhender globalement un phénomène aussi multiple que "mai 68". On se surprend également à découvrir au début des entretiens de juillet un disciple de Durkheim: "la racine du mal est l'absence de "fondation morale" et le problème soulevé est celui de la restauration d'une foi collective"14, dit un peu plus loin Polin, se référant à la fin du premier chapitre de l'ouvrage. Ajoutons qu'Aron sollicite également l'interprétation biologique à la Konrad Lorenz: "La pacification de la vie collective entraîne une sorte de refoulement des pulsions agressives. (...) l'homme, animal agressif, a besoin d'exprimer son agressivité"15.

^{13 &}quot;Not one of the least surprises of this book is to see Raymond Aron adopt, effortlessly, a language as alien to his usual intellectual universe as that of psychoanalysis." Et: "He goes so far as to speak of the collective unconscious." Claude Polin, "Raymond Aron and the Revolution or The Grand Passion of a Liberal", Social Research, Spring 1970, p. 105.

^{14 &}quot;The root of the evil is the absence of a "moral foundation" and the problem raised by the crisis is that of the restoration of a collective faith." <u>Ibid.</u>, p. 106.

¹⁵ Raymond Aron, op. cit., p. 47.

Ces trois exemples, tirés du chapitre initial de l'ouvrage, suggèrent le malaise intellectuel ressenti par Aron devant l'événement. Ces concepts qui ne sont pas les siens font ici figure de poncifs. Peut-être révèlent-ils les a priori de l'individu Aron, des idées dont habituellement il se garde dans l'analyse, mais qui resurgissent lorsqu'il se décontenance. Mais au-delà de ces tentatives d'appréhension quelque peu maladroites, quelle est la réaction du sociologue face aux événements de mai? Devant le spectacle qu'offre la France, a-t-il un sentiment de nouveauté absolue ou éprouvet-il une impression de déjà vu? Dès le premier article, Aron s'efforce en fait de ramener l'inconnu au connu, de dissiper l'apparence d'inédit: c'est ce qu'il entendait lorsqu'il parlait de "démystifier" et de "désacraliser" l'événement. Pour l'ausculter, il s'y prend de trois manières: 1) il fonctionne par comparaisons historiques afin de découvrir des précédents à ce qui semble nouveau; 2) il explique le dénouement des péripéties par le jeu des acteurs traditionnels de la politique française, gaullistes et communistes, au détriment de ces acteurs nouveaux que sont les étudiants et les grévistes inorganisés; 3) il procède enfin à une série de découpages sur l'événement global afin de faire reculer l'inintelligibilité du tout au profit de l'intelligibilité des parties.

La première comparaison historique apparaît dès le quatrième paragraphe du premier article (paru le 15 mai):

(...) quand j'ai rencontré à Berlin, en janvier dernier, les étudiants berlinois en colère, je n'ai pu me défendre d'évoquer les étudiants en colère de 1930 et 1931, que j'avais connus quand je venais juste de passer de l'autre côté de la barricade. Eux aussi, me disait-on à l'époque, avaient nécessairement raison puisqu'ils représentaient l'avenir (celui-ci a eu pour nom Hitler). 16

Le lien entre étudiants d'hier et d'aujourd'hui est tracé par le nom de Marcuse dont Aron rappelle l'opposition au régime de Weimar. Malgré la conclusion prudente de l'article suivant ("les acteurs du drame (...) offrent, malgré tout, la chance d'une totale disponibilité"), on ne peut nier que cette première comparaison suggère une interprétation dramatique, excessivement dramatique, de la situation.

Cette référence à l'entre-deux-guerres revient dans un article paru le 28 juin:

Nous voici revenus à une période à certains égards comparable à celle des années 30. La menace venait, à l'époque, de l'extrémisme de droite, mais les victimes désignées refusaient de prendre au sérieux des projets avoués mais apparemment incroyables. 17

Publiée à deux jours du prévisible balayage gaulliste (le premier tour, le 23 juin, avait indiqué une forte poussée), cette dernière phrase montre bien que, non pas seulement au début mais tout au long de la crise, Aron fut habité d'une inquiétude réelle.

^{16 &}lt;u>Ibid.</u>, p. 157. 17 <u>Ibid.</u>, p. 185.

Une deuxième comparaison apparaît dans l'article du 29 mai. L'utilisation de citations extraites des <u>Souvenirs</u> de Tocqueville a été présentée par Aron comme un moyen de faire connaître ironiquement son point de vue tout en contournant la censure 18. La comparaison établie entre 1848 et 1968 suggère que certains traits nationaux des Français à l'oeuvre dans ces deux révolutions permettraient d'éclairer un tant soit peu la bizarrerie de la situation actuelle.

Cette comparaison est développée dans les entretiens de juillet. Bien plus, elle devient en quelque sorte un principe d'explication: 1848 et 1789 ne sont pas seulement des précédents dont l'examen révélerait des traits communs avec la conjoncture nouvelle, ce sont des modèles que les acteurs du drame actuel ont cherché à imiter plus ou moins consciemment. C'est le sens que donne Aron au mot psychodrame:

(...) les Français s'étaient joué à eux-mêmes une sorte d'immense comédie, dans un siècle où les révolutions du modèle de 1848 n'ont plus de sens, ils se sont donné à eux-mêmes le spectacle d'une grande révolution. 19

Et comme dans tout psychodrame, chaque participant jouait un rôle déterminé:

(...) nous avons tous, au cours de cette période, joué un rôle. Je commence par moi-même, (...) j'ai joué Tocqueville, ce qui ne va pas sans quelque

19 Ibid., pp. 36-37.

¹⁸ Aron raconte que, fin mai, des typographes et des rotativistes avaient commencé à censurer quelque peu <u>Le Figaro</u>. Il commente: "En France, la liberté commence fâcheusement par la censure." <u>Ibid.</u>, p. 23.

ridicule, mais d'autres ont joué Saint-Just, Robespierre ou Lénine, ce qui, tous comptes faits, était encore plus ridicule. 20

(...) M. Sauvageot et M. Geismar agissaient et parlaient comme les meneurs de la commune de Paris en 1789 ou 1790, comme les meneurs improvisés de février 1848, dans une conjoncture tout autre. 21

Un peu plus loin, Aron évoque la permanence de la tradition de renversement du gouvernement par l'émeute et la "fraicheur d'âme révolutionnaire" des Français comme "une des causes du caractère par instants dramatique des événements parisiens"22.

Plus qu'une méthode d'investigation, je vois dans ce jeu de comparaisons une sorte de réflexe intellectuel par lequel l'observateur tente d'apprivoiser l'étrangeté de l'événement et se prémunit contre la nouveauté que d'aucuns lui attribuent spontanément.

Le discours d'Aron est également marqué par une insistance sur le jeu que menent les acteurs politiques traditionnels, c'est-à-dire le gouvernement gaulliste et la principale force d'opposition, le Parti communiste. Dans l'article du 4 juin ("Après la tempête"), on peut lire: "(...) il n'y a que deux éléments logiques dans cette histoire folle: le détonateur et le Parti communiste"23. Le détonateur, c'est bien entendu la

<u>Ibid.</u>, p. 33. <u>Ibid.</u>, p. 35. 20

²¹ <u>Ibid.</u>, p. 40. 22

Ibid., p. 163. 23

réaction maladroite des autorités universitaires à l'occupation de la Sorbonne; quant au P.C., Aron prend soin de souligner qu'à aucun moment, il n'a "poussé à l'émeute" ou "voulu abattre le gouvernement gaulliste" L'importance qu'Aron accorde non seulement au gouvernement, mais à la personne du général de Gaulle est également remarquable:

Un mauvais discours du général de Gaulle, une proposition inopportune de référendum-plébiscite et, pendant deux jours, le régime a vacillé. Un discours de combat par un homme de 77 ans et les Français ont retrouvé le sens du réel, les pompes à essence et le chemin des vacances. 25

L'article du 10 juin reprend la même analyse et prédit que le scrutin aura pour issue soit un gouvernement de gauche où le P.C. exercerait la réalité du pouvoir, soit (c'est l'hypothèse la plus probable et que les faits confirmeront) un retour en force du gaullisme ²⁶.

Les entretiens de juillet développent la même idée. Aron estime qu'on peut parler de psychodrame à propos des événements de mai justement parce que "la conjoncture politique était dominée par une alliance limitée et non écrite entre le Parti communiste et le gouvernement" ²⁷. Même s'il s'empresse d'atténuer la portée du mot alliance, Aron tente de démontrer que la retenue du P.C. en mai va dans le sens de ses intérêts

^{24 &}lt;u>Ibid.</u>

^{25 &}lt;u>Ibid.</u>, p. 164. 26 <u>Ibid.</u>, p. 168.

^{27 &}lt;u>Ibid.</u>, p. 33.

à long terme: elle s'explique en effet par sa stratégie globale de réinsertion dans la gauche française. C'est même, nous dit Aron, ce refus du P.C. à faire une révolution qui a pour une bonne part contribué au caractère révolutionnaire des dernières journées de mai: voulant conserver le contrôle du mouvement dans les usines et craignant d'être débordés sur leur gauche par les groupuscules, les communistes ont dû recourir à une escalade de grèves qui a mis en péril, ou du moins semblé mettre en péril le régime.

Je ne veux pas discuter ici cette interprétation. Certes, Aron l'avoue, elle n'explique pas tout: le rejet des accords de Grenelle, le discours manqué du 24 mai, le vacillement du régime demeurent enveloppés de mystère. Ce qui me semble intéressant, c'est que pour introduire une logique dans l'irrationnel, pour offrir une lecture intelligible des événements, Aron n'élabore pas une théorie sur l'irruption de forces nouvelles ou sur les "nouveaux conflits sociaux" 8. Son premier article, soulignant que "les acteurs du drame (refusaient) les mots d'ordre conventionnels (et demeuraient) étrangers aux vieux partis" 9, laissait pourtant entrevoir une telle direction. Dans les articles suivants, au contraire, il insiste presque pesamment sur les deux acteurs les plus traditionnels de la politique française, deux acteurs dont le jeu

²⁸ Alain Touraine voit dans ces "nouveaux conflits sociaux" l'essence des événements de mai. Voir <u>Le Mouvement de mai ou le communisme utopique</u>, Paris, Seuil, 1968.

29 Raymond Aron, <u>op. cit.</u>, p. 161.

suit les non moins traditionnellles règles de la lutte pour le pouvoir.

Le mystère de mai réside d'abord dans l'effet d'entraînement de la grève étudiante: "Tous les pays ont connu des révoltes d'étudiants. Or, en France et en France seulement, cette révolte s'est amplifiée en une crise nationale" 30. Pour expliquer cette singularité, Raymond Aron se livre à trois découpages qui ont pour effet de substituer à cette apparente inintelligibilité du tout une certaine intelligibilité des parties.

Le premier découpage auquel procède Aron est d'ordre chronologique. L'événement peut en effet être divisé en une série de séquences consécutives: la réaction maladroite des autorités universitaires aux premières occupations provoque un renforcement de la contestation étudiante; la capitulation gouvernementale devant celle-ci stimule les premiers groupes grévistes dans les usines; craignant d'être débordée sur sa gauche, la C.G.T. décide d'étendre le mouvement, ce qui a pour effet de faire vaciller le gouvernement légal.

Cet enchaînement devient plus intelligible si l'on effectue un second découpage, celui-là entre les institutions françaises. L'université surpeuplée et dépourvue d'autonomie, l'entreprise marquée par une gestion trop autoritaire, la

^{30 &}lt;u>Ibid.</u>, p. 164.

C.G.T. tiraillée entre un discours révolutionnaire et une conduite pragmatique, l'État rendu vulnérable par une centralisation excessive: chacune de ces institutions offre un terrain propice à un développement incontrôlé des conflits.

Enfin, doutant qu'on puisse raisonnablement présenter l'ensemble des événements comme une réfutation globale du "double despotisme (...) du soviétisme et (...) de la rationalité techno-bureaucratique" 31, Aron découpe les différentes "révolutions" survenues en mai. Si on laisse de côté "J.L. Godard et la révolution culturelle au festival de Cannes, les écrivains progressistes prenant d'assaut l'hôtel Massa" 32, c'est-à-dire les épisodes les plus burlesques, on doit distinguer la révolution universitaire et la grève ouvrière. À la première. Aron s'oppose durement. Même s'il reconnaît la nécessité de réformes majeures, il estime que le tour pris par cette révolution risque de mener à la destruction de l'Université, voire à la "ruine de nos libertés" 33. À la seconde, il accorde au contraire son indulgence. D'une part, au lieu de polémiquer contre elle, il en offre une explication économique. D'autre part, il exprime une certaine sympathie à l'endroit de revendications émises par des groupes d'ouvriers et de cadres.34

^{31 &}lt;u>Ibid.</u>, p. 14.

³³ Ibid. p. 16.

^{34 &}quot;Là, j'aperçois une revendication chargée de signification qui n'a rien à voir avec la commune estudiantine

En cherchant à l'événement des précédents historiques et en le découpant, en mettant l'accent sur les acteurs les plus traditionnels, Aron refuse spontanément d'y voir la nouveauté radicale que d'autres ont relevée. Cette nouveauté qu'il semblait reconnaître dans son premier article, il la conteste sans ambages par la suite. Témoin cette phrase qui s'adresse moins aux acteurs du psychodrame qu'aux analystes médusés par le spectacle:

Les chantres de la révolution de mai croient dépasser le marxisme; dans la mesure où ils ont des idées, ils reviennent au pré-marxisme, au socialisme utopique, ils oublient un siècle d'histoire et ils ignorent les contraintes de l'entreprise et de l'économie. 35

×

À deux reprises, dès les premières pages de <u>La Révolution</u>,

Aron tente de justifier son engagement passionné contre la révolte en invoquant le précédent de <u>La Tragédie algérienne</u>.

Il en conclut:

J'ai donc le sentiment, depuis vingt ans, d'avoir toujours pris position quand le débat était suffisamment grave et la simple analyse insuffisante. Je n'ai rien fait dans cette crise que ce que j'ai fait dans les crises précédentes. 36

et qui constitue, si je puis dire, le contenu moderne de la révolte apparemment libertaire. La participation, l'association, ces mots signifient tout et rien, mais la décentralisation du pouvoir de décision, la circulation de l'information, le sentiment de responsabilité donné au plus grand nombre de ceux qui collaborent à l'entreprise font partie de la modernisation humaine d'une économie." <u>Ibid.</u>, p. 94.

^{35 &}lt;u>Ibid.</u>, p. 14. 36 <u>Ibid.</u>, p. 25.

Que d'écart pourtant entre les deux conjonctures! La décolonisation en Algérie fut probablement l'épisode le plus douloureux de l'après-guerre française. La révolte de 1968 apparaît plutôt comme un soubresaut, une convulsion sans conséquences graves: l'événement est peut-être chargé de signification, mais l'absence de morts³⁷ lui retire tout caractère tragique et rend quelque peu dérisoires les proclamations révolutionnaires qui l'ont accompagné. Quelle différence aussi entre le ton sobre et mesuré des années 1957-1962 d'une part, la réaction viscérale de 1968 d'autre part! À l'époque de la guerre d'Algérie, Aron critiquait sans les condamner moralement les partisans de l'Algérie française, faisait silence sur l'usage répandu de la torture et-polémiquait sans indignation contre les porteurs de valises. Au printemps 1968, il réprimande vertement les étudiants qui "admirent les films de Godard, rêvent de Che Guevara et, au volant d'une 2 CV, vitupèrent l'opulence" 38, mais avant tout ceux de ses collègues qui sombrent dans le "nihilisme", la "barbarie" ou simplement "l'infantilisme" 39. De façon à première vue surprenante, celui qui

³⁷ Il y eut en fait un mort, le 6 juin: un lycéen pris en chasse par des policiers tomba accidentellement dans la Seine et s'y noya.

^{38 &}lt;u>Op. cit.</u>, p. 60.

³⁹ En page 12, après avoir cité l'ouvrage de Coudray, Lefort et Morin, il conclut: "Disloquer le bloc social de l'Université sans savoir quel bloc reconstruire ou afin de disloquer la société tout entière, c'est nihilisme d'esthète ou mieux, c'est l'irruption de barbares, inconscients de leur barbarie." On pouvait lire dans l'article du 10 juin: "(...) me frappe la capitulation des adultes, essayant de rivaliser en infantilisme avec leurs enfants." Ibid., p. 169.

parvenait à se garder du manichéisme devant la tragédie s'y abandonne allègrement devant le psychodrame ou la comédie.

Les sentiments qu'avoue Aron au début des entretiens de juillet paraissent en effet bien excessifs en regard de la situation:

En ce qui me concerne, j'ai vécu ces semaines aux États-Unis dans la souffrance et en France dans l'indignation. Mais dans une indignation qui dépasse toutes les indignations que j'ai éprouvées dans mon existence. 40

Devant l'enthousiasme suscité chez certains par la situation, cette indignation devenait même une "répulsion presque physique qui s'est traduite par des propos violents et probablement excessifs contre tel ou tel"41. Ces phrases étonnent par leur ton catégorique: on peut à bon droit se demander pourquoi les événements de mai mériteraient plus d'être frappés d'indignité que le génocide juif ou la torture en Algérie. La question posée par François George ("N'aurait-il pu goûter le "psychodrame" en spectateur indulgent?") me semble pertinente parce qu'elle porte jugement sur ce qui caractérise la réaction d'Aron: la colère, l'indignation, la véhémence. Cette réaction émotive s'explique à mon avis par deux facteurs.

^{40 &}lt;u>Ibid.</u>, p. 26. 41 <u>Ibid.</u>, p. 27. On peut lire dans <u>Le Figaro</u> du 12 juin: "(...) les Edgar Morin, anarchistes ou nihilistes, esthètes de la destruction (...)." Aron biffera le nom de Morin lorsqu'il reprendra l'article quelques semaines plus tard dans <u>La Révolution introuvable</u>.

Le premier de ces facteurs tient à l'implication personnelle d'Aron dans le monde universitaire. Tout au long de la crise, c'est le sort de l'université qui retient son attention: les articles de mai-juin ainsi que les entretiens de juillet lui accordent la part du lion. L'agitation estudiantine, il y voit une "révolution authentique"; ce sont les grèves et les mouvements sociaux qu'il baptise "pseudo-révolution" 42. Or. il définit cette "révolution universitaire" comme une tentative "non pas seulement de discuter ensemble des réformes souhaitables, mais de mettre en place, selon une technique proprement insurrectionnelle, des organismes nouveaux de gestion"43. Le succès de cette opération entraînerait la ruine de l'université libérale: on assisterait alors à une substitution de "la contestation dans le style des réunions publiques à la discussion rationnelle sur les sujets politiques"44. Il y a opposition complète entre la conception aronienne qui distingue nettement la prise de position politique de la recherche scientifique et la thèse des révolutionnaires qui refusent cette distinction ou identifient la science à une idéologie particulière. Une telle flambée de politisation à l'heure où même "les universités des pays socialistes (...) sont en voie de dépolitisation"45 lui semble le summum de la

^{42 &}lt;u>Ibid.</u>, p. 44.

^{44 &}lt;u>Ibid.</u>, p. 69. Aron ajoute: "Cette dégradation équivaut à une catastrophe nationale."
45 Ibid., p. 68.

déraison. C'est donc d'abord parce qu'ils heurtent de front les principes à partir desquels Aron définit depuis le début de sa carrière le travail de l'enseignant et de l'intellectuel en général que les partisans de la révolution universitaire se voient opposer un refus aussi intempestif.

L'hostilité d'Aron s'explique également par ce patriotisme évoqué dans les chapitres précédents. Dans son article du 19 juin, Aron consacre ce paragraphe révélateur à un incident mineur de la révolte:

Certains épisodes nous ont blessés jusqu'au fond de l'âme: le nom de Jean Cavaillès, professeur de philosophie des sciences, chef d'un réseau de résistance, fusillé par les nazis, avait été donné à deux salles de cours (...); des étudiants arrachèrent ce nom qui symbolisait le meilleur de nous-mêmes, Peut-être ne savaient-ils pas ce qu'ils faisaient, peut-être voulaient-ils "désacraliser" l'amour de la patrie. L'incompréhension réciproque prenait un accent tragique: il s'agissait de nos raisons mêmes de vivre. 46

Au-delà de cet épisode regrettable, c'est toute la révolte de mai qui, selon Aron, porte atteinte à la dignité nationale. Il dira dans Le Spectateur engagé: "Je trouvais tout à fait indigne que des bandes de gamins renversent le gouvernement, le régime et la France politique "47. Déjà, en juillet 1968, Aron soulignait l'écart entre le visage qu'offrait la France en mai et l'image qu'il a de sa patrie:

(...) je me demandais: suis-je encore en France ou, je ne dis pas à Cuba parce que je ne veux pas insulter Cuba, mais en quelque contrée étrange et inconnue.

Op. cit., p. 27.

48

⁴⁶ <u>Ibid.</u>, p. 180.

Op. cit., p. 257.

Par-delà l'émotion, l'attitude d'Aron me semble aussi marquée par une hésitation sur le diagnostic à formuler. La révolution de mai fut bien sûr un psychodrame, une comédie, une pseudo-révolution, une "caricature(s) au troisième degré de la Commune jacobine" Aron ne cesse d'ironiser à ce sujet. Mais à ce discours ironique répond en contrepoint un autre discours, plus inquiet celui-là, où les mots "guerre civile", "totalitarisme" et surtout "terrorisme" reviennent comme des leitmotive. Dans ses Mémoires, Aron reconnaît: "Moi aussi, les 29 et 30 (mai), je craignis que la révolte ne glissât vers la révolution" En juillet 1968, malgré le retour en force du parti de l'ordre, il estimait que sa crainte de mai ne reposait pas sur une erreur d'appréciation, mais répondait à une virtualité de la situation: il n'était pas exclu que la comédie tourne tout à coup à la tragédie.

Il m'apparaît avec le recul que cette oscillation était fondée sur une vision trop pessimiste ou trop dramatique des événements. L'absence de morts, différence significative par rapport aux révolutions antérieures et relevée à ce titre par Aron, ainsi que la réaction provoquée par le discours du chef de l'État confirment l'hypothèse du psychodrame plus que celle du prélude à la guerre civile⁵¹. Du reste, Aron se

^{49 &}lt;u>Ibid.</u>, p. 172. 50 <u>Op. cit.</u>, p. 473.

⁵¹ Il convient de rappeler que les élections souhaitées par Aron, "seule protection contre la guerre civile et le totalitarisme" (op. cit. p. 169), virent plus d'une fois

demandera, bien après, s'il n'a pas été impressionné "exagérément peut-être" par la déliquescence de l'État⁵². En 1978, dans un article dont le titre ("Révolte sans terreur") contredit quelque peu l'emploi répété du mot "terrorisme" dix ans plus tôt, Aron reprend l'essentiel de son analyse, mais en précisant que mai 68 avait été avant tout une "similirévolution". En affirmant de façon prosaïque que les événements de mai "ne constituent pas une totalité fermée sur elle-même que l'on devrait d'un coup maudire ou exalter" ⁵³, Aron réitère la pluralité qu'il reconnaissait déjà à la crise, mais marque une distance par rapport au caractère émotif du refus qu'il lui opposa.

×

L'étude de l'attitude adoptée par Raymond Aron en mai 1968 suggère une configuration particulière des crises analysées au fil de cet essai.

Les deux premières présentent des traits communs qui les distinguent des deux dernières. La Guerre mondiale comme celle d'Algérie furent des événements d'une portée historique considérable, des crises de longue durée, débordant largement le cadre de la France. Aron y fut impliqué non pas comme individu

revolvers et mitraillettes remplacer les arguments et firent un mort ainsi que de nombreux blessés.

^{52 &}lt;u>Le Spectateur engagé</u>, <u>op. cit.</u>, p. 258. 53 <u>L'Express</u>, no 1402, 22 au 28 mai 1978.

particulier, mais au même titre que n'importe quel citoyen français 54. Sa réaction combinait dans les deux cas une réaction tranchée, une modération dans le ton employé ainsi qu'un refus conscient de condamner l'adversaire.

La conférence de presse et la révolte de mai apparaissent au contraire comme des crises brèves d'une portée restreinte à l'Hexagone. Certes, la première fait suite à la guerre israélo-arabe, mais elle fut essentiellement une réprimande infligée par de Gaulle aux Juifs français qu'il avait jugés déloyaux⁵⁵. De même, les émeutes étudiantes présentent des traits communs avec celles survenues ailleurs, mais les différences dominent et ce sont elles qui donnent aux événements de France leur caractère unique. Dans les deux cas. Aron était impliqué personnellement, d'abord en tant que Français d'origine juive, puis comme professeur. Sa réaction fut à chaque fois viscérale, émotive et virulente. Ses adversaires furent traités sans indulgence: le Général suscitait consciemment l'antisémitisme, pour se venger; les partisans de la commune étudiante n'étaient que des barbares, prompts à la destruction.

⁵⁴ Cette affirmation doit être nuancée, du fait qu'Aron était juif. Mais tout Français subissait (surtout après novembre 1942) les conséquences de l'état de guerre: ce n'était pas une menace pesant sur l'individu en tant qu'individu distinctif, mais un danger guettant tous les habitants du territoire.

⁵⁵ Je reprends ici l'interprétation d'Aron. D'autres ont vu dans la "petite phrase" une simple gaffe, presque un lapsus, voire un ... compliment (!).

Je ne conteste ni l'analyse ni l'attitude d'Aron en ces deux occasions. Je constate simplement qu'à partir du moment où la situation de crise le touchait personnellement, il se révélait incapable d'engager la discussion raisonnable par laquelle il espérait surmonter l'alternative du choix arbitraire et de la connaissance rationnelle.

* * *

CONCLUSIONS

Ce mémoire porte comme sous-titre: Essai sur l'éthique d'un intellectuel français. Pour m'y conformer, j'aurais pu, à la manière de Tracy B. Strong, essayer de retracer les fondements philosophiques de la pensée politique de Raymond Aron. Il m'a semblé préférable d'examiner comment cette éthique était mise en oeuvre, lorsque, dans une situation de crise, l'homme est sommé de choisir. Je dirais, pour paraphraser Saul Friedländer, que la crise a ceci d'intéressant qu'elle repousse les limites imposées à la décision individuelle par le poids des données objectives et que l'intellectuel se retrouve alors particulièrement libre d'opter pour la résistance ou la soumission, pour la parole ou le silence².

Il eût bien sûr été possible d'orienter cette étude dans d'autres directions. Ainsi, on aurait pu se demander si les

¹ Tracy B. Strong, "History and choices: the foundation of the political thought of Raymond Aron", <u>History and Theory</u>, no 2, 1972, pp. 179-196.

² La phrase exacte est: "Mais, dès que l'on se trouve en situation de crise, les limites imposées à la décision individuelle par le poids des données objectives de tout ordre, notamment des données organisationnelles et bureaucratiques, s'élargissent, et l'homme d'État se retrouve particulièrement libre d'opter pour la guerre ou la paix, la résistance ou la soumission, le compromis ou l'affrontement." Saul Friedländer, Histoire et psychanalyse, Paris, Seuil, 1975, p. 116.

points de vue développés par Aron étaient ceux d'un "intellectuel technocrate", pour reprendre la caractérisation de Bon et Burnier³. Il eût alors s'agi, en utilisant par exemple la méthode développée par Lucien Goldmann dans son étude sur les <u>Pensées</u> de Pascal et le théâtre de Racine, d'insérer l'éthique intellectuelle d'Aron "dans la totalité significative d'un courant d'idées ou de la vie sociale, économique et idéologique d'un groupe social <u>relativement</u> homogène"⁴. C'est ce type d'analyse qu'esquisse Paul Clay Sorum lorsque, à l'occasion de sa prise de position sur la guerre d'Algérie, il situe Aron dans la "couche technocratique de l'intelligentsia"⁵.

Une autre voie, également sociologique, mais laissant subsister l'autonomie du champ intellectuel, est celle qu'a choisie Anna Boschetti pour son Sartre et "Les Temps Modernes".

Pour appliquer ici une telle approche, il aurait fallu repérer la position d'Aron dans le champ intellectuel au moment de chaque crise (position évidemment très différente en 1940, en 1957 et en 1967-1968) et situer ses écrits à l'intérieur du dispositif constitué par l'ensemble des discours produits

³ Voir <u>supra</u>, p. 8. 4 Lucien Goldmann, <u>Le Dieu caché. Étude sur la vision</u> <u>tragique dans les "Pensées" de Pascal et le théâtre de</u> <u>Racine</u>, Paris, Gallimard, p. 108. C'est Goldmann qui souligne.

⁵ Voir <u>supra</u>, p. 7. 6 Anna Boschetti, <u>Sartre et "Les Temps Modernes"</u>, Paris, Editions de Minuit, 1985.

en ces occasions. Ceci aurait permis de mesurer jusqu'à quel point les prises de position d'Aron n'ont pas seulement été des réactions aux situations de crise, mais aussi des réponses aux demandes internes du champ intellectuel.

Enfin, d'un tout autre point de vue, il serait intéressant, pour qui maîtrise les armes de la psychanalyse, d'examiner le comportement d'Aron devant les crises en tentant d'y débusquer le rôle joué par les facteurs de personnalité. La psychobiographie est peut-être en effet la seule voie pour progresser dans la compréhension de certains traits apparus tout au long de l'analyse: sentiment d'impuissance réitéré, comportement paradoxal systématique. Nul doute également que le rapport d'Aron à ses origines juives, étudié ici seulement à partir de la conscience qu'en a l'auteur et de ce qu'il veut bien en dire, serait grandement éclairé par de telles recherches?

¥

Ni sociologique ni psychologique, l'approche ici choisie cherchait à mettre en rapport, fût-ce pour les opposer, l'éthique et l'action. Ce qui amène à poser la question suivante: Raymond Aron fut-il fidèle aux règles qu'il s'était

⁷ Celles-ci ne seraient pas bien sûr sans poser de redoutables problèmes de sources. Pour un bilan critique des psychobiographies faites à ce jour, on consultera l'ouvrage de Friedländer cité plus haut.

fixées? L'étude des quatre grandes crises auxquelles il fut confronté révèle les limites de l'éthique intellectuelle définie dès l'Introduction à la philosophie de l'histoire. Certes, la reconnaissance de la spécificité de la politique, le refus du manichéisme et le respect des faits demeurent pour Aron les règles obligées de l'ascèse à laquelle il enjoint de se soumettre l'intellectuel désireux de prendre part au combat politique. Mais concilier l'engagement dans les luttes de la Cité et la volonté de dépassionner les conflits se révèle à l'expérience des crises un exercice fort difficile. Sans pour autant donner congé à la raison ou s'abandonner aux délices de l'idéologie, l'intellectuel ne peut guère se soustraire à certaines appartenances qui déterminent parfois le fond et la forme de ses décisions politiques. Ainsi en est-il du patriotisme d'Aron dont on a vu qu'il constituait un ressort puissant de ses prises de position. Il y a à la limite une contradiction possible entre la reconnaissance de la spécificité de la politique d'une part, le refus du manichéisme et le respect des faits d'autre part: la caricature de l'adversaire, l'aveuglement volontaire, voire le mensonge ne sont-ils pas des moyens communs de la lutte politique, pour qui la regarde sans illusion et sans complaisance? Ne pourrait-on pas dire que l'éthique intellectuelle aronienne, si elle procure le réconfort d'une rectitude morale et le sentiment rassurant d'une vue rationnelle des choses, laisse désarmé devant le cynisme?

Au-delà des distorsions déjà évoquées entre les règles que prescrit Aron et son attitude en temps de crise, quatre conclusions se dégagent d'un examen de sa pratique intellectuelle et politique:

- 1) Il y a chez Aron, à l'occasion des crises, ce que j'appellerais une conduite paradoxale. Cette conduite le distingue de bon nombre d'intellectuels de son temps dont les prises de position étaient souvent aisées à prédire. Si, en effet, sur le terrain de la politique au jour le jour, Aron pensait et votait "à droite", ses décisions en temps de crise ont toujours surpris et ne pouvaient être simplement déduites de ses préférences idéologiques.
- 2) Comme je l'ai souligné tout au long du texte, le patriotisme joue un rôle déterminant quant à l'attitude d'Aron. Il ne s'agit pas de l'écho d'une définition dominante du patriotisme, celle du gaullisme par exemple, mais d'une conception rationnelle qui identifie la France à son régime démocratique. En dépit de son caractère rationnel, ce patriotisme s'exprime parfois de façon viscérale.
- 3) La pratique politique d'Aron en temps de crise, son mode d'intervention privilégié, c'est, plutôt que l'engagement militant aux côtés d'un parti ou d'un clan, l'écriture. Pour Aron, des textes comme <u>La Tragédie algérienne</u> ou <u>La Révolution introuvable</u> sont des actes politiques, indépendamment du fait qu'ils soient ou non prolongés par d'autres gestes.

4) Cette forme d'intervention, si elle favorise chez l'intellectuel la liberté de pensée, n'est pas pour autant garante d'efficacité politique. Aron laisse en effet échapper, lors de chacune des crises étudiées, un aveu d'impuissance qui témoigne d'une conscience de la contradiction formulée plus haut: le respect de l'adversaire et celui des faits s'accommodent-ils de la dureté du combat politique?

Une conduite paradoxale

Il n'a pas été difficile, pour chacune des crises étudiées, de présenter l'attitude d'Aron sous forme de paradoxes. En 1940, hostile à l'armistice, il part pour Londres dès juin; mais il se refuse à jouer les hérauts de la propagande gaulliste et à dénoncer comme des traîtres les dirigeants et les fidèles de Vichy. Juif, il se fait fort discret sur le génocide hitlérien, non seulement pendant la guerre (ce qui est compréhensible, vu le manque d'information⁸), mais aussi au lendemain de celle-ci (ce qui est plus étonnant). En 1957, proche d'une classe politique qui tait ses doutes à propos de l'Algérie, Aron choisit de rompre cette loi du silence. Mais s'il critique ouvertement la politique algérienne du gouvernement, il en reste à cette désapprobation passive et ne cède pas aux plaidoyers favorables à la désobéissance

⁸ Voir <u>supra</u>, pp. 65-69.

civile. En 1967, bien qu'il ne soit pas sioniste, Aron prend le parti d'Israël; bien qu'il s'éprouve plus français que juif, il s'estime moralement obligé de dénoncer le danger d'antisémitisme suscité par les propos du chef de l'Etat. En 1968, alors qu'on attend des intellectuels sinon un ralliement, du moins le silence, Aron choisit de parler et de stigmatiser le "carnaval". Ses critiques répétées à l'endroit de l'Université française ne l'amènent pas à sauter dans le train emballé de la contestation; il se retrouve plutôt à la pointe de la "réaction" aux événements de mai.

Dans une tout autre perspective que la mienne, Anna Boschetti exprime en un langage plus sociologique cette conduite paradoxale caractéristique d'Aron et l'oppose à celle de Sartre:

Aron progresse alors à contre-courant par rapport à la direction dominante du champ, tandis que Sartre est celui qui la résume et l'exprime le mieux. Quand l'époque tourne à la philosophie, Aron lui préfère la sociologie, discipline mal vue, qui commence à peine à renaître timidement en marge de l'Université. Alors que Sartre abandonne volontairement la carrière de professeur pour celle, suprêmement prestigieuse, d'écrivain libre, Aron compromet longtemps la sienne (il n'est appelé à la Sorbonne qu'en 1956) par sa pratique d'éditorialiste, qui lui assure une position au sommet du journalisme mais le discrédite comme professeur. Il est, en outre, anti-communiste au moment où l'anti-communisme est pour les intellectuels français la plus impardonnable des fautes. Austère et à l'écart, il s'oppose aussi au modèle existentialiste par son style de vie. 9

^{9 &}lt;u>Op. cit.</u>, pp. 227-228.

Cette attitude paradoxale n'est pourtant pas sans cohérence. Aron lui-même voyait cette cohérence dans son refus de la guerre civile, sa volonté de toujours réduire le volume de la violence. Mais sa conduite révèle également une conception de ce que doit être la pratique politique de l'intellectuel. Le marxiste ou le compagnon de route des années 1950 se devaient d'épouser les méandres de la ligne du parti qui incarnait l'avenir: ni indépendants, ni en position de prendre part à la définition de cette ligne, ils trouvent leur cohérence avant tout dans le suivisme, conscient ou non. Si Sartre a parfois surpris, ce fut souvent par la violence gratuite de ses propos, rarement par le fond de ses positions. La conduite paradoxale d'Aron apparaît pour sa part comme l'expression de son indépendance relative à l'égard des groupes dominants de la politique française: rédacteur en chef de La France libre, mais critique de l'orthodoxie gaulliste; homme de "droite", mais favorable à l'émancipation

algérienne, et bientôt censeur sévère des palinodies gaulliennes; patriote français, mais prompt à accuser le "détenteur de la légitimité nationale" lorsqu'il juge offensants ses propos à l'endroit des Juifs; enthousiaste devant le retour de l'ordre au lendemain du grand chambardement de mai, mais fort sceptique sur les chances de renouvellement du régime.

Raymond Aron patriote

Comment définir le patriotisme de Raymond Aron? Il ne se confond certes pas avec le réflexe borné du nationaliste étroit. Ainsi, dans les débats entourant la dissuasion nucléaire et la constitution d'une force stratégique française, Aron fut souvent plus proche des positions de l'administration américaine que de celles du gouvernement français. De même, dans certaines discussions touchant à la politique monétaire, il fut parfois plus favorables aux vues de Washington qu'à celles des Européens, donc des Français. En fait, au chapitre des rapports de force internationaux, Aron était occidental avant d'être français: c'est pourquoi il prisait fort peu ce qu'il appelait la "rhétorique étrangère" du général de Gaulle.

En revanche, lorsque la France subit la menace d'un ennemi extérieur (l'Allemagne nazie) ou d'un péril intérieur (la guerre civile), l'attachement à la patrie prit chez Aron

un tour plus vif et joua un rôle déterminant dans l'élaboration de sa position.

En 1940, Aron ne se résigna pas à la défaite et décida de poursuivre aux côtés des Alliés la guerre contre l'Allemagne nazie. Il eut en somme le même réflexe que de Gaulle. Mais était-ce la seule décision possible pour un patriote? Les fidèles de Maurras, héritiers du nationalisme barrésien, se rallièrent presque en totalité à la personne du maréchal Pétain, favorables à l'armistice mais aussi germanophobes qu'avant la guerre. Plusieurs vichystes, Aron le reconnaît, n'avaient pas le sentiment de livrer leur patrie à l'Allemagne, mais plutôt celui de sauver ce qui pouvait encore l'être. Seuls les partisans du national-socialisme, journalistes de la collaboration ou combattants de la Ligue des volontaires français contre le bolchevisme, se sont exclus eux-mêmes en plaçant leur foi idéologique au-dessus de leur appartenance à la communauté nationale. S'il s'apparente aux gaullistes orthodoxes par sa décision de juin 1940, Aron se distingue de leur patriotisme sectaire: il refuse autant l'excommunication des partisans de Vichy que le culte développé par les zélateurs autour du chef.

Le patriotisme d'Aron tient pour une bonne part à son attachement aux institutions du régime démocratique. En ce sens, la part rationnelle y est plus importante que la part

sentimentale. Si Aron redoute une guerre civile entre résistants et vichystes, c'est parce qu'il craint qu'elle n'entraine une régression en deçà des institutions de la IIIe République, tout imparfaites que fussent celles-ci. Sa décision de critiquer ouvertement la politique algérienne du gouvernement Mollet procède du même raisonnement que la fin de non-recevoir qu'il oppose aux porteurs de valises: le refus d'accorder à l'Algérie son indépendance divise la France et risque de mener à la guerre civile; apporter de l'aide à l'ennemi. c'est prendre pour acquis que cette guerre civile est déjà commencée. Cette défense des institutions n'est cependant pas absolue: il peut arriver que le salut de la patrie exige de les sacrifier. Ainsi de la IVe République qui s'avérait incapable de trouver une solution à l'impasse algérienne et menaçait d'emporter la France dans une débâcle. Le péril appréhendé autorisait un pari sur de Gaulle, même si le retour de celui-ci s'effectuait dans des conditions dont la légalité était douteuse.

Ce patriotisme, malgré son identification rationnelle à des institutions historiques, s'exprime parfois de façon viscérale. Si l'appréciation d'Aron à propos du régime de Vichy et sa polémique à l'endroit des porteurs de valises conservent un ton modéré, c'est sans doute que dans le premier cas il estime assurée la victoire des Alliés, dans le second, bien limité l'effet d'entraînement que peut provoquer

l'aventure de Jeanson. Pourquoi, en 1967 et en 1968, Aron abandonne-t-il ce langage mesuré? C'est peut-être qu'à l'occasion de ces deux crises, les dommages risquent d'affecter l'intégrité morale de la France et qu'il est par conséquent difficile d'en évaluer la portée. Ainsi, une résurgence de l'antisémitisme vingt ans après le génocide entraînerait une corruption grave, fâcheusement évocatrice des pires heures de Vichy. De même, la rébellion de mai, apparemment indifférente à une valeur comme le patriotisme, bafoue ou ridiculise, par-delà les institutions particulières que sont l'université et le gouvernement de la Ve République, l'image que la France offre d'elle-même.

Écrire: un acte politique

On distingue souvent, on oppose parfois l'écriture et l'action: mais qui niera que le <u>J'accuse</u> de Zola fut un acte au plein sens du terme? Peut-on en dire autant des textes écrits par Aron lors de chacune des crises? Notons que, sur le coup ou rétrospectivement, Aron insiste toujours sur l'originalité de sa position ou revendique l'honneur de l'avoir énoncée le premier. De son attitude à l'égard du gouvernement de Vichy, il dira une quarantaine d'années plus tard dans <u>Le Spectateur engagé</u>: "Il fallait bien qu'il y en eût un qui refusât de penser de manière manichéenne" En 1957, il

¹⁰ Op. cit., p. 97.

écrira dans La Tragédie algérienne: "Le moment est venu, contre la conjuration de la lâcheté, de parler haut, de dire toute la vérité, si amère soit-elle (...)"11. Au début de De Gaulle, Israël et les Juifs, il précisera que s'il prend la parole, c'est parce que "(...) aucun de ceux qui, tant de fois. s'expriment au nom de la conscience universelle, n'a parlé" 12. En 1968, dans l'introduction à La Révolution introuvable, Aron dira cette fois:

Au début de juin, personne n'élevait la voix et des centaines de lettres de professeurs, d'étudiants et de parents d'élèves commençaient par le mot: Enfin. Quelqu'un avait le courage de rompre avec la conspiration du silence. 13

Il y a dans chacune de ces légitimations un leitmotiv qu'exprime bien la dernière: Aron se voit comme celui qui brise la conspiration du silence, celui qui dit tout haut ce qu'on ne voudrait pas entendre. C'est d'abord de là que les interventions d'Aron dans chaque crise tirent leur caractère d'actes politiques. Le fait de publier en 1957 La Tragédie algérienne a une importance en soi, indépendamment des autres gestes posés par Aron pour influer sur la politique du gouvernement. Certes, cette publication s'inscrit, comme je l'ai dit, dans une stratégie, mais elle en constitue le point culminant parce qu'elle brise un tabou. La portée de

Op. cit., p. 39.

¹²

Op. cit., p. 7. Op. cit., p. 11. C'est Aron qui souligne.

<u>La Tragédie algérienne</u> se mesure mieux quand on sait qu'Aron avait fait connaître sa position et son analyse depuis plus d'un an à divers hommes politiques, sans résultat.

C'est d'une autre façon que peuvent être qualifiés d'actes les articles parus dans <u>Le Figaro</u> en juin 1968.

Postérieurs à la grande manifestation gaulliste qui, le 30 mai, sonna le ralliement de ceux qui s'opposaient au mouvement de révolte, ils provoquent un vaste échange de correspondance et véhiculent des propositions d'action. Leur effet immédiat n'est pas d'initier ou de favoriser une politique particulière, comme dans le cas de l'Algérie, mais plutôt de rassurer ceux qu'avaient effrayés les désordres du mois précédent.

Cette conception accorde un grand rôle à l'opinion publique et par là, valorise l'intellectuel, supposé la façonner ou l'orienter. Si "affirmer que le succès des révolutionnaires est inévitable, c'est contribuer en effet à le rendre inévitable." Alors celui qui prend la parole n'est plus un simple spectateur, il devient lui aussi un acteur du drame. Sa parole l'engage parce qu'elle influence l'issue du combat. Mais produit-elle véritablement autant d'effet et surtout, produit-elle l'effet qu'elle souhaite?

¹⁴ Raymond Aron, "Les intellectuels et la politique", Commentaire, no 22, été 1983, p. 261.

Impuissance de l'intellectuel?

Le bénéfice du doute accordé par Aron aux dirigeants de Vichy n'a pas eu et ne pouvait avoir d'incidence sur leur conduite: dès lors, leurs compromissions toujours plus évidentes des années 1943 et 1944 semblaient confirmer après coup ce que tonitruait la propagande gaulliste depuis 1940. La ligne antimanichéenne de <u>La France libre</u> a-t-elle par ailleurs modéré l'épuration? Peu importent les querelles pas encore tranchées à propos du nombre d'exécutions sommaires, peu importe qu'on n'ait finalement pas retenu l'armistice parmi les chefs d'accusation, le fait demeure que la Libérration donna lieu, de l'aveu même d'Aron, à ce qu'il voulait éviter par-dessus tout: la guerre civile. La phrase déjà citée au chapitre II constitue un véritable aveu d'impuis-sance:

(...) la guerre étant ce qu'elle est, on ne pouvait être que dans l'extrême. Quand on s'y refuse, comme moi-même, on ne peut plus qu'écrire des livres et on est plus ou moins isolé... 15

Ici, les mots <u>écrire des livres</u> ne renvoient plus à l'idée d'acte politique, mais suggèrent plutôt une attitude de retrait, de repli. Dans la conjoncture la plus critique, c'est-à-dire la guerre, action ne peut plus rimer avec raison, mais seulement avec passion.

¹⁵ Le Spectateur engagé, op. cit., p. 91.

Aron pose le même constat lorsqu'il qualifie de "polémique inutile" 16 le débat lancé au lendemain de la conférence de presse de novembre 1967. Dans "Le temps du soupcon". il accusait le général de Gaulle d'avoir "sciemment, volontairement, ouvert une nouvelle période de l'histoire juive et peut-être de l'antisémitisme" 17. Jugement d'une gravité disproportionnée par rapport à l'incident qui lui donna lieu. Il n'y a pas eu de résurgence significative de l'antisémitisme en France après 1967, Aron le reconnaît lui-même a posteriori¹⁸. Certes, il y a toujours des antisémites. Mais, s'ils reprennent la parole, ce n'est pas à cause de la "petite phrase", c'est parce que s'éloigne l'époque du génocide. Quant à l'ostracisme ou à l'antisémitisme d'Etat que l'on aurait pu craindre un instant, il fut dissipé par les excuses embarrassées des jours suivants, puis par la tempête de mai et le retour du Général à Colombey.

Et quel fut l'écho de l'intervention d'Aron en mai-juin 1968? Son "comité de défense et de rénovation de l'université française" ne vit jamais le jour, la remise en ordre du système d'enseignement étant prise en charge par l'État.

^{16 &}lt;u>Mémoires</u>, <u>op. cit.</u>, p. 518. 17 <u>Op. cit.</u>, p. 18.

¹⁸ Dans son article "Juif par le regard de l'autre?", loc. cit., Jean-Louis Missika raconte qu'à l'occasion d'un colloque sur le terrorisme organisé par le Renouveau juif en janvier 1983, Aron affirma ne pas voir "de remontée sensible de l'antisémitisme en France" (p. 187), ce qui ne fut pas sans choquer une partie de l'auditoire.

Peut-être aurait-il pu espérer être consulté par le ministre responsable de la nouvelle loi d'orientation. Après tout, Aron cumulait l'avantage d'avoir passablement réfléchi aux problèmes de l'Université et celui de s'être rangé du côté de l'ordre lorsque le navire menaçait de sombrer. Mais il n'y a qu'à lire l'article consacré par Aron à la loi d'octobre 1968 ("L'illusionniste" pour mesurer l'écart qui le sépare des solutions proposées par Edgar Faure.

Il n'y a pas jusqu'à l'efficacité de son action au cours de la guerre d'Algérie qui n'assaille Aron de doutes. La publication de <u>La Tragédie algérienne</u> avait au moins eu le mérite, on l'a vu, de conférer une certaine légitimité à une opinion jusque-là illégitime et d'indiquer "la voie dans laquelle s'orientait l'histoire (...), la voie dans laquelle ceux qui exercent aujourd'hui le pouvoir ont trouvé une issue (...)"²⁰. Mais dans son dernier article consacré à la guerre d'Algérie et rédigé au lendemain des accords d'Évian, Aron exprimait son désarroi devant le cynisme par lequel de Gaulle avait réussi à atteindre le but que lui-même fixait dès 1957: l'abandon. La France a fini par reconnaître l'indépendance algérienne, mais ce fut au prix d'une "tromperie"²¹ à l'endroit de l'armée et des pieds-noirs, au prix de "cette

¹⁹ Raymond Aron, "L'illusionniste", <u>Le Figaro</u>, 3 octobre 1968.

^{20 &}lt;u>La Révolution introuvable</u>, <u>op. cit.</u>, p. 25. 21 "Dénouement provisoire", <u>Preuves</u>, juin 1962, p. 7.

malhonnêteté, intellectuelle et morale" qui, malgré tout, "n'a peut-être pas été contraire à l'intérêt national" 22. Ce général qui "rêve d'unité nationale (...) par deux fois (...) a présidé à une guerre civile 23 et, par deux fois, fait condamner à mort des chefs de l'armée. La question que pose Aron en 1962 est celle-ci: si La Tragédie algérienne proposait l'abandon pour éviter la tragédie, l'abandon mené dans le style de Gaulle n'a-t-il pas justement provoqué la tragédie?

L'année 1962 comme l'année 1944 voient le triomphe du machiavélique. L'impuissance de l'intellectuel "évoquant les possibles" devant celui-là qui, victorieux, "invoque le réel" est le prix à payer pour qui s'efforce de demeurer dans les limites du raisonnable et de sauvegarder son indépendance. Nous voici revenus à l'antinomie maintes fois évoquée. La discussion et la décision raisonnables ne sont possibles que lorsqu'existe un relatif consensus entre les adversaires. Mais les crises ne sont-elles pas dans l'histoire et celle-ci n'est-elle pas "faite d'une lutte inexpiable entre les hommes, les partis et les dieux" 25?

* * *

^{22 &}lt;u>Ibid.</u>, p. 3.

^{23 &}lt;u>Ibid.</u>, p. 6.

^{25 &}quot;Introduction", Le Savant et le politique, op. cit., p. 49.

BIBLIOGRAPHIE

On ne trouvera ici que les ouvrages et articles ayant été d'une réelle utilité ou ayant fait l'objet d'une citation. Dans le cas des textes qui ont connu plusieurs éditions, j'indique celle que j'ai consultée.

A. Ouvrages et articles de Raymond Aron:

La plupart des articles écrits par Raymond Aron au cours de la Seconde Guerre mondiale ont été recueillis dans ces trois volumes:

<u>L'Homme contre les tyrans</u>, New York, Éditions de la Maison française, 1944, 400 p.

De l'armistice à l'insurrection nationale, Paris, Gallimard, 1945, 373 p.

<u>L'Âge des empires et l'avenir de la France</u>, Paris, Défense de la France, 1945, 373 p.

Les positions d'Aron sur la guerre d'Algérie sont exposées dans trois essais et quatorze articles publiés dans la revue <u>Preuves</u> par la suite:

"De la décadence", in <u>Espoir et peur du siècle</u>, Paris, Calmann-Lévy, 1957, pp. 128-237.

La Tragédie algérienne, Paris, Plon, 1957, 76 p.

L'Algérie et la République, Paris, Plon, 1958, 146 p.

"La Ve République ou l'empire parlementaire", <u>Preuves</u>, novembre 1958, pp. 3-11.

"Charles de Gaulle et la Chambre introuvable", <u>Preuves</u>, janvier 1959, pp. 3-12.

"Démission des Français ou rénovation de la France?", Preuves, février 1959, pp. 3-13.

"Un an après, Charles de Gaulle entre les libéraux et les ultras", <u>Preuves</u>, juin 1959, pp. 5-13.

"La démocratie a-t-elle un avenir en France?", <u>Preuves</u>, juillet 1959, pp. 16-24.

"De la politique de grandeur", <u>Preuves</u>, novembre 1959, pp. 3-12.

"L'Occident avant la conférence au sommet", <u>Preuves</u>, décembre 1959, pp. 3-13.

"Un seul homme, un homme seul", <u>Preuves</u>, mars 1960, pp. 3-13.

"La pente", <u>Preuves</u>, mai 1960, pp. 3-13.

"De la trahison", Preuves, octobre 1960, pp. 3-13.

"La présomption", Preuves, novembre 1960, pp. 3-10.

"L'heure de vérité", Preuves, janvier 1961, pp. 3-7.

"Adieu au gaullisme", Preuves, octobre 1961, pp. 3-16.

"Dénouement provisoire", Preuves, juin 1962, pp. 3-11.

L'ensemble des articles importants d'Aron sur la question juive se retrouvent dans:

De Gaulle, Israël et les Juifs, Paris, Plon, 1968, 186 p.

Quant aux articles écrits en mai et juin 1968, ils sont réunis dans:

La Révolution introuvable, Paris, Plon, 1968, 187 p.

Les ouvrages et articles suivants ont également été consultés:

Les guerres en chaîne, Paris, Gallimard, 1951, 497 p.

"La révolte asiatique connaît-elle ses limites?", Preuves, mars 1954, pp. 44-55.

"La revanche militaire de l'Asie", <u>Preuves</u>, juillet 1954, pp. 8-20.

<u>L'Opium des intellectuels</u>, Paris, Calmann-Lévy, 1955, 334p.

Polémiques, Paris, Gallimard, 1955, 247 p.

"Introduction" à WEBER Max, <u>Le Savant et le politique</u>, Paris, Plon, 1959, pp. 9-57.

Paix et guerre entre les nations, Paris, Calmann-Lévy, 1962, 794 p.

<u>Démocratie et totalitarisme</u>, Paris, Gallimard, 1965, 378 p.

"L'illusionniste", Le Figaro, 3 octobre 1968.

<u>Histoire et dialectique de la violence</u>, Paris, Gallimard, 1973, 270 p.

Plaidoyer pour l'Europe décadente, Paris, Livre de Poche (2e éd.), 1978, 640 p.

"Révolte sans terreur", <u>L'Express</u>, 22 au 28 mai 1978, p. 56.

"Les Juifs, Vichy et Israël", <u>L'Express</u>, 29 septembre 1979, pp. 94-96.

Introduction à la philosophie de l'histoire. Essai sur les limites de l'objectivité historique, Paris, Gallimard (3e éd.), 1981, 589 p.

<u>Le Spectateur engagé</u>, Paris, Julliard, 1981, 340 p.

Mémoires. 50 ans de réflexion politique, Paris, Julliard, 1983, 751 p.

"Les intellectuels et la politique", <u>Commentaire</u>, no 22, été 1983, pp. 259-263.

"Le socialisme et la guerre", <u>Commentaire</u>, no 28-29, hiver 1985, pp. 328-340.

B. Ouvrages et articles d'autres auteurs:

ARENDT Hannah, <u>Les Origines du totalitarisme T.I: Sur l'antisémitisme</u>, Paris, Seuil, 1984, 289 p.

ARON Robert, <u>Histoire de Vichy 1940-1944</u>, Paris, Arthème Fayard, 1954, 707 p.

BAECHLER Jean, Qu'est-ce que l'idéologie?, Paris, Gallimard, 1976, 405 p.

BON Frédéric et BURNIER Michel-Antoine, <u>Les Nouveaux intellectuels</u>, Paris, Gallimard (2e éd.), 1971, 249 p.

BOSCHETTI Anna, <u>Sartre et "Les Temps Modernes"</u>, Paris, Éditions de Minuit, 1985, 315 p.

COUDRAY Jean-Marc, LEFORT Claude et MORIN Edgar, <u>La</u> <u>Brèche</u>, Paris, Fayard, 1968, 144 p.

DUHAMEL Alain, <u>Le Complexe d'Astérix</u>, Paris, Gallimard, 1985, 247 p.

FABRE-LUCE Alfred, <u>Pour en finir avec l'antisémitisme</u>, Paris, Julliard, 1979, 154 p.

FESSARD Gaston, <u>La Philosophie historique de Raymond</u>
<u>Aron</u>, Paris, Julliard, 1980, 413 p.

FOUGEYROLLAS Pierre, "Le mot intellectuel", <u>Arguments</u>, no 20, 4e trimestre 1960, pp. 47-50.

FRIEDLANDER Saul, <u>Histoire et psychanalyse</u>, Paris, Seuil, 1975, 232 p.

GEORGE François, "Raymond Aron, prose et vérité", <u>Critique</u>, novembre 1983, pp. 837-855.

GOLDMANN Lucien, <u>Le Dieu caché. Étude sur la vision</u> tragique dans les "Pensées" de Pascal et le théâtre de Racine, Paris, Gallimard, 1959, 454 p. HAMON Hervé et ROTMAN Patrick, <u>Les Porteurs de valises</u>, Paris, Seuil (2e éd.), 1979, 440 p.

LACOUTURE Jean, <u>De Gaulle T.II: Le Politique</u>, Paris, Seuil, 1985, 723 p.

LAQUEUR Walter, <u>Le Terrifiant secret. La "solution finale"</u> et l'information étouffée, Paris, Seuil, 1981, 288 p.

LOTTMAN Herbert R., <u>La Rive gauche</u>, Paris, Seuil, 1981, 500 p.

MISSIKA Jean-Louis, "Juif par le regard de l'autre?", Commentaire, no 28-29, hiver 1985, pp. 187-192.

MORIN Edgar, "Intellectuels: critique du mythe et mythe de la critique", Arguments, no 20, 4e trimestre 1960, pp. 35-40.

PAXTON Robert O., <u>La France de Vichy</u>, Paris, Seuil, 1973, 375 p.

POLIN Claude, "Raymond Aron and the Revolution or The Grand Passion of a Liberal", <u>Social Research</u>, Spring 1970, pp. 102-128.

SARTRE Jean-Paul, <u>Réflexions sur la guestion juive</u>, Paris, Gallimard, 1954, 185 p.

SARTRE Jean-Paul, <u>Critique de la raison dialectique T.I:</u>
<u>Théorie des ensembles pratiques</u>, Paris, Gallimard, 1960,
755 p.

SARTRE Jean-Paul, "Les bastilles de Raymond Aron", Le Nouvel Observateur, 19 au 25 juin 1968, pp. 26-29.

SORUM Paul Clay, <u>Intellectuals and Decolonization in France</u>, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1978, 305 p.

SOUSTELLE Jacques, <u>Le Drame algérien et la décadence</u> française. Réponse à Raymond Aron, Paris, Plon, 1957, 70 p.

STRONG Tracy B., "History and choices: the foundation of the political thought of Raymond Aron", <u>History and</u> Theory, no 2, 1972, pp. 179-196.

THIBAUD Paul, "L'oeil du cyclône: Raymond Aron", Esprit, mai 1984, pp. 59-74.

TOURAINE Alain, <u>Le Mouvement de mai ou le communisme</u> utopique, Paris, Seuil, 1968, 302 p.

VIANSSON-PONTÉ Pierre, <u>Histoire de la république gaullienne, mai 1958-avril 1969</u>, Paris, Robert Laffont (2e éd.), 1984, 839 p.

VIDAL-NAQUET Pierre et SCHNAPP Alain, <u>Journal de la commune étudiante, textes et documents, novembre 67-juin 68</u>, Paris, Seuil, 1969, 876 p.

WINOCK Michel, "La tragédie algérienne", Commentaire, no 28-29, Commentaire, hiver 1985, pp. 269-273.

* * *